
Plan régional
de développement
du territoire public

Abitibi-Témiscamingue

Novembre 2006

Réalisation et rédaction : Direction régionale de la gestion du territoire public de l'Abitibi-Témiscamingue

Direction : Yves Drolet, directeur régional

Chargé de projet : Benoit Villeneuve

Équipe régionale : Nathalie Bonin
Pascal Martel

Collaboration : Denise Bourbeau
Johanne Drolet

Conception et soutien

à la réalisation : Direction générale de la gestion du territoire public

Coordination : Louise Pelletier

Collaboration spéciale : France Pouliot
Gilles Larochelle
Jean-François Larouche
???????de la Direction des communications

Rédacteur : Danièle Blain, Passez Go

Conception graphique : Christiane Leclerc communication

Production : Direction des communications

Diffusion : Direction générale de la gestion du territoire public

© Gouvernement du Québec
Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
Dépôt légal – Bibliothèque nationale du Québec, XXXX
ISBN : XXXXXXX
Code de diffusion : XXXXXX

Avant-propos

Essentielle au développement du Québec, la mise en valeur du territoire public et de ses ressources doit se faire de façon harmonieuse et dans l'intérêt de la collectivité. C'est pourquoi le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF) a élaboré des outils de planification et des mécanismes de gestion qui favorisent une utilisation polyvalente, équilibrée et durable du territoire public au bénéfice de l'essor économique des régions.

Les plans régionaux de développement de la villégiature (PRDV), rendus publics en 1993, ont démontré la pertinence d'encadrer ce type d'utilisation du territoire. Cet exercice a également confirmé la nécessité d'un encadrement plus large afin de répondre à une demande d'utilisation de plus en plus diversifiée. Le MRNF a donc élargi son approche pour y intégrer l'ensemble des utilisations du territoire, les préoccupations des acteurs locaux et régionaux et les besoins de la population.

Le Plan régional de développement du territoire public (PRDTP) est le résultat de cette approche. Pour sa réalisation, le MRNF a entrepris une tournée d'information à travers le Québec afin de présenter le nouveau concept aux organismes concernés. Il a aussi créé, dans chacune des régions, une table de concertation afin de connaître les préoccupations et les besoins de ses partenaires régionaux et gouvernementaux et de les associer à la prise de décisions en matière d'utilisation du territoire public.

Fort de cette concertation, le PRDTP sera désormais l'instrument privilégié pour favoriser la mise en valeur harmonieuse du territoire public en fonction des intérêts économiques, sociaux et environnementaux de la région.

Table des matières

INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1 PLAN RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE PUBLIC (PRDTP).....	5
1.1 Définition	5
1.2 Rôles du Plan régional de développement du territoire public.....	5
1.3 Étapes d'élaboration du Plan régional de développement du territoire public.....	6
CHAPITRE 2 CONTEXTE DE RÉALISATION DU PLAN RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE PUBLIC	9
2.1 Section récréotourisme	9
INTRODUCTION	15
CHAPITRE 1 TERRITOIRE D'ÉTUDE ET CONTEXTE RÉGIONAL	15
1.1 Territoire d'étude	15
1.2 Contexte régional.....	21
CHAPITRE 2 CONSTAT TERRITORIAL RÉCRÉOTOURISTIQUE	25
2.1 Situation actuelle	25
2.2 Potentiel de développement.....	44
2.3 Synthèse régionale du constat récréotouristique	49
CHAPITRE 3 ENJEUX D'UTILISATION DU TERRITOIRE PUBLIC LIÉS AU RÉCRÉOTOURISME ET RÉSULTATS ATTENDUS RÉGIONAUX	52
3.1 Enjeux récréotouristiques régionaux.....	52
3.2 Résultats attendus régionaux.....	54
CHAPITRE 4 CONCEPT DE DÉVELOPPEMENT.....	57
4.1 Secteur de planification rapproché	57
4.2 Secteur de planification périphérique.....	59
4.3 Secteur de planification éloigné.....	61
4.4 Orientations régionales pour la mise en oeuvre de l'entente administrative relative au développement de la villégiature riveraine sur le territoire public MRN – Société de la faune et des parcs du Québec	62
CHAPITRE 5 SCÉNARIO DE DÉVELOPPEMENT	64
5.1 Modalités générales de développement.....	64
5.2 Modalités particulières de développement.....	80
5.3 Choix des sites de développement de villégiature	90
CHAPITRE 6 PLAN D'ACTION	94
6.1 Développement de la villégiature privée et de l'abri sommaire	94
6.2 Autres activités de mise en oeuvre du PRDTP.....	95

6.3	Plan d'action.....	97
SOMMAIRE	ERREUR I SIGNET NON DÉFINI.	
	ANNEXE 1 : LISTE DES PARTENAIRES DU PRDTP	I
	ANNEXE 2 : NOTION DE GESTION PAR RÉSULTATS	III
	INTRODUCTION	7
	DÉFINITIONS	7
	Notions reliées à l'aménagement du territoire	7
	Notions reliées à la gestion par résultats	8
	EXPLICATION DE LA DÉMARCHE DE TRAVAIL	11
	Séquence des enjeux	11
	Le développement durable	12
	ACRONYMES	13
	LEXIQUE DES TERMES UTILISÉS EN PLANIFICATION TERRITORIALE.....	15
	LEXIQUE	19
	BIBLIOGRAPHIE.....	22

Liste des cartes

CARTE 1 PLAN RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE PUBLIC - TERRITOIRE D'ÉTUDE	19
CARTE 2 PLAN RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE PUBLIC – DENSITÉ DE LA VILLÉGIATURE PRIVÉE (CHALETs)...	34
CARTE 3 PLAN RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE PUBLIC – DENSITÉ DES ABRIS SOMMAIRES 37	
CARTE 4 PLAN RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE – PUBLI-LOGEMENT COMMERCIAL ET COMMUNAUTAIRE.....	40
CARTE 5 PLAN RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE PUBLIC ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES DE PLEIN AIR 42	
CARTE 6 PLAN RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE PUBLIC ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES CULTURELLES.....	45
CARTE 7 PLAN RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE PUBLIC – SYNTHÈSE DES TENDANCES ET POTENTIELS DU TERRITOIRE PUBLIC POUR LE RÉCRÉOTOURISME	51
CARTE 8 PLAN RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE PUBLIC – CONCEPT DE DÉVELOPPEMENT RÉCRÉOTOURISTIQUE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	63
CARTE 9 PLAN RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE PUBLIC – SCÉNARIO DE DÉVELOPPEMENT RÉCRÉOTOURISTIQUE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE (1 DE 2).....	72
CARTE 10 PLAN RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE PUBLIC – SCÉNARIO DE DÉVELOPPEMENT RÉCRÉOTOURISTIQUE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE (2 DE 2).....	79

Liste des graphiques

GRAPHIQUE 1 RÔLES DU PRDTP	6
----------------------------------	---

Liste des tableaux

TABLEAU 1 AIRES PROTÉGÉES DE LA RÉGION DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE.....	17
TABLEAU 2 RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DES TERRITOIRES FAUNIQUES DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	29
TABLEAU 3 MODALITÉS GÉNÉRALES DE DÉVELOPPEMENT DES PRODUITS.....	65
TABLEAU 4 SECTEURS RÉCRÉOTOURISTIQUES STRUCTURANTS.....	66
TABLEAU 5 SECTEURS RÉCRÉOTOURISTIQUES SECONDAIRES.....	67
TABLEAU 6 SECTEURS DE TERRITOIRE À CARACTÈRE FAUNIQUE	68
TABLEAU 7 70	
TABLEAU 8 SECTEURS DE TERRITOIRE D'AIRE PROTÉGÉE	71
TABLEAU 9 SECTEURS DE DÉVELOPPEMENT DE TERRITOIRES FAUNIQUES STRUCTURÉS.....	74
TABLEAU 10 AXES RÉCRÉOTOURISTIQUES	77
TABLEAU 11 PARCS À RÉSIDUS MINIERS.....	89
TABLEAU 12 SOURCE D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE	90
TABLEAU 13 SITES POTENTIELS DE DÉVELOPPEMENT DE LA VILLÉGIATURE PRIVÉE.....	91

Introduction

Le PRDTP est élaboré pour chaque région administrative du Québec qui comprend des terres publiques sous l'autorité du ministre des Ressources naturelles et de la Faune.

Il se compose de deux grandes parties. La première porte exclusivement sur des notions générales communes à l'ensemble des régions du Québec. Elle comprend deux chapitres : le premier traite de la définition du plan et de ses rôles et décrit les étapes de son élaboration. Le second chapitre présente le contexte de réalisation du plan. Ce contexte inclut les orientations relatives à la planification et à la gestion du territoire public, de même que les partenaires impliqués dans l'élaboration du plan, selon la section abordée.

La seconde partie présente le PRDTP de la région administrative. Elle comprend les éléments suivants : le constat territorial et la problématique de développement, les grands enjeux de l'utilisation territoriale, le concept de développement, le scénario de développement et le plan d'action.

Le récréotourisme est le premier thème traité. D'autres thèmes pourront être étudiés par la suite, comme l'industrie et le commerce, l'utilité publique ou communautaire, les territoires particuliers d'intervention, la préservation et la protection.

Un bilan du plan d'action compris dans le PRDTP sera effectué à chaque année.

Partie 1

Définition, rôles et élaboration
d'un plan régional
de développement
du territoire public

Abitibi-Témiscamingue

CHAPITRE 1 PLAN RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE PUBLIC (PRDTP)

1.1 Définition

Le PRDTP est un outil de mise en valeur des terres du domaine de l'État dont l'objectif est le développement harmonieux et durable du territoire public au bénéfice de la population. Il vise à déterminer, avec les partenaires régionaux, où, quand et comment il est possible d'octroyer des droits fonciers en vue d'une utilisation concertée du territoire public.

Il possède les attributs suivants :

- ✓ **Progressif et modulaire** : il comporte plusieurs sections de planification et de développement du territoire, abordées selon les besoins et problématiques du milieu.
- ✓ **Évolutif** : il peut être modifié au fur et à mesure des besoins ou de l'émergence de nouvelles tendances.
- ✓ **Fiable** : son information est à jour.
- ✓ **Partagé** : il a fait l'objet de plusieurs consultations régionales auprès des organismes du milieu. De plus, il s'appuie sur un portrait territorial de la région qui traite de ses dimensions sociales, économiques et environnementales.
- ✓ **Concerté** : il associe les communautés régionales à la prise de décisions en matière d'utilisation du territoire public.

1.2 Rôles du Plan régional de développement du territoire public

Les rôles du PRDTP sont multiples (voir graphique 1). Document essentiel à la mise en valeur du territoire public et à la planification de l'émission de droits fonciers, il favorise une utilisation harmonieuse du territoire et facilite les planifications régionales des partenaires du Ministère. Il constitue également un outil de connaissance, car son élaboration repose sur la collecte et l'analyse de multiples renseignements sur le territoire public.

Le PRDTP apporte en outre un soutien important à la production des avis du MRNF. Ces avis portent sur toutes les modifications liées aux territoires fauniques ou récréatifs, aux planifications forestières (plans généraux d'aménagement forestier, plans quinquennaux d'aménagement forestier et plans annuels d'interventions forestières), aux projets de promoteurs, aux parcs régionaux et à la planification des aires protégées et aux schémas d'aménagement et de développement des MRC.

**GRAPHIQUE 1
RÔLES DU PRDTP**



1.3 Étapes d'élaboration du Plan régional de développement du territoire public

La réalisation du PRDTP s'effectue par étapes. Chacune est assujettie à un processus de concertation au cours duquel le MRNF consulte plusieurs partenaires. Ces étapes sont, dans l'ordre : l'établissement du constat territorial et de la problématique de développement, l'identification des grands enjeux et du concept de développement, l'élaboration du scénario de développement et du plan d'action.

1.3.1 *Constat territorial et problématique de développement*

Le constat territorial vise à établir un portrait du territoire en fonction du thème à l'étude. Il peut comprendre une description de certaines caractéristiques de la région, la répartition des activités et infrastructures, l'évolution des tendances observées, les particularités de certaines parties du territoire, etc. Le constat présente également une analyse des potentiels. Il permet ainsi une lecture commune du territoire et de ses problématiques de développement.

1.3.2 *Enjeux et concept de développement*

Cette étape vise à identifier les grands enjeux liés à l'utilisation du territoire public. Ces enjeux peuvent être d'ordre économique, environnemental, social, éducatif, culturel, administratif ou institutionnel. Leur identification permet ensuite l'élaboration du concept de développement qui rend compte des orientations choisies et propose des objectifs de développement.

1.3.3 *Scénario de développement et plan d'action*

Le scénario de développement précise, à partir du concept, les objectifs spécifiques et les règles de développement qui s'appliquent à un cadre territorial plus circonscrit. Il définit des types d'intervention pour différents secteurs du territoire qui présentent une problématique particulière et des caractéristiques homogènes. Il s'appuie sur un découpage effectué en fonction de la connaissance du territoire et de ses besoins inhérents.

Le plan d'action, quant à lui, présente les dispositions prises pour la mise en œuvre du PRDTP. Il identifie les étapes de cette mise en œuvre, les moyens retenus à cette fin et les priorités d'atteinte des objectifs. Le plan d'action contient également un échéancier et la liste des partenaires associés à sa mise en œuvre.

CHAPITRE 2 CONTEXTE DE RÉALISATION DU PLAN RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE PUBLIC

2.1 Section récréotourisme

2.1.1 *Définition du récréotourisme*¹

Le néologisme québécois *récréotourisme* englobe à la fois les secteurs du tourisme et du loisir. On qualifiera donc de *récréotouristique* un site ou une entreprise susceptibles d'attirer une clientèle touristique et qui favorise la pratique d'activités de loisir. Ces activités peuvent être d'ordre socioculturel, sportif, de plein air ou autre.

Dans le contexte du PRDTP, les activités de loisir s'exercent dans la région, mais en dehors du lieu de résidence. Elles comprennent donc les visites de musées et les activités sportives, par exemple, mais excluent la lecture ou la philatélie. Ces activités récréatives ne diffèrent du tourisme que par leur clientèle, qui est résidente ou excursionniste. Le récréotourisme, quant à lui, regroupe à la fois le loisir local, sans déplacement géographique important, le loisir d'excursion, hors de la localité mais sans hébergement, le tourisme d'agrément ou de vacances et le tourisme lié à des activités professionnelles².

2.1.2 *Orientations encadrant la réalisation du Plan régional de développement du territoire public – Section récréotourisme*

La réalisation du PRDTP s'inscrit dans la mission du MRNF qui consiste à « *favoriser l'acquisition de connaissances, la mise en valeur et l'utilisation optimale du territoire québécois et des ressources énergétiques, forestières et minérales, dans une perspective de développement durable, au bénéfice de la population* ». Les lois, les règlements, les politiques et les programmes du MRNF guident la formulation des orientations et des objectifs du PRDTP, de même que des priorités d'intervention qui en découlent. Par ailleurs, le plan s'appuie sur les caractéristiques particulières du territoire public de chaque région, sur les outils de planification des partenaires gouvernementaux et régionaux ainsi que sur les résultats de ses propres activités de concertation et de consultation.

Les orientations du Plan stratégique du MRNF influencent également l'élaboration du PRDTP. Ces orientations sont les suivantes : favoriser la connaissance du territoire et des ressources et contribuer au développement de leur potentiel économique; faciliter une utilisation polyvalente de ce territoire et de ces ressources dans l'intérêt de la collectivité québécoise; contribuer au respect de l'environnement et offrir des services de qualité aux citoyens.

¹ Denys Lessard, Tourisme Québec.

² Pierre Bellerose, *Le libre-échange et le champ récréotouristique*, CET, juin 1988, p. 25.

2.1.3 Documents de base pour la planification et la gestion du récréotourisme

Pour l'élaboration du PRDTP – Section récréotourisme, le MRNF a eu recours à divers documents qui encadrent la planification et le développement des activités récréatives sur le territoire public. Ces documents énoncent des orientations, des principes ou des normes de gestion des terres publiques, particulièrement en matière d'hébergement.

Ces documents sont les suivants :

- ✓ Le *Guide de développement de la villégiature sur les terres du domaine public*. Ce guide a été élaboré à partir de l'Approche gouvernementale de développement de la villégiature sur les terres publiques du Québec. Il s'applique particulièrement au développement de la villégiature.
- ✓ L'Entente administrative relative au développement de la villégiature riveraine sur le territoire public entre le ministère des Ressources naturelles (MRN) et la Société de la faune et des parcs du Québec, ratifiée en février 2001. Cette entente a été revue afin d'y inclure les nouvelles réalités découlant de l'expérience des plans régionaux de développement de la villégiature.
- ✓ La Loi sur les terres du domaine de l'État et le Règlement sur la vente, la location et l'octroi de droits immobiliers sur les terres du domaine de l'État. Cette loi et ce règlement encadrent l'émission de droits fonciers et les modalités de camping temporaire sur le territoire public.
- ✓ Les orientations sur les abris sommaires.

2.1.3.1 Guide de développement de la villégiature sur les terres du domaine public

Afin d'appuyer le développement de la villégiature sur des règles minimales communes aux régions, le MRNF a élaboré en 1994 le *Guide de développement de la villégiature sur les terres du domaine public*. Ce guide vise à encadrer le développement de la villégiature dans les cas de location ou de cession de terres à cette fin par le MRNF. Les partenaires gouvernementaux et régionaux ont participé à l'élaboration de ce document.

L'orientation à la base de la planification du développement de la villégiature sur le territoire public est la suivante : « **Accroître la mise en valeur du territoire public à des fins récréatives par le développement de la villégiature suivant une démarche d'harmonisation et d'intégration des divers modes d'utilisation du territoire** ». À cette fin, le MRNF retient les objectifs de développement suivants :

- ✓ Planifier un développement de la villégiature qui n'entraîne aucune nuisance.
- ✓ Optimiser l'utilisation du potentiel récréatif tout en réduisant au minimum l'impact des projets de développement sur le milieu.

-
- ✓ Réserver des terres pour l'accès du public aux rives des lacs et des cours d'eau.
 - ✓ Diversifier les types de villégiature ainsi que les densités d'occupation et favoriser l'intégration de cette diversité dans les projets de développement.
 - ✓ Éviter les conflits entre la villégiature et les autres utilisations des terres, notamment celles de nature récréative.
 - ✓ Privilégier la consolidation dans des sites.
 - ✓ Favoriser la diversité et la qualité de la pratique des activités liées à la villégiature.

2.1.3.2 Entente administrative relative au développement de la villégiature riveraine sur le territoire public MRN–Société de la faune et des parcs du Québec

L'entente intervenue en février 2001 entre le MRN et la Société de la faune et des parcs du Québec fixe certaines balises au développement de tout type d'hébergement en milieu riverain. Cette entente porte sur la villégiature privée, l'hébergement commercial ou communautaire et le camping sur l'ensemble du territoire public.

Les principales orientations de cette entente retenues dans l'élaboration du PRDTP sont les suivantes :

- ✓ Assurer une harmonisation entre le développement de la villégiature riveraine sur le territoire public, le maintien de la biodiversité et la mise en valeur de la faune et de son habitat, selon une approche de gestion intégrée des ressources.
- ✓ Considérer les différents besoins liés à l'utilisation du territoire public, qu'ils soient d'ordre économique, social, environnemental, récréotouristique ou faunique.
- ✓ Favoriser la mise en valeur du territoire public à des fins récréatives et socioéconomiques, tout en tenant compte de l'intensification de l'utilisation du territoire, de la diversité de la demande et de la rareté des espaces disponibles.
- ✓ Assurer la cohabitation harmonieuse et un partage équitable du potentiel faunique entre les villégiateurs, les pêcheurs excursionnistes et la clientèle des établissements d'hébergement commercial et communautaire.
- ✓ Confier le développement de la villégiature dans les parcs, les réserves fauniques et les pourvoies avec droits exclusifs aux gestionnaires de ces territoires, lesquels verront à appliquer, dans leurs plans de gestion, les principes de conservation de cette entente.

2.1.3.3 Occupation temporaire sur le territoire public (camping temporaire ou de séjour)

Le MRNF a modifié le Règlement sur la vente, la location et l'octroi de droits immobiliers sur les terres du domaine de l'État découlant de la Loi sur les terres du domaine de l'État afin d'ajouter des dispositions sur le camping temporaire ou de séjour³. Actuellement, les clauses qui se rapportent au séjour stipulent qu'il est possible d'occuper dans une même année une terre publique à des fins de camping pour une période maximale de sept mois.

Dans le contexte de l'élaboration du PRDTP, il est possible de déterminer des zones de séjour auxquelles seraient associées des conditions de pratique qui permettent un contrôle du territoire. Ces zones sont déterminées en concertation avec les partenaires de la Table régionale. Le MRNF peut ensuite confier la gestion du camping à un partenaire, soit par une entente de délégation prévue aux articles 13.3 et suivants de la Loi sur les terres du domaine de l'État, soit par un programme de délégation de gestion, en vertu des articles 17.13 et suivants de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs.

Notons par ailleurs qu'à l'intérieur du territoire structuré d'une zone d'exploitation contrôlée (zec), la gestion du camping relève du MRNF (Faune Québec) qui peut éventuellement la déléguer à l'organisme gestionnaire de la zec. Lorsqu'elle désire tarifier l'activité, la zec doit produire un Plan de développement d'activités récréatives (PDAR) dans lequel le mode de gestion de cette occupation sera défini.

2.1.3.4 Abri sommaire sur le territoire public

En août 2001, le MRNF procédait à une consultation régionale sur les abris sommaires dans le contexte de l'élaboration des PRDTP. Cette consultation avait pour but de définir les besoins à l'égard de l'hébergement en abri sommaire et de clarifier les règles d'octroi des baux. Les ministères, les organismes publics, le milieu municipal et les principaux utilisateurs du territoire public ont été invités à répondre à un questionnaire et à prendre position sur les orientations proposées par le MRNF.

Après l'analyse de l'ensemble des commentaires régionaux reçus, le MRNF entreprenait, en juin 2002, une consultation auprès des ministères et organismes publics centraux concernés par les questions touchant à l'aménagement du territoire et à la gestion des ressources. Le Ministère a également consulté les représentants du milieu municipal, des grandes fédérations d'utilisateurs du territoire public et de l'industrie faunique.

L'objectif premier visé par ces consultations est de s'assurer que les nouvelles orientations permettront aux milieux régionaux de se prononcer sur les abris sommaires en fonction de leurs besoins respectifs. La participation des partenaires régionaux à la prise de décisions quant à l'utilisation du territoire public à des fins d'abri sommaire, permettra ainsi un plus grand respect des besoins et une meilleure mise en valeur du territoire et de ses ressources.

³ Il est à noter que ces dispositions ne concernent pas les campings aménagés avec des infrastructures permanentes pour lesquels la Loi prévoit d'autres dispositions.

En janvier 2004, le ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs a approuvé les nouvelles orientations sur les abris sommaires. Ces orientations concernent d'une part, l'émission des nouveaux baux et, d'autre part, les règles relatives aux baux d'abri sommaire existants. Le PRDTP constitue l'outil privilégié pour la mise en œuvre des orientations sur les abris sommaires.

2.1.4 *Partenaires impliqués dans l'élaboration de la section récréotourisme*

Le MRNF a associé un certain nombre de partenaires à sa démarche d'élaboration du PRDTP en mettant sur pied une Table régionale de concertation. Les membres de cette table représentent des organismes qui ont tous légalement un mandat de planification sectorielle lié à la gestion et au développement des terres du domaine de l'État (par exemple, un schéma d'aménagement et de développement ou des aires protégées), à la gestion des ressources fauniques ou forestières ou à la protection des biens culturels. Tous ces partenaires participent activement à la prise de décisions en matière d'utilisation du territoire public. Les représentants de la Table régionale de concertation sont ceux des municipalités régionales de comté (MRC), du MRNF (Forêt Québec, Faune Québec, Secteur du territoire), du ministère de la Culture et des Communications et du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs.

2.1.5 *Documents régionaux qui ont servi à l'élaboration du Plan régional de développement du territoire public*

Divers outils de planification régionaux ont également servi à l'élaboration du PRDTP. Il s'agit des schémas d'aménagement et de développement élaborés par les MRC, du plan stratégique effectué par le Conseil régional de développement (CRD) de chacune des régions [maintenant la Conférence régionale des élus (CRÉ)], des plans de développement d'activités récréatives (PDAR) que les zecs peuvent élaborer, du plan de développement régional associé aux ressources fauniques (PDRRF) sous la responsabilité de Faune Québec, des plans de développement du tourisme réalisés par les associations touristiques régionales (ATR) ainsi que des plans généraux et quinquennaux d'aménagement forestiers réalisés par les industriels forestiers. Lors des travaux d'élaboration du PRDTP, le MRNF prend en considération les positions véhiculées dans ces documents.

Introduction

Sera ajouté lors
de l'approbation
par le Ministre

Le Plan régional de développement du territoire public (PRDTP) de l'Abitibi-Témiscamingue - Section récréotourisme a été approuvé par le ministre des Ressources naturelles et de la Faune. Le PRDTP entre en vigueur à son approbation et remplace le Plan régional de développement de la villégiature (PRDV) de l'Abitibi-Témiscamingue élaboré dans les années 1990. La partie 1 est un élément intégré au présent PRDTP. La présente section du PRDTP a pour but d'encadrer le développement des activités récréotouristiques sur le territoire public ainsi que l'émission des droits liés à ces activités.

Le premier chapitre décrit le territoire d'étude et le contexte régional. Le deuxième chapitre expose le constat territorial en situant l'importance du récréotourisme dans la région et expose les potentiels de développement. Les enjeux de développement reliés au récréotourisme sont énoncés au chapitre 3. Les chapitres 4 et 5 indiquent les orientations et les choix de développement retenus. Le chapitre 6 présente le plan d'action et les moyens retenus pour en assurer la mise en œuvre.

CHAPITRE 1 TERRITOIRE D'ÉTUDE ET CONTEXTE RÉGIONAL

1.1 Territoire d'étude

La région de l'Abitibi-Témiscamingue couvre une superficie de 64 656 km², dont près de 85 % est constituée de territoires publics, ce qui la classe au cinquième rang des régions du Québec⁴. Elle est délimitée à l'est par les régions administratives de la Mauricie et de l'Outaouais, et au nord par la région du Nord-du-Québec. Ses limites sud et ouest sont constituées par la frontière de l'Ontario. La région comprend quatre MRC : Abitibi, Abitibi-Ouest, La Vallée-de-l'Or et Témiscamingue, ainsi que la Ville de Rouyn-Noranda. La carte 1 illustre la situation géographique de la région, ses limites administratives et ses principales caractéristiques.

La région comptait 145 653 habitants en 2003⁵, soit environ 1,9 % de la population québécoise, répartis dans 65 municipalités, cinq réserves indiennes et deux établissements indiens⁶. Les 5 576 autochtones de la région représentaient, en 2003, près de 4 % de la population régionale⁷.

⁴ Ministère des Ressources naturelles et de la Faune, Approximation des superficies du territoire québécois, Direction générale de l'information géographique, novembre 2002.

⁵ Institut de la statistique du Québec, *Bulletin statistique régional*, décembre 2004.

⁶ Ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir, *Répertoire des municipalités du Québec, 2004*.

⁷ L'Observatoire, *Fenêtre sur la région*, Rouyn-Noranda, Abitibi-Témiscamingue, 2005.

Les principales routes de la région sont : la route 117, le principal lien vers le sud du Québec, également utilisée par les véhicules qui transitent vers l'Ontario et l'Ouest canadien; la route 101, important lien vers le sud de l'Ontario; les routes 109 et 113, qui relient respectivement la région à la Baie-James et au Saguenay–Lac Saint-Jean, via Chibougamau. La région compte également deux aéroports régionaux, l'un à Val d'Or et l'autre à Rouyn Noranda. Tous deux assurent des liaisons vers Montréal, Québec et le Nord du Québec.

Le territoire de l'Abitibi-Témiscamingue comporte de nombreux territoires fauniques structurés qui permettent la pratique de la chasse et de la pêche, soit une réserve faunique, six zones d'exploitation contrôlée (zec), et dix pourvoiries avec droits exclusifs⁸. Ces territoires totalisent 17 595 km², ce qui représente 27,2 % de la superficie totale de la région, mais près du tiers de sa superficie publique. Ils possèdent des potentiels variés, notamment aux fins de la pratique d'activités récréatives et, partant, offrent de nombreuses possibilités de diversification de l'offre récréotouristique.

Enfin, la région compte 194 territoires protégés ou en voie de l'être (habitats fauniques, réserves écologiques, parcs nationaux, écosystèmes forestiers exceptionnels), qui s'étendent sur 2 706,46 km², dont 79,2 % (2 143,14 km²)⁹ consistent en neuf réserves de biodiversité ou aquatiques projetées. Bien que les statuts définitifs de chacune de ces réserves doivent encore être confirmés, il est raisonnable d'envisager qu'elles pourraient, en tout ou en partie, contribuer à l'offre récréotouristique régionale. Le tableau 1 présente la superficie du territoire d'application du PRDTP et des autres grands ensembles territoriaux de la région.

⁸ Société de la Faune et des Parcs du Québec, *Plan de développement régional associé aux ressources fauniques de l'Abitibi-Témiscamingue*, Direction de l'aménagement de la Faune, Rouyn Noranda, avril 2002.

⁹ Ministère des Ressources naturelles et de la Faune, Direction régionale de la gestion du territoire public de l'Abitibi-Témiscamingue, *Compilation interne du système BGR*, septembre 2006;

Ministère des Ressources naturelles et de la Faune, Société de la faune et des parcs du Québec, *Compilation interne*, août 2005;

TABLEAU 1
AIRES PROTÉGÉES DE LA RÉGION DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Statut	Nombre	Superficie (km ²)
Parc national du Québec	1	261,00
Réserve écologique	8	72,00
Habitat faunique *	156	183,87
Écosystème forestier exceptionnel **	15	20,02
Réserve naturelle en milieu privé	1	3,00
Site protégé par une charte d'organisme privé	2	0,30
Habitat d'une espèce menacée ou vulnérable	1	0,01
Réserve aquatique projetée	1	23,12
Réserve de biodiversité projetée	9	2 143,14
Total	194	2 706,46

Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, Stratégie québécoise sur les aires protégées, septembre 2006.

*Ministère des Ressources naturelles et de la Faune, compilation interne, août 2005.

**Ministère des Ressources naturelles et de la Faune, compilation interne, novembre 2005.

CARTE 1
PLAN RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE PUBLIC - TERRITOIRE D'ÉTUDE

1.2 Contexte régional

Le contexte régional est abordé sous l'angle des trois grandes composantes du développement durable, soit le domaine environnemental, le domaine social et le domaine économique.

1.2.1 *Contexte environnemental*

Le territoire régional, composé de trois grandes provinces naturelles¹⁰ et profondément remanié par les glaciers, présente des paysages et des composantes environnementales variées dont les caractéristiques sont déterminantes de l'activité socio-économique régionale. L'eau, omniprésente dans la région dans un important réseau de lacs et de rivières, se partage entre deux bassins versants, celui du Saint-Laurent et celui de la baie James. Elle est également présente, en quantité et en qualité, dans les nombreux eskers¹¹ de la région. Un climat particulier, caractérisé par la relative sécheresse de ses hivers longs et froids, rend ceux-ci plus supportables, produit une neige de qualité et favorise la pratique d'activités récréotouristiques hivernales.

La forêt occupe 85 % du territoire de l'Abitibi-Témiscamingue. On y trouve des peuplements de résineux (36 %), mélangés (35 %) et de feuillus (23 %), alors que 6 % de sa superficie est sans couvert (en régénération)¹². Les peuplements de la forêt publique sont relativement jeunes : 46 % de sa superficie est composée de peuplements de moins de 60 ans. Les différents habitats naturels de la région permettent à une faune terrestre, aviaire et aquatique remarquablement diversifiée, et particulièrement à de nombreux oiseaux migrateurs, d'évoluer dans une grande variété de milieux.

1.2.2 *Contexte social*

À l'inverse des régions urbanisées, le territoire public de l'Abitibi-Témiscamingue se situe à proximité des zones habitées, souvent à quelques minutes de voiture. C'est pourquoi ces terres publiques sont très fréquentées par les populations locales, qui y pratiquent diverses activités récréatives, mais aussi éducatives et culturelles : ensemble elles représentent les principales utilisations à caractère social du territoire. Par ailleurs, en date du 9 décembre 2005, le territoire public de la région comptait 403 sites archéologiques¹³. Ces biens culturels, témoins du passé

¹⁰ Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, *Le cadre écologique de référence (CER) pour l'aménagement du territoire et des ressources, 2005*, adresse URL : www.mddep.gouv.qc.ca/biodiversite/cadre-ecologique/index.htm.

¹¹ Eskers : Dépôts de sable et de gravier de plusieurs dizaines ou de centaines de kilomètres de long et de quelques centaines de mètres ou de quelques kilomètres de large qui se sont formés dans le lit et à la sortie des rivières sous-glaciaires. (Source : MIRON, Fernand, et autres, *Abitibi-Témiscamingue de l'emprise des glaces à un foisonnement d'eau et de vie (10 000 ans d'histoire)*, Québec, Les éditions MultiMonde, 2000, p. 156).

¹² Ministère des Ressources naturelles et de la Faune, Direction de la planification opérationnelle, mars 2004.

¹³ Ministère des Ressources naturelles et de la Faune, Direction régionale de la gestion du territoire public de l'Abitibi-Témiscamingue, Compilation interne du système BGR, juin 2006.

de la région, contribuent à la protection de son patrimoine. Les activités récréatives sont en outre facilitées par la présence d'environ 4 700 kilomètres de sentiers récréatifs divers, dont près de 3 100 sont des sentiers de motoneige¹⁴; et par l'existence d'environ 8 000 baux de villégiature. De ce nombre, 6 058 consistent en des baux d'abri sommaire, conférant ainsi à l'Abitibi-Témiscamingue le premier rang des régions du Québec avec près de 55 % du total québécois. À ceci s'ajoutent les 15 413 kilomètres carrés des six zecs, de la réserve faunique La Vérendrye et du parc national d'Aiguebelle¹⁵.

Des droits particuliers de de piégeage sont conférés aux autochtones dans les réserves à castor, d'une superficie de 20 554 kilomètres carrés¹⁶, qui s'étendent sur près du tiers de la superficie de la région (32 %).

À elles seules, les superficies couvertes par la somme des droits et des statuts sociaux décrits précédemment, soit plus de 47 000 kilomètres carrés, représentent plus de 73% de celle de la région. Cette situation est révélatrice de l'importante sollicitation dont le territoire public fait l'objet pour des activités du domaine social.

1.2.3 *Contexte économique*

L'économie régionale repose surtout sur la mise en valeur des ressources naturelles et, dans une moindre mesure, sur leur transformation. Les mines, les forêts, l'agriculture et le récréotourisme constituent les principales activités économiques régionales.

L'Abitibi-Témiscamingue est mondialement reconnue pour son industrie minière. La région fournit approximativement 69 % de l'or, 64 % du cuivre¹⁷ et 20 % de la production minière totale du Québec¹⁸. Les investissements miniers en Abitibi-Témiscamingue représentent près du tiers (31 %) de ceux effectués au Québec et les dépenses d'exploration et de mise en valeur, 44 %¹⁹ du total québécois. Les droits miniers y sont donc nombreux et diversifiés : ensemble, les baux de substances minérales de surface, les baux miniers, les concessions minières et les

¹⁴ Ibid;

¹⁵ Ministère des Ressources naturelles et de la Faune, Direction régionale de la gestion du territoire public de l'Abitibi-Témiscamingue, Compilation interne du système BGR, juillet 2004;

¹⁶ Ministère des Ressources naturelles et de la Faune, Direction régionale de la gestion du territoire public de l'Abitibi-Témiscamingue, Compilation interne du système BGR, mars 2004;

¹⁷ Ministère des Ressources naturelles et de la Faune, Direction de la politique et de l'économie minière, mars 2004.

¹⁸ Ministère du Développement économique et régional et de la Recherche, *Portrait régional de l'Abitibi-Témiscamingue*, Site Internet <http://www.mderr.gouv.qc.ca/mder/web/portail/developpementRegional>, novembre 2004.

¹⁹ Ministère des Ressources naturelles et de la Faune, Direction de la politique et de l'économie minière, mars 2004.

claims²⁰, représentent une superficie approximative de 7 417 kilomètres carrés, soit plus de 11 % du territoire régional²¹.

La superficie boisée de la région couvre plus de 55 000 kilomètres carrés ce qui représente 8,4 % de la superficie forestière méridionale du Québec et 14,3 % de la possibilité forestière du Québec²². Les titulaires de permis d'usine de transformation du bois se partagent 35²³ contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier qui s'exercent sur une superficie de 47 055 kilomètres carrés, soit 72,7 % de la superficie régionale. À celle-ci, il faut ajouter les 2 689 kilomètres carrés faisant l'objet de 22 conventions d'aménagement forestier avec les MRC et les municipalités de la région, portant ainsi à près de 77 % la superficie régionale couverte par des droits forestiers²⁴. En Abitibi-Témiscamingue, en 2002, la forêt a fourni de l'emploi à plus de 5 585 personnes²⁵.

En 2001, les activités agricoles de la région ont pour leur part généré des revenus de plus de 87,8 millions de dollars. Avec ses 810 fermes couvrant 2 025 kilomètres carrés, l'Abitibi-Témiscamingue compte 2,5 % des entreprises agricoles du Québec.²⁶ La majeure partie de celles-ci œuvrent dans le domaine des productions animales : bovins de boucherie, production laitière et moutons. Il est à noter que le territoire protégé par la Loi sur la protection du territoire agricole couvre 6 396 kilomètres carrés, soit 9,89 % de la superficie de la région.

Par ailleurs, l'Abitibi-Témiscamingue se distingue par une ressource faunique abondante et diversifiée dont l'exploitation constitue un moteur économique significatif. Cette caractéristique a d'ailleurs favorisé le développement d'un réseau de 90 pourvoies sans droits exclusifs et de dix pourvoies avec droits exclusifs (PADE), ces dernières d'une superficie de 2 476 kilomètres carrés. Les différentes activités récréotouristiques pratiquées dans le parc national d'Aiguebelle, la réserve faunique La Vérendrye et les zecs (voir tableau 2) contribuent également à l'économie de la région.

La popularité des activités de chasse et de pêche stimule aussi le développement de la villégiature. La valeur foncière des chalets s'élève à plus de 150 millions de dollars²⁷ et les

²⁰ Le claim est un titre d'exploration qui confère à son titulaire le droit exclusif de rechercher toutes les substances minérales du domaine de l'État, à l'exception du sable, du gravier, de l'argile et autres dépôts meubles, sur le territoire qui en fait l'objet. Source : site Internet du MRNF : <http://mrnf.gouv.qc.ca/mines/titres/titres-exploitation.jsp>, consulté le 22/03/06.

²¹ Ministère des Ressources naturelles et de la Faune, secteur des Mines, Données du système GESTIM, mars 2004.

²² Ministère des Ressources naturelles et de la Faune, *Une introduction au cadre forestier québécois*, (présentation PowerPoint), octobre 2003.

²³ Ministère des Ressources naturelles et de la Faune, Direction de la gestion des stocks forestiers, *Répertoire des bénéficiaires de CAAF*, Québec, septembre 2004. Nombre mis à jour en février 2005.

²⁴ Ministère des Ressources naturelles et de la Faune, Direction de la planification opérationnelle, mars 2004.

²⁵ Ministère des Ressources naturelles et de la Faune, 2004, Compilation interne à partir de Statistique Canada, Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures (EERH), 2002.

²⁶ Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, *Portrait bioalimentaire régional de l'Abitibi-Témiscamingue*, [en ligne] 2001.

²⁷ Ministère des Affaires municipales et de la Métropole, *Sommaire des rôles d'évaluation municipale 2003*.

retombées en dépenses récurrentes annuelles d'entretien et de séjour à près de 42,5 millions de dollars²⁸. En 2000, les amateurs d'activités liées à la faune et au plein air qui résident en Abitibi-Témiscamingue dépensaient plus de 128 millions de dollars²⁹ dans la région, tandis que l'année précédente, les motoneigistes y amenaient pour leur part des retombées de plus de 37,6 millions de dollars³⁰.

Bien que la structure économique régionale demeure sensible à des variations conjoncturelles-entraînées par la fluctuation des prix des métaux, l'imposition de droits compensatoires aux exportations, etc., il existe de nombreux potentiels régionaux de développement économique, dont les plus connus se trouvent dans les secteurs des mines, de la foresterie, de l'agriculture, et du développement des ressources hydriques. Les possibilités sont particulièrement importantes dans les domaines de l'expertise minière, de l'agriculture biologique, des composants de systèmes de construction en bois et du captage des eaux. Les possibilités de développement récréotouristique sont également intéressantes : l'existence d'une aire décrétée de 316 kilomètres carrés en vue de l'établissement d'une pourvoirie avec droits exclusifs (territoire du lac Watson) et l'éventuelle création d'un circuit récréotouristique (Route des fourrures) ajoutent à ce potentiel.

1.2.4 *Contexte de cohabitation territoriale*

Le territoire public de l'Abitibi-Témiscamingue recèle des richesses naturelles qui lui confèrent l'appellation de région ressources. Cette abondance et cette variété de ressources facilitent d'ailleurs la réalisation de toute une gamme d'activités socio-économiques qui contribuent tant au maintien et à la création d'emplois qu'à la qualité de vie de la population.

Cette diversité implique que d'importantes superficies de territoire font l'objet de plusieurs affectations ou utilisations. Il en résulte que la superficie de l'ensemble des droits et statuts octroyés sur le territoire de la région est le double de celle de la région, soit plus de 130 000 kilomètres carrés, auxquels s'ajoutent les droits linéaires tels que les sentiers de motoneige et les projets socio-économiques actuellement à l'étude sur le territoire public (réserve écologique, parc hydrique, etc.) dont la superficie est estimée à plusieurs centaines de kilomètres carrés. Cette situation reflète tout le potentiel et la contribution du territoire public, mais aussi toute la complexité de sa mise en valeur. Ainsi, les principaux intervenants, acteurs ou promoteurs du développement, tout en veillant à leurs intérêts respectifs (qu'ils soient de nature environnementale, sociale ou économique), doivent avoir une vision commune de l'aménagement et de la mise en valeur du territoire. Dans ce contexte, l'harmonisation des usages représente le défi qui permettra à la population de retirer tous les bénéfices associés au développement de cette richesse collective.

²⁸ Ministère des Ressources naturelles et de la Faune, service du développement et de l'intégrité du territoire, Jean François Lamarre, janvier 2004. Valeur des dépenses établie à 6 513 dollars par chalet annuellement, actualisée en octobre 2003, à partir de données tirées de la *Stratégie de développement économique du secteur du territoire – volet développement du territoire public*, octobre 2001, p. 10-12.

²⁹ Société de la Faune et des Parcs, Secrétariat général, *L'importance des activités récréatives liées à la faune et à la nature au sein de la population des différentes régions du Québec en 2000*. Québec, novembre 2003.

³⁰ DEVAMCO, *Développement du produit touristique de la motoneige en Abitibi-Témiscamingue*, Rouyn-Noranda, septembre 1999.

CHAPITRE 2 CONSTAT TERRITORIAL RÉCRÉOTOURISTIQUE

Le constat présente la situation actuelle des activités récréotouristiques pratiquées sur le territoire public de la région. Dans certains cas, les activités pratiquées sur le territoire privé sont aussi prises en compte. Ce chapitre identifie également les potentiels de mise en valeur du territoire public en regard du développement récréotouristique.

2.1 Situation actuelle

2.1.1 *Le tourisme au Québec*

D'ores et déjà, le tourisme constitue la première industrie mondiale : on prévoit, d'ici 2010, une augmentation de 76 % du nombre de touristes qui voyageront à l'extérieur de leur pays d'origine³¹. Selon Tourisme Québec, « à l'instar du tourisme à l'échelle mondiale, l'industrie touristique québécoise est en pleine croissance »³². La performance touristique du Québec en 2002 démontre que la croissance du tourisme s'est poursuivie pour une quatrième année consécutive et ce, malgré l'incertitude occasionnée par les événements du 11 septembre 2001³³. Par contre, la composition de la clientèle touristique est tributaire des événements mondiaux. Ainsi, depuis 2001, il y a plus de touristes québécois qui visitent le Québec, alors que la proportion des touristes américains et internationaux fluctue au gré d'événements comme la guerre en Irak, le syndrome respiratoire aiguë sévère (SRAS), le ralentissement de l'économie mondiale, la hausse du dollar canadien par rapport au dollar américain, etc.

Disposant de plusieurs atouts favorables (bonne infrastructure de services de base, diversité de produits, d'activités et de manifestations, avantages concurrentiels en matière de qualité), le Québec est bien positionné pour s'attirer une bonne part de ce marché³⁴. Le document Stratégie de marketing touristique 2000-2005 de Tourisme Québec³⁵ identifie huit produits prioritaires pour l'ensemble du territoire québécois :

- ✓ **Le circuit**, soit un voyage qui permet la découverte de communautés et de leurs environnements naturels et culturels. Un circuit regroupe plusieurs attraits touristiques, mais également des lieux d'hébergement, du transport et des arrêts fréquents dans des commerces de détails, d'où des retombées économiques chez plusieurs intervenants³⁶;

³¹ Tourisme Québec, *Résumé de la politique de développement touristique*, Québec, 2001.
<http://www.tourisme.gouv.qc.ca/mto/publications/poldevtour.html>

³² Tourisme Québec, *Stratégie de marketing touristique 2000-2005*, Québec, 2000.

³³ Tourisme Québec, *Le tourisme au Québec : bilan 2002 et résultats préliminaires 2003*. Québec, octobre 2003.

³⁴ Tourisme Québec, *Stratégie de marketing touristique 2000 2005*, Grandes tendances de la demande touristique, Québec, 2000.

³⁵ Tourisme Québec, *Stratégie de marketing touristique 2000 2005*, Grandes tendances de la demande touristique, Québec, 2000.

³⁶ CORBEIL, Gestion J. P. / ADEC. *Analyse des impacts économiques de l'industrie touristique en Abitibi-Témiscamingue*, janvier 2004, mandaté par l'Association touristique régionale. Résultats présentés lors du colloque de l'industrie touristique, Centre des congrès, Rouyn Noranda, 15 janvier 2004.

-
- ✓ **Le séjour urbain**, surtout axé sur les principaux attraits d'une grande ville;
 - ✓ **Le séjour de villégiature**, s'exerçant dans des milieux naturels de qualité, des stations facilement accessibles et dotées d'une large gamme d'activités;
 - ✓ **Le ski alpin**, pratiqué dans une station conjuguant l'hébergement et les activités extérieures et intérieures;
 - ✓ **Le séjour de chasse et pêche**, consacré presque exclusivement à la pratique de ces activités;
 - ✓ **La motoneige**, où la pratique de cette activité repose sur des trajets assez longs et comportant quelques nuitées;
 - ✓ **L'aventure plein air**, se présente comme un voyage axé sur la pratique d'activités de plein air et sur l'immersion en milieu naturel;
 - ✓ **Les voyages de congrès et d'affaires**, répondant à des motivations d'ordre professionnel.

2.1.2 *La stratégie de développement touristique de l'Abitibi-Témiscamingue*

Plusieurs raisons motivent le développement d'initiatives articulées autour des produits prioritaires identifiés dans la Stratégie de marketing touristique afin d'accroître la part d'un marché touristique convoité détenue par le Québec : création d'emplois pour un investissement minime, apport d'argent neuf, visibilité de certaines populations et sauvegarde de leurs traditions, etc.³⁷

Dans ce contexte, chaque région du Québec doit mettre en valeur ses propres avantages comparatifs pour pouvoir développer le secteur récréotouristique de son économie. À cet égard, l'Abitibi-Témiscamingue est une région touristique en développement : en 2003, elle comptait pour tout au plus 2 % du volume des touristes au Québec, ce qui la plaçait au 15^e rang sur 20 pour les régions touristiques de destination (682 000 visiteurs sur 29 992 000 visiteurs au total)³⁸ au Québec et lui procurait des retombées économiques de l'ordre de 125 millions de dollars³⁹.

Toutefois, entre 1999 et 2003, l'achalandage touristique (nombre moyen de chambres occupées quotidiennement) s'y est accru de 33,6 %, soit une performance nettement supérieure à la plupart des autres régions du Québec et analogue à celle de la région des Îles-de-la-Madeleine (33,7 %)⁴⁰.

³⁷ Tourisme Abitibi-Témiscamingue, *Plan stratégique de développement et de marketing*, rapport final, Rouyn-Noranda, juin 2000.

³⁸ Tourisme Québec, *Le tourisme au Québec en bref, 2003*, Québec, Septembre 2004.

³⁹ Ibid.

⁴⁰ Tourisme Québec, *Le tourisme au Québec, Bilan 2003 et perspectives 2004*, Octobre 2004.

En outre, jusqu'à la fin des années 90, 73 % des touristes venaient dans la région principalement pour visiter parents et amis⁴¹. Aujourd'hui, cette situation s'inverse. Les touristes viennent en Abitibi-Témiscamingue pour fréquenter les circuits (38 %), vivre des aventures de plein air (16 %), pratiquer la pêche (5 %), assister à des événements (5 %), ou pour les affaires (2 %)⁴². Les visites de parents et amis ne représentent plus que 28 % des déplacements⁴³. On remarque également que les visiteurs provenant de l'extérieur du Québec sont d'abord attirés par les activités de plein air⁴⁴, que les attraits et les avantages inhérents aux caractéristiques particulières de la région rendent d'autant plus séduisantes : sa nordicité, les grands espaces, la faune et la flore, les nombreux lacs et rivières, intéressent les visiteurs. Ces atouts battent progressivement en brèche les préjugés (relatifs à la température, à la saison des maringouins, etc.) et l'image parfois peu flatteuse de la région autrefois véhiculée par les médias (pays de bûcherons, etc.).

Pour dynamiser cette industrie, Tourisme Abitibi-Témiscamingue a élaboré en 2000, un Plan stratégique de développement et de marketing⁴⁵ fondé plus spécifiquement sur cinq produits d'appels déjà identifiés dans le Plan de développement de l'Abitibi-Témiscamingue de 1995 et repris dans la Stratégie de marketing touristique de Tourisme Québec. Les participants à un colloque régional tenu à Rouyn-Noranda le 15 janvier 2004⁴⁶ ont confirmé la valeur de ces produits. Ce sont :

✓ *La motoneige :*

Selon une étude réalisée en 1999, la motoneige constitue une activité qui génère chaque année 37,6 millions de dollars de retombées économiques, dont 4,4 millions de dollars proviennent de touristes de l'extérieur de la région⁴⁷. La majorité des dépenses est attribuée à la vente de motoneiges (13,5 millions de dollars), à l'hébergement et à la restauration (7,7 millions de dollars), à l'essence (5,8 millions de dollars) et à diverses autres dépenses récréatives saisonnières (9,5 millions de dollars). À eux seuls, les motoneigistes de l'extérieur de la région dépensent 2,2 millions de dollars en hébergement et restauration et 1,4 millions de dollars en essence. Cette activité attire 6 400 motoneigistes provenant de l'extérieur de la région, dont 4 900 proviennent de l'extérieur de la province (Ontario, États Unis, Europe)⁴⁸.

⁴¹ Conseil régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue, *Tourisme actuel, dans l'Observatoire*, Rouyn Noranda, avril 2001.

⁴² Tourisme Abitibi-Témiscamingue, *Rapport annuel 2003 2004*, Rouyn Noranda, 2^e trimestre 2004.

⁴³ Ibid.

⁴⁴ Conseil régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue, *Tourisme actuel*, dans l'Observatoire, Rouyn-Noranda, avril 2001.

⁴⁵ Tourisme Abitibi-Témiscamingue, *Plan stratégique de développement et de marketing*, rapport final, Rouyn Noranda, juin 2000.

⁴⁶ Tourisme Abitibi-Témiscamingue, Colloque de l'industrie touristique : *Le tourisme, une richesse d'avenir*, Centre des Congrès de Rouyn-Noranda, 15 janvier 2004.

⁴⁷ DEVAMCO, *Développement du produit touristique de la motoneige en Abitibi-Témiscamingue*, Rouyn-Noranda, septembre 1999, 95 p.

⁴⁸ DEVAMCO, *Développement du produit touristique de la motoneige en Abitibi-Témiscamingue*, Rouyn-Noranda, septembre 1999, 95 p.

Le réseau des sentiers de motoneige de l'Abitibi-Témiscamingue est l'un des meilleurs au Québec, voire le meilleur⁴⁹. L'activité de la motoneige y jouit de plusieurs avantages, dont la qualité et la durée de l'enneigement, la qualité de l'entretien du réseau et les grands espaces. Le faible achalandage des sentiers de motoneige constitue également un atout, car il contribue à la qualité de la randonnée. Paradoxalement, cette dernière caractéristique confirme aussi le potentiel de développement de cette activité. L'ouverture d'un sentier d'accès dans la réserve faunique La Vérendrye contribue à augmenter l'achalandage des sentiers de la région, dont la situation géographique permet en outre d'offrir un produit intégré à des réseaux adjacents, comme ceux de l'Ontario ou de la Mauricie.

La région possédait, pour la saison 2005-2006, 9,3 % du réseau de sentiers de motoneige au Québec, soit plus de 3 100 kilomètres entretenus par huit clubs regroupant plus de 4 000 membres⁵⁰; en 2003, elle comptait toutefois 15 059 motoneiges immatriculées⁵¹. Les clubs regrouperaient donc un peu plus du tiers des propriétaires de motoneiges. Il faut toutefois souligner que, depuis 1997, la région a connu une baisse significative de 13,0 % du nombre de motoneiges immatriculées, attribuable au manque de relève pour cette activité et à la concurrence des quads. Or, ce créneau récréotouristique majeur repose sur le dynamisme des bénévoles : le phénomène est ainsi particulièrement préoccupant pour les clubs de motoneigistes, qui comptent sur leurs membres pour maintenir un réseau de sentiers de plus en plus coûteux et long à entretenir mais aussi complexe à gérer. Par contre, pour la même période de référence (1997–2003), le nombre des quads immatriculés a augmenté de 56,6 % pour atteindre 19 390⁵², soit plus que le nombre de motoneiges. La polyvalence d'utilisation de ces engins et la possibilité de les utiliser pendant toute l'année ne serait pas étrangère à ce phénomène dont l'impact sur l'activité de motoneige n'est pas prévisible pour l'instant.

✓ *La chasse et la pêche :*

L'Abitibi-Témiscamingue recèle de nombreuses espèces fauniques, dont plusieurs jouent un rôle économique important à cause des activités de chasse et de pêche qu'elles génèrent (orignal, ours noir, doré, etc.). La chasse est une activité très prisée et pratiquée en région, principalement sur le territoire public. En 2000, la région comptait 5,3 % du total des chasseurs du Québec⁵³, alors qu'elle ne représentait que 2 % de sa population. La pêche sportive constitue toutefois l'activité de prélèvement faunique la plus importante de la région : on y compte deux fois plus de jours de pêche annuellement que l'ensemble des jours de chasse. L'Abitibi-Témiscamingue compte également 5 % de tous les pêcheurs du Québec⁵⁴, soit environ la même proportion que de chasseurs. Cependant un problème de relève existe ici comme ailleurs : depuis quelques années, il y a de moins en moins de chasseurs et de pêcheurs au

⁴⁹ Ibid.

⁵⁰ Calcul effectué à partir d'une compilation interne du MRNF (septembre) 2006 et d'une donnée provenant du site Internet de la Fédération des Clubs de motoneigistes du Québec (www.fcmq.qc.ca, 2004).

⁵¹ Société de l'assurance automobile du Québec, *Service des études et des stratégies en sécurité routière*, Mai 2006.

⁵² Ibid.

⁵³ Société de la Faune et des Parcs du Québec, *L'importance des activités récréatives liées à la faune et à la nature au sein de la population des différentes régions du Québec en 2000*, Novembre 2003.

⁵⁴ Ibid.

Québec, un phénomène qui pose des défis, tant de recrutement des jeunes que de fidélisation des plus vieux. Ainsi, la chasse à l'original demeure ici relativement stable, mais Faune Québec s'attend à une baisse du nombre de chasseurs d'ici les cinq prochaines années. Il n'existe pas de données comparables pour la pêche sportive⁵⁵.

TABLEAU 2
RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DES TERRITOIRES FAUNIQUES DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE⁵⁶

Territoires fauniques	Original (\$)	Ours noir (\$)	Petits gibiers (\$)	Pêche sportive (\$)	Total (\$)	%
Parc national d'Aiguebelle	s. o.	s. o.	s. o.	28 000	28 000	0,1
Pourvoiries sans droits exclusifs	548 000	1 123 000	2 000	8 188 000	9 861 000	19,7
Pourvoiries avec droits exclusifs	508 000	64 000	10 000	1 971 000	2 553 000	5,1
Réserve faunique La Vérendrye	9 000	s. o.	s. o.	934 000	943 000	1,9
Territoire libre	10 839 000	78 000	2 714 000	18 127 000	31 758 000	63,4
Zecs	1 145 000	59 000	375 000	3 346 000	4 925 000	9,8
Total	13 049 000	1 324 000	3 101 000	32 594 000	50 068 000	100,0
%	26,1	2,6	6,2	65,1	100,0	s.o.

Le prélèvement faunique (la chasse et la pêche sportive) génère en région des retombées économiques importantes de plus de 50 millions de dollars (1999)⁵⁷ dont plus du tiers provient des non-résidents du Québec, bien que ces derniers ne représentent que 10 % des jours/activités⁵⁸. Alors que les résidents du Québec exercent la majorité des activités en territoire libre de droits fauniques⁵⁹, les non résidents sont des clients assidus des pourvoiries. Globalement, 83 % des adeptes de la chasse et de la pêche (résidents et non résidents) préfèrent pratiquer leurs activités en territoire libre. Les deux tiers des retombées économiques

⁵⁵ Société de la Faune et des Parcs du Québec, *Les pêcheurs et les chasseurs québécois, des espèces menacées*. Présentation PowerPoint, 2003.

⁵⁶ Société de la Faune et des Parcs du Québec, *Plan de développement régional associé aux ressources fauniques de l'Abitibi-Témiscamingue*, Direction de l'aménagement de la faune, Rouyn-Noranda, avril 2002, 197 p

⁵⁷ Société de la Faune et des Parcs du Québec, *Plan de développement régional associé aux ressources fauniques de l'Abitibi-Témiscamingue*, Direction de l'aménagement de la faune, Rouyn-Noranda, avril 2002, 197 p.

Note : Des données plus récentes (Société de la Faune et des Parcs du Québec, *L'importance des activités récréatives liées à la faune et à la nature au sein de la population des différentes régions du Québec en 2000*, Novembre 2003) estiment des retombées économiques de l'ordre de près de 70 millions de dollars pour la chasse et la pêche sportive et ce uniquement pour les dépenses en région des résidents de la région.

⁵⁸ Tourisme Abitibi-Témiscamingue, *Plan stratégique de développement et de marketing*, rapport final, Rouyn Noranda, juin 2000.

⁵⁹ Le territoire libre se définit comme le territoire où la pratique de la chasse et de la pêche sportive n'est gérée par aucun organisme délégataire (zec, pourvoyeur avec droits exclusifs, parc et réserve) ni soumis à aucune contrainte autres que celles édictées par les législations nationales et provinciales applicables.

de ces activités sont ainsi générées par ce type de territoire, auxquelles il faut ajouter la part des retombées économiques attribuables aux pourvoiries sans droits exclusifs, qui opèrent elles aussi sur le territoire.

Cet intérêt marqué pour le territoire libre de droits fauniques est surtout attribuable à sa proximité des agglomérations, à la présence de nombreuses pourvoiries sans droits exclusifs, ainsi qu'à l'opportunité d'y bénéficier d'un bail d'abri sommaire. Il est aussi lié au fait qu'il est possible d'y réaliser une expérience de chasse ou de pêche intéressante, parce qu'on y trouve du gibier et du poisson en bonne quantité.

✓ *Le produit « circuit » :*

Les circuits récréotouristiques sont assez peu développés en Abitibi-Témiscamingue, principalement en raison d'une relative absence d'attraits touristiques majeurs ou moteurs, susceptibles d'attirer de grands volumes de touristes⁶⁰. Pratiquement tous les attraits touristiques existants se trouvent en territoire privé, dont le refuge Pageau qui constitue l'un des deux produits d'appel majeur de la région. Il faut aussi noter qu'à l'exception du parc national d'Aiguebelle – qui constitue l'autre produit d'appel majeur de la région –, la majorité des quelques sites d'intérêt situés en territoire public ne sont encore que très peu mis en valeur. Malgré l'existence de quelques bons circuits et d'attraits intéressants, on constate également diverses faiblesses au niveau de l'organisation : les liens entre l'accueil, l'hébergement, la restauration, les autres activités, l'information touristique et la signalisation⁶¹ devraient en particulier être créés ou renforcés. Cela dit, en 2003, les attraits de la région ont fait plus de 125 000 entrées et plus de 25 % des touristes disaient venir en Abitibi-Témiscamingue pour en découvrir l'histoire, la culture, les paysages, etc.⁶². À elles seules, les dépenses en hébergement de ces touristes étaient estimées à environ 4,25 millions de dollars, ce qui contribue à maintenir plus de 2 500 emplois dans le réseau hôtelier de la région⁶³. Ce produit représente donc des retombées économiques non négligeables pour l'ensemble des secteurs concernés (exploitants d'attraits, fournisseurs, restaurateurs, etc.).

✓ *Les événements :*

Ce produit regroupe les festivals, foires, salons, expositions, compétitions ou défis sportifs d'envergure susceptibles d'attirer une clientèle touristique tels le Festival du Cinéma International de l'Abitibi-Témiscamingue, le Rodéo du camion de Notre-Dame-du-Nord, les divers salons Camping, Chasse et Pêche de la région, Osisko en lumière, le Tour de l'Abitibi. La région accueille annuellement une vingtaine de ces événements, dont les plus fréquentés attirent entre 20 000 et 60 000 entrées⁶⁴. Ils sont surtout fréquentés par les résidents et leur

⁶⁰ Tourisme Abitibi-Témiscamingue, *Plan stratégique de développement et de marketing*, rapport final, Rouyn Noranda, juin 2000.

⁶¹ Ibid.

⁶² CORBEIL, Gestion J. P. / ADEC. *Analyse des impacts économiques de l'industrie touristique en Abitibi-Témiscamingue*, janvier 2004, mandaté par l'Association touristique régionale. Résultats présentés lors du colloque de l'industrie touristique, Centre des congrès, Rouyn Noranda, 15 janvier 2004.

⁶³ Ibid.

⁶⁴ Ibid.

rayonnement, dans la majorité des cas, est d'abord local⁶⁵. Toutefois, certains d'entre eux ont une portée qui dépasse les frontières de la région et peuvent attirer de 5 % à 12 % de visiteurs de l'extérieur du Québec⁶⁶, contribuant ainsi à la promotion de l'Abitibi-Témiscamingue. À l'heure actuelle toutefois, le territoire public demeure peu concerné par ce produit.

✓ L'aventure et le plein air :

Ce produit englobe beaucoup d'activités et repose sur les grandes forces de la région (milieu naturel varié, faune diversifiée, nombreux et vastes plans d'eau, nordicité, etc.). La présence de nombreux sites naturels particuliers (ex. : collines Kekeko, colline Cheminis, forêt récréative de Val-d'Or), à proximité des agglomérations, favorise la pratique d'activités récréatives telles que la randonnée pédestre, le ski de fond, la raquette, le vélo, etc. Ces sites sont reconnus et fréquentés par la population locale, dans certains cas nonobstant l'absence d'infrastructures ou d'organismes responsables de leur entretien. Plusieurs de ces sites sont encore dépourvus d'un statut officiel de protection (ex. : les collines Kekeko). En général, la population régionale fréquente le territoire public pour toutes sortes d'activités, allant de l'escalade à l'observation faunique, de la cueillette de petits fruits et de champignons au kayak de mer et à la voile. Les résidents de la région qui pratiquent des activités de plein air (51 713 en 2000), représentent 2,2 % des adeptes de plein air du Québec⁶⁷ soit environ la même proportion que celle de la population régionale comparativement à la population totale du Québec.

Si la clientèle touristique est également attirée en région par les ressources qui offrent de nombreuses possibilités d'activités d'aventure et de plein air, sa présence, en termes statistiques, n'est que peu documentée⁶⁸. À l'heure actuelle, la proportion de la clientèle des touristes en voyage d'agrément venant en région pour le plein air et le sport est estimée à 40 % et plus de la moitié de ceux-ci proviennent de l'extérieur du Québec⁶⁹.

L'intérêt marqué des Européens pour l'aventure et le plein air, notamment ceux à saveur ethnique associés aux activités traditionnelles autochtones (trappe, traîneau à chiens, canotage, séjour sous la tente amérindienne, etc.) est cependant bien connu.

Les activités nautiques comme le canot et le kayak sont au nombre des produits de plein air de plus en plus populaires. À cet égard, la région est particulièrement choyée par un intéressant réseau de lacs et de rivières et par la possibilité d'accéder à une partie de ce réseau par le chemin de fer situé à l'est de Senneterre (VIA Rail Canada). Il existe également un regain

⁶⁵ Tourisme Abitibi-Témiscamingue, *Plan stratégique de développement et de marketing*, rapport final, Rouyn Noranda, juin 2000.

⁶⁶ CORBEIL, Gestion J. P. / ADEC. *Analyse des impacts économiques de l'industrie touristique en Abitibi-Témiscamingue*, janvier 2004, mandaté par l'Association touristique régionale. Résultats présentés lors du colloque de l'industrie touristique, Centre des congrès, Rouyn Noranda, 15 janvier 2004.

⁶⁷ Société de la faune et des parcs du Québec, *L'importance des activités récréatives liées à la faune et à la nature au sein de la population des différentes régions du Québec en 2000*, Novembre 2003.

⁶⁸ Tourisme Abitibi-Témiscamingue, *Plan stratégique de développement et de marketing*, rapport final, Rouyn Noranda, juin 2000.

⁶⁹ CORBEIL, Gestion J. P. / ADEC. *Analyse des impacts économiques de l'industrie touristique en Abitibi-Témiscamingue*, janvier 2004, mandaté par l'Association touristique régionale. Résultats présentés lors du colloque de l'industrie touristique, Centre des congrès, Rouyn Noranda, 15 janvier 2004.

d'intérêt pour les activités « douces » comme le ski de fond, la raquette et la randonnée pédestre. Les activités associées au tourisme d'aventure (se déroulant dans un milieu naturel particulier ou faisant intervenir un moyen de transport particulier et qui implique un degré de risque) et à l'écotourisme (découverte du milieu naturel, interprétation des composantes naturelles ou culturelles du milieu) sont aussi considérées comme étant très prometteuses en matière de développement récréotouristique.

2.1.3 *Le récréotourisme en Abitibi-Témiscamingue*

Cette section, qui compte trois volets (hébergement, activités récréatives de plein air, activités récréatives culturelles), présente un état de situation du récréotourisme en région, surtout en ce qui concerne le territoire public. Les enjeux, les résultats attendus, le concept et le scénario de développement du PRDTP récréotouristique s'appuient sur ces constats.

2.1.3.1 Volet hébergement

Ce volet se détaille en trois parties, soit la villégiature privée, l'abri sommaire et l'hébergement commercial et communautaire.

✓ Villégiature privée

La villégiature privée consiste en des chalets construits sur des terrains de bonne superficie (environ 4 000 mètres carrés), habituellement situés en milieu riverain. Il y a 6 527 chalets en région⁷⁰, dont 1 896 se trouvent sur des terrains publics loués par le MRNF⁷¹. Près de la moitié (46,2 %) de ces emplacements sont loués par des gens de l'extérieur de la région et près de 1/3 de ces derniers proviennent de l'extérieur du Québec, soit de l'Ontario et des États-Unis⁷².

Un examen de la distribution de la villégiature privée en région révèle de plus fortes densités de chalets dans les parties du territoire les plus facilement accessibles et situés à une relative proximité des lieux habités, notamment Rouyn-Noranda, Val-d'Or, La Sarre et Amos (voir carte 2). Les densités élevées de villégiature observées autour de la ville de Témiscaming ne sont pas étrangères à la proximité des agglomérations ontariennes. L'est du Témiscamingue, l'est de Senneterre et le sud de Val-d'Or sont les territoires les moins densément occupés par la villégiature, notamment en raison de leur éloignement et de l'existence de territoires fauniques structurés (zec, pourvoirie avec droits exclusifs et réserve faunique).

Les chalets génèrent une activité économique locale significative. Les 6 527 chalets de l'Abitibi-Témiscamingue, dont la valeur moyenne est de 22 990 dollars l'unité, représentent une

⁷⁰ Ministère des Affaires municipales et de la Métropole, *Sommaire des rôles d'évaluation municipale 2003*.

⁷¹ Ministère des Ressources naturelles et de la Faune, Direction générale de la gestion du territoire public, *Système de gestion des droits fonciers*, compilation interne, juillet 2004.

⁷² Ministère des Ressources naturelles et de la Faune, Direction générale de la gestion du territoire public, *Système de gestion des droits fonciers*, compilation interne, juillet 2004.

valeur immobilière de plus de 150 millions de dollars⁷³. La villégiature sur le territoire public génère à elle seule des dépenses récurrentes évaluées à 12,3 millions de dollars (entretien, aménagement, rénovation, etc.), effectuées par 1 896 locataires du territoire public régional⁷⁴.

Les municipalités suivent de près le développement de la villégiature sur leur territoire : cette dernière peut entraîner une augmentation de la demande de services, notamment pour la gestion des déchets et l'entretien des chemins. Elle engendre aussi des dépenses additionnelles pour les services d'urbanisme (application de la réglementation, inspections, etc.). Dans certains territoires, une transformation des résidences secondaires en résidences permanentes crée une demande pour des services publics tels que l'électricité, le téléphone, le déneigement, etc. (phénomène de l'étalement urbain). Pour tenir compte de ces préoccupations, une planification du développement de la villégiature sur le territoire public s'impose.

Par ailleurs, la plaine argileuse qui constitue une grande partie du territoire de la région se compose de sols peu perméables et difficiles à drainer. Un tel contexte pose des contraintes à l'épuration des eaux usées des résidences et des chalets⁷⁵. Ce territoire est celui où se trouvent non seulement la majeure partie de la population régionale, mais aussi les principaux lacs de villégiature. À terme, un traitement inadéquat, voire l'absence de traitement des eaux usées pourrait entraîner des problèmes de santé chez les villégiateurs et causer des dommages à l'environnement. Il importe donc que le développement de la villégiature s'effectue sur les sites présentant des conditions qui permettent la construction d'installations septiques conformes aux normes en vigueur⁷⁶. Le zonage du couloir riverain des plans d'eau retenus dans la planification permettra de minimiser ces problèmes en retenant les meilleurs sites possibles pour le développement de la villégiature.

⁷³ Ministère des Ressources naturelles et de la Faune, Direction générale de la gestion du territoire public, Système de gestion des droits fonciers, juillet 2004 (pour le nombre de baux). Ministère des Affaires municipales et de la Métropole, Sommaire des rôles d'évaluation municipale 2003 (pour les valeurs moyennes).

⁷⁴ Ministère des Ressources naturelles et de la Faune, Service du développement et de l'intégrité du territoire, janvier 2004. Valeur des dépenses établie à 6 513 dollars par chalet annuellement, actualisée en octobre 2003, à partir de données tirées de : Stratégie de développement économique du secteur du territoire – volet développement du territoire public, octobre 2001, p. 10-12.

⁷⁵ Ministère de l'Environnement du Québec, Direction générale des politiques environnementales en matière d'eau et d'activités agricoles et municipales. Captage des eaux souterraines et traitement des eaux usées des résidences isolées. Québec, mai 2003.

⁷⁶ À cet égard, il importe de préciser que le MRNF n'a aucune habilitation pour l'application du règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (Q-2, r.8). Ainsi, lorsque le MRNF procède seul à une évaluation de la qualité des sols pour l'épuration des eaux, il utilise une norme établie par le Guide de développement de la villégiature. Cette norme est plus restrictive que celles utilisées dans le Q-2, r.8 pour éviter au MRNF de se substituer aux responsabilités des municipalités en appliquant une réglementation hors de sa propre responsabilité.

CARTE 2
PLAN RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE PUBLIC – DENSITÉ DE LA
VILLÉGIATURE PRIVÉE (CHALETS)

✓ L'abri sommaire

Les abris sommaires⁷⁷ sont une forme d'hébergement qui ne concerne que le territoire public. Les emplacements sont de faible superficie (100 mètres carrés) et doivent répondre à des normes particulières en matière de localisation, de répartition sur le territoire et de construction. En 2004, la région comptait 6 058 baux d'abri sommaire⁷⁸, soit une augmentation de 17 % par rapport à 1993⁷⁹. Les abris sommaires représentent ainsi 76,2 % du total des baux de villégiature en région et plus de la moitié (55,0 %) des 11 012 baux de ce type sur le territoire public du Québec⁸⁰. Plus des 2/3 des détenteurs de ces baux en région sont des résidents de la région; les autres proviennent, en très grande proportion, des autres régions du Québec⁸¹ et une faible minorité, de l'Ontario ou des États-Unis.

Ces emplacements sont distribués un peu partout sur le territoire (voir carte 3). Toutefois, il existe des concentrations importantes d'abris sommaires à proximité des milieux habités et des zones les plus accessibles, particulièrement dans le territoire de la Ville de Rouyn-Noranda et autour des lacs Duparquet et Hébécourt, dans la MRC d'Abitibi-Ouest.

La possibilité d'obtenir un bail d'abri sommaire sur le territoire public contribue de façon notoire à la popularité de la chasse à l'orignal en Abitibi-Témiscamingue et aux importantes retombées économiques de cette activité. À celles-ci s'ajoute la valeur des dépenses récurrentes (rénovation, entretien, aménagement, etc.), qui représentent chaque année pour la région des retombées économiques d'environ 4,6 millions de dollars⁸². Des concentrations importantes d'abris sommaires peuvent toutefois causer des problèmes de cohabitation avec les autres utilisateurs du territoire, particulièrement en période de chasse. L'abri sommaire crée notamment un certain effet « privatisant », lié à l'appropriation d'un territoire de chasse : cette situation peut être attribuable à l'existence, depuis plusieurs années, d'une norme régionale qui fixe à un kilomètre la distance minimale entre deux baux d'abri sommaire. Il importe donc que des territoires continuent à ne compter qu'une faible densité d'abris sommaires. Par ailleurs, les concentrations sont plus faibles à l'est du territoire et quasiment nulles dans les territoires fauniques structurés. Cette répartition est fortement tributaire de l'accessibilité du territoire, mais aussi des diverses décisions de gestion applicables comme celle, nationale, de prohiber ce produit dans les réserves fauniques et les pourvoies avec droits exclusifs, ou la décision, prise au niveau régional en 1993, de ne plus en octroyer dans les zecs.

⁷⁷ Un bail d'abri sommaire permet à des amateurs d'activités en forêt, principalement des chasseurs et des pêcheurs, de louer un terrain d'au plus 100 m² pour y construire un refuge rudimentaire. La construction, dont la superficie n'excède pas 20 m², ne possède ni fondations permanentes ni eau courante, ni électricité.

⁷⁸ Ministère des Ressources naturelles et de la Faune, Direction régionale de la gestion du territoire public, Données du système GDF, compilation interne, juillet 2004.

⁷⁹ Ministère des Ressources naturelles, *Bilan du Plan régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue (PRDV)*, Rouyn-Noranda, mai 2001, 25 p.

⁸⁰ Ministère des Ressources naturelles et de la Faune, Direction générale de la gestion du territoire public, Données du système GDF, compilation interne, juillet 2004.

⁸¹ Ibid.

⁸² Ministère des Ressources naturelles et de la Faune, Service du développement et de l'intégrité du territoire, janvier 2004. Valeur des dépenses établie à 769 dollars par abri sommaire annuellement, actualisée en octobre 2003, à partir de données tirées de la *Stratégie de développement économique du secteur du territoire – volet développement du territoire public*, octobre 2001, p. 10-12.

La détermination des secteurs pour les nouveaux baux d’abri sommaire et l’établissement de règles d’implantation et de cohabitation s’imposent donc, afin de maintenir la qualité de l’expérience récréotouristique qui est liée à leur utilisation, tout en minimisant les inconvénients.

CARTE 3
PLAN RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE PUBLIC – DENSITÉ DES ABRIS
SOMMAIRES

✓ L'hébergement commercial et communautaire

L'hébergement commercial comprend l'hébergement en pourvoirie, les campings et les autres formes d'hébergement en forêt (auberge, hôtel et motel, base de plein air). L'hébergement communautaire est similaire, à la différence près que son mode d'opération est basé sur des services offerts gratuitement, ou pour l'équivalent des frais d'exploitation et d'entretien, à tous les citoyens ou à une catégorie spécifique de citoyens : la base de plein air du lac Flavrian, pour les personnes qui vivent avec un handicap, en est un bon exemple. Dans la mesure où la distribution territoriale et les autres caractéristiques de ces deux formes d'hébergement demeurent très semblables, la distinction n'est pas maintenue dans la suite du présent document.

La pourvoirie est très présente en Abitibi-Témiscamingue, qui compte dix pourvoiries avec droits exclusifs (PADE), toutes situées au Témiscamingue et à l'est de Senneterre. Il existe également en région 90 pourvoiries sans droits exclusifs (PSDE)⁸³, soit 18 % de l'ensemble des pourvoiries de ce type au Québec⁸⁴. Les PSDE sont réparties sur l'ensemble du territoire, avec une concentration nettement plus marquée au Témiscamingue, notamment autour du lac des Quinze et du Lac Kipawa. La carte 4 illustre la distribution des pourvoiries (PADE et PSDE) en région. La capacité totale d'hébergement de celles-ci s'élève à 4 621 personnes et représente 13,8 % de la capacité d'accueil en pourvoirie au Québec⁸⁵.

Toutefois, l'industrie de la pourvoirie est confrontée à plusieurs défis. Le manque de relève pour la pratique des activités de chasse et de pêche affecte son bassin de clientèle. L'absence de main-d'œuvre qualifiée et les difficultés de rétention du personnel, l'accessibilité des sites, parfois difficile et coûteuse, ainsi que le vieillissement des équipements et infrastructures sont aussi des sources de préoccupations, au même titre que la cohabitation avec les autres usagers du territoire. De plus, comme tous les modes d'hébergement en forêt, les pourvoiries sont sensibles à la détérioration du caractère naturel de leur environnement, notamment le paysage. Il faut considérer aussi que les pourvoiries offrent des produits similaires à ceux de la Société des établissements de plein air du Québec (Sépaq) et les zecs.

L'Abitibi-Témiscamingue comprend aussi 29 campings aménagés dont six sont sous bail du MRNF. La plupart de ces 29 campings se trouvent principalement dans les MRC d'Abitibi-Ouest, de La Vallée-de-l'Or ainsi que dans la ville de Rouyn-Noranda⁸⁶. Il existe par ailleurs de nombreux autres emplacements utilisés de façon informelle par des pourvoyeurs ou des zecs ainsi que des terrains de camping rustiques, sans services et utilisés par un nombre très restreint de campeurs. La majorité de ces emplacements se trouvent dans les zecs et le long des rivières canotables, mais aussi dans la réserve faunique : le MRNF ne dispose toutefois d'aucun

⁸³ Ministère des Ressources naturelles et de la Faune, Direction régionale de l'Abitibi-Témiscamingue, compilation interne de données provenant de la Société de la faune et des parcs du Québec, juin 2003.

⁸⁴ Société de la faune et des parcs du Québec, *Plan de développement régional associé aux ressources fauniques de l'Abitibi-Témiscamingue*, Direction de l'aménagement de la faune, Rouyn Noranda, avril 2002, 197 p.

⁸⁵ Société de la faune et des parcs du Québec, *Plan de développement régional associé aux ressources fauniques de l'Abitibi-Témiscamingue*, Direction de l'aménagement de la faune, Rouyn Noranda, avril 2002, 197 p.

⁸⁶ Ministère des Ressources naturelles et de la Faune, Direction générale de la gestion du territoire public, Données du système GDF, compilation interne, juillet 2004.

inventaire de ceux-ci. Enfin, de nombreux campeurs s'installent un peu partout sur les terres publiques pour des séjours allant d'une fin de semaine à quelques semaines. Ce phénomène d'occupation temporaire est très lié au développement de l'accès et surtout à l'amélioration de la qualité des chemins : en effet, l'augmentation du nombre de chemins facilement accessibles aux roulettes ou aux véhicules récréatifs, entraîne une plus grande occupation de nouveaux territoires. Dans certains cas, ces occupations temporaires du territoire public soulèvent des enjeux de cohabitation ou d'harmonisation des usages avec ses autres utilisateurs. Certaines situations de regroupement de plusieurs campeurs, qui occupent les mêmes emplacements d'une année à l'autre, ont même été observées : au fil des ans, la récurrence de ces occupations spontanées est également susceptible d'entraîner une détérioration de l'environnement (eaux usées, déchets, déboisement, etc.).

Parmi les autres formes d'hébergement commercial et communautaire, la région compte 16 bases de plein air, cinq colonies de vacances, six auberges en milieu naturel et 15 entreprises de location de chalets. Les bases de plein air et les colonies de vacances sont situées principalement dans la partie nord de la région, autour de Rouyn-Noranda, d'Amos et de Val-d'Or. Enfin, un nombre indéterminé de refuges constituent des alternatives au camping lors de la pratique de certaines activités (canotage, ski de fond, motoneige, etc.). La longueur des parcours et des sentiers rend nécessaire l'existence même de ces refuges à intervalles réguliers, pour des raisons de confort et d'agrément, mais aussi de sécurité.

Afin de favoriser le développement de l'hébergement commercial et communautaire en forêt sous toutes ses formes, il est donc primordial d'identifier les sites les plus propices, d'en prévoir les conditions d'implantation et de cohabitation avec les autres usagers, et de convenir de modalités de protection des paysages.

CARTE 4
PLAN RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE –PUBOIC
HÉBERGEMENT COMMERCIAL ET COMMUNAUTAIRE

2.1.3.2 Volet activités récréatives de plein air

La région est bien pourvue en équipements et offre plusieurs possibilités d'activités de plein air, tant sur les terres privées que sur le territoire public. Tel qu'indiqué précédemment, la chasse et la pêche demeurent les principales activités récréatives de plein air pratiquées en Abitibi-Témiscamingue, mais il s'y fait également beaucoup de motoneige, de quad, de ski de fond, de raquette, de traîneau à chiens, de canot et de kayak, de vélo et de randonnée pédestre. La cueillette récréative des petits fruits, surtout de bleuets, est une activité très prisée. De plus, le ski alpin est pratiqué dans deux centres, localisés l'un à Rouyn-Noranda et l'autre à Barraute (MRC d'Abitibi). Plusieurs de ces activités récréatives sont pratiquées dans des lieux déterminés et aménagés (ex. : base de plein air, centre de ski, sentier balisé, etc.). Tel qu'indiqué sur la carte 5 cette pratique est concentrée dans les parties les plus peuplées de la région, soit le quadrilatère formé par les villes de Rouyn-Noranda, La Sarre, Amos et Val-d'Or et les environs de Ville-Marie. En particulier, le Parc national d'Aiguebelle, situé au cœur de ce quadrilatère, offre de nombreuses possibilités de pratiquer diverses activités de plein air.

Le territoire public recèle de nombreux attraits naturels particuliers (ex. : collines Kekeko, collines Oditan et Nissing, colline Cheminis) susceptibles de constituer de grands ensembles territoriaux (ou pôles) propices à la pratique d'une foule d'activités récréatives. Ils sont souvent localisés à proximité des agglomérations et sont utilisés par la population sur une base informelle. Mais les nombreuses activités associées à la chasse, la pêche et à l'aventure et au plein air se pratiquent tout autant dans des zones plus éloignées. Le réseau des zecs, la réserve faunique La Vérendrye et les pourvoiries avec droits exclusifs attirent ainsi une bonne part de résidents et de non-résidents, mais le taux de fréquentation de ces endroits demeure moins important qu'en territoire libre. Ces territoires fauniques structurés forment une frange quasi continue, de la pointe sud de la région vers son extrémité nord-est.

La région est bien pourvue en réseaux de sentiers récréatifs. Elle compte 4 000 kilomètres de rivières canotables⁸⁷, surtout dans les MRC de Témiscamingue et de La Vallée-de-l'Or; près de 3 100 kilomètres de sentiers de motoneige, qui relie la partie habitée de la région aux réseaux de l'Ontario, de l'Outaouais et de la Mauricie et plus de 680 kilomètres de sentiers de quad⁸⁸ sur le territoire public, auxquels s'ajoute le réseau existant sur le territoire privé. Cette dernière activité est en émergence en région et le réseau structuré est surtout localisé dans la MRC de La Vallée-de-l'Or. Pour sa part, le réseau cyclable compte un peu moins de 800 kilomètres de sentiers, auxquels il faut ajouter les 568 kilomètres de la Route verte : il relie les principales agglomérations (sauf la ville de La Sarre) et permet de traverser toute la région à bicyclette. Enfin, il existe aussi plus de 1 000 kilomètres de sentiers récréatifs divers, soit 435 kilomètres de sentiers de ski de fond, 142 kilomètres de sentiers de raquette, 603 kilomètres de sentiers de randonnée pédestre et quelques dizaines de kilomètres de sentiers de traîneaux à chiens, d'équitation ainsi que des parcours de tir à l'arc⁸⁹.

⁸⁷ Fédération québécoise du canot et du kayak, *Guide des parcours canotables du Québec, tome 1 et 2*, Édition Broquet Inc, Ottawa 1999.

⁸⁸ Ministère des Ressources naturelles et de la Faune, Direction régionale de l'Abitibi-Témiscamingue, *Système de Base géographique régionale*, compilation interne, juin 2006.

⁸⁹ Ministère des Ressources naturelles et de la Faune, Direction régionale de l'Abitibi-Témiscamingue, *Système de Base géographique régionale*, compilation interne, septembre 2004.

CARTE 5
PLAN RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE PUBLIC
ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES DE PLEIN AIR

La plupart des sentiers récréatifs sont aménagés en périphérie des milieux habités afin de répondre aux besoins des populations locales. S’y ajoute un nombre important de sentiers à usages multiples, localisés sur le territoire public, utilisés de façon informelle et pour lesquels aucun droit n’est émis (ex. : sentiers de la colline Cheminis, etc.). Or, sans droits et sans statut, ces sentiers ne peuvent bénéficier d’aucune protection, ni foncière, ni paysagère.

En règle générale, l’aménagement des sentiers récréatifs ne bénéficie d’aucune planification d’ensemble. L’identification de critères précis relativement à la pérennité de ces sentiers, leur intégration dans un réseau existant, la priorisation des projets qui permettraient de relier entre eux divers sentiers locaux ou de mettre en valeur des potentiels particuliers du territoire permettrait pourtant une meilleure synergie des initiatives des différents acteurs. De plus, malgré l’immensité de son territoire public, la région n’offre que très peu de sentiers de longue randonnée (pédestre ou autre). La situation serait toutefois particulièrement propice à l’aménagement de tels sentiers puisque les promoteurs n’auraient à négocier des droits de passage qu’avec un seul propriétaire, ce qui n’est pas le cas en territoire privé.

La présence des nombreux lacs et cours d’eau de la région permet la pratique d’une grande variété d’activités nautiques (pêche, canotage, kayak de mer, voile, etc.). L’accès à ces lacs et cours d’eau est facilité par la présence de nombreuses infrastructures qui comprennent plus d’une centaine de quais et de rampes de mise à l’eau⁹⁰, auxquels s’ajoutent de nombreux accès publics non-aménagés. Essentiels à la mise en valeur du potentiel récréotouristique des lacs et cours d’eau de la région, leur utilisation gagnerait aussi à être mieux encadrée, pour éviter les risques de détérioration de l’environnement immédiat de ces sites (à cause de la circulation des véhicules, etc.) et de dommages aux habitats fauniques (ex. : frayère) situés à proximité.

Enfin, la région compte deux voies navigables. La première, la voie navigable Témiskawa, suit la « Route des fourrures » empruntée jadis par les Amérindiens et les voyageurs. Elle s’étend de Notre-Dame-du-Nord à Ottawa sur la rivière des Outaouais. La seconde voie navigable se situe sur la rivière Harricana, entre le lac Mourier et Amos.

2.1.3.3 Volet activités récréatives culturelles

Ce volet regroupe les activités récréotouristiques associées à la culture, au patrimoine ou à l’éducation (ex. : interprétation du milieu naturel) localisées principalement sur les terres publiques. À l’heure actuelle, ces activités, lorsqu’elles prennent place sur le territoire public, sont surtout structurées de façon informelle ou ponctuelle (ex. : l’observation d’oiseaux). Toutefois, les différents points d’intérêt autour desquels elles s’articulent offrent un réel potentiel de mise en valeur, notamment lorsqu’ils sont réunis à l’intérieur d’un circuit récréotouristique et associés à une activité comme la randonnée pédestre. La création, en 2004, d’un circuit d’observation de la faune et du milieu naturel qui mise sur l’attrait de six sites particuliers de la région (Réseau d’observation faunique de l’Abitibi-Témiscamingue)⁹¹ constitue à cet égard un exemple probant. Des sites archéologiques, des curiosités géologiques ou

⁹⁰ Ministère des Ressources naturelles et de la Faune, Direction régionale de l’Abitibi-Témiscamingue, Compilation interne de diverses bases de données, novembre 2004.

⁹¹ Ces sites sont : le Parc national d’Aiguebelle, le marais Antoine, le refuge Pageau, le centre éducatif forestier du lac Joannès, la zec Kipawa et le marais Laperrière.

écologiques, des éléments patrimoniaux qui ne sont actuellement pas mis en valeur, etc., peuvent ainsi être regroupés et devenir d'autant plus intéressants pour les touristes.

Divers guides touristiques font déjà la promotion de nombreux circuits qui permettent de découvrir l'Abitibi-Témiscamingue à partir de thématiques spécifiques et des attraits touristiques afférents. La Route des pionniers, la Route des prospecteurs et des défricheurs, le circuit Champêtre du Témiscamingue, etc., n'en sont que quelques exemples. Toutefois, ces circuits routiers et la plupart des attraits touristiques associés (musées, sites d'interprétation ou de visites industrielles, artisans, fermes, etc.) sont situés en territoire privé.

Le territoire public recèle lui aussi divers sites d'intérêts tels des aires de perspectives visuelles ou de paysages (chutes, îles), des sites d'intérêt archéologique ou culturel (vestiges de drave, utilisation par les autochtones, etc.) et bien d'autres. La carte 6 présente les différents circuits et sites connus, susceptibles de favoriser la pratique d'activités récréatives culturelles sur le territoire public.

2.2 Potentiel de développement

Fondée sur l'état de situation dressé précédemment, l'identification des potentiels de développement permettra de déterminer les produits et les services récréotouristiques à planifier et à mettre en valeur sur le territoire public. Ceux-ci sont à la base des enjeux, des résultats attendus, du concept, du scénario et du plan d'action du PRDTP récréotouristique.

Globalement, la présence d'un territoire public accessible et disponible pour les loisirs, la récréation et la détente, à proximité des milieux habités, contribue à la qualité de la vie en région. Cette accessibilité ainsi que la grande superficie du territoire public constituent deux atouts en vue de la dynamisation du développement récréotouristique et la diversification économique régionale.

2.2.1 Volet hébergement

Malgré des perspectives démographiques régionales peu favorables, il existe toujours une pression, quoique faible, pour le développement de la villégiature sur le territoire public. Ce développement doit cependant prendre en compte les préoccupations des municipalités. En effet, les nombreuses conversions de chalets en résidences, notamment à proximité des milieux habités, se traduisent pour ces dernières par des dépenses accrues (entretien des chemins, éclairage, déneigement, collecte des ordures, sécurité publique, etc.) et, dans certains cas, par une augmentation des demandes relatives à l'obtention de tels services. En outre, la fermeture des ponts et l'abandon de l'entretien de certains chemins par les compagnies forestières créent des difficultés d'accès pour les villégiateurs et les autres utilisateurs. Ces situations sont de plus en plus fréquentes : dans le contexte où la responsabilité de l'entretien de chemins forestiers peut être dévolue, sur demande, aux MRC ou aux municipalités, des pressions en ce sens sont prévisibles⁹².

⁹² En effet, la Loi 54 modifiant diverses dispositions législatives du domaine municipal a été adoptée par l'Assemblée nationale du Québec (Gazette officielle # 48 du 01-12-2004). Cette loi permet à une municipalité de voir à l'entretien et à la réfection sur son territoire de tout ou d'une partie d'un chemin construit sur les terres du domaine de l'État. Ce pouvoir s'exerce, suite à une demande de la municipalité, en vertu d'une autorisation du ministre des Ressources naturelles et de la Faune.

CARTE 6
PLAN RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE PUBLIC
ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES CULTURELLES

Par conséquent, les orientations municipales au regard du contrôle de la villégiature privée, les resserrements des normes environnementales et les impératifs de protection faunique sont autant d'éléments qui limitent le nombre de sites potentiels pour de nouveaux développements. Toutefois, malgré d'importantes contraintes liées à la qualité des sols, notamment dans la grande plaine argileuse de l'Abitibi, quelques lacs pourraient encore se prêter au développement de la villégiature privée tout en respectant les diverses préoccupations de l'ensemble des acteurs concernés. Le potentiel à cet égard demeure cependant faible.

Tel qu'indiqué précédemment, la possibilité d'obtenir un bail d'abri sommaire sur le territoire public est un élément important de la popularité de la chasse à l'original en Abitibi-Témiscamingue. La grande superficie du territoire public et son accessibilité sont encore ici des atouts pour le développement de cette forme d'hébergement qui génère sa part de retombées économiques en région et demeure très populaire auprès de la population. Ce potentiel doit toutefois être mis en valeur dans le respect des normes en vigueur.

Par ailleurs, l'utilisation du territoire public est en mutation. En effet, la clientèle qui pratique la chasse et la pêche a de nouveaux besoins, car elle inclut désormais des familles avec enfants. Les pourvoiries et les zecs, doivent donc diversifier leurs produits afin de s'adapter aux exigences de ces nouveaux clients. Elles offrent ainsi des forfaits d'hébergement familial et des activités d'écotourisme, d'aventure et d'observation de la nature. Par ailleurs il faut prévoir, à moyen terme, un accroissement des projets récréotouristiques (hébergement commercial et services récréatifs et de loisirs) qui viseront une clientèle davantage nationale et internationale que locale et régionale. Par conséquent, l'identification des territoires qui présentent les meilleurs potentiels récréotouristiques (du point de vue des paysages, des activités ou autres), susceptibles de favoriser le développement de l'hébergement commercial et communautaire doit être encouragé. Certains de ces territoires, ou pôles, sont déjà connus (ex. : collines Kekeko, forêts récréatives de Val-d'Or et Piché-Lemoine, les lacs Berry, Duparquet et Kipawa, etc.), mais il n'est pas exclu que de tels sites d'hébergement commercial ou communautaire puissent voir le jour ailleurs en région. Enfin, il existe aussi, au Témiscamingue, un territoire désigné en vue du développement d'une pourvoirie avec droits exclusifs, qui pourrait éventuellement accroître la capacité d'hébergement commercial en forêt.

Par conséquent, en matière d'hébergement, la consolidation et le développement d'**emplacements de villégiature privée** devra se poursuivre afin de satisfaire la demande, faible mais présente, pour ce produit, particulièrement dans les territoires plus accessibles de la région. Il faudra prévoir le maintien et l'ajout d'**emplacements d'abri sommaire**, pour lesquels la demande est constante, afin de répondre aux besoins d'hébergement des chasseurs et autres amateurs de plein air dans les territoires plus éloignés. Enfin, les **emplacements d'hébergement commercial ou communautaire** seront le produit à privilégier afin d'augmenter et de diversifier les retombées économiques régionales, grâce à un apport touristique accru.

2.2.2 Volet activités récréatives de plein air

Les nombreux plans d'eau, la diversité des espèces fauniques, le grand nombre de territoires fauniques structurés (zecs et pourvoiries) et la grande proportion de territoire libre de droits fauniques, comptent parmi les avantages de la région pour ce qui est des activités de chasse et de pêche. Mais ces caractéristiques se prêtent aussi à une foule d'autres activités récréatives. En effet, le réseau hydrographique présente un potentiel important pour le canotage et le kayak. La diversité des espèces fauniques et des milieux naturels est propice aux activités d'interprétation de la nature et d'observation de la faune, notamment l'ornithologie : cette dernière constitue une activité en forte croissance, peu développée en Abitibi-Témiscamingue, mais riche d'un fort potentiel. La région, géographiquement, est située au cœur de deux importants couloirs migratoires (Nouvelle-Angleterre et Midwest américain)⁹³ et elle est traversée par près de 300 espèces d'oiseaux, ce qui est susceptible d'intéresser de nombreux amateurs d'ornithologie.

Les grandes superficies de territoire public représentent un atout pour l'établissement de réseaux de sentiers, leur conférant une stabilité qu'il est plus difficile d'obtenir sur les terres privées – notamment pour ce qui est de la permanence des droits de passage. Cette grande proportion de terres publiques en région se prête donc avantageusement à leur développement et à leur consolidation. Les conditions climatiques particulières de la région constituent par ailleurs un atout majeur pour le développement du tourisme axé sur les activités hivernales : ses hivers longs, froids et secs sont facilement supportables et produisent une qualité de neige qui perdure jusqu'à la fin de la saison.

L'existence, en Abitibi-Témiscamingue, de nombreux milieux naturels peu perturbés et de grandes superficies de territoires protégés pourrait favoriser la venue des amateurs d'écotourisme. Cette activité émergente aurait sa place dans notre région, dont la diversité des paysages offre des expériences variées. Elle peut aussi miser sur le tronçon de chemin de fer desservi par VIA Rail, qui relie Senneterre à Montréal. De nombreux amateurs utilisent déjà cette infrastructure dans ce secteur (est de Senneterre) dont l'accessibilité est par ailleurs limitée. Le développement d'une infrastructure d'accueil et d'hébergement le long de ce tronçon serait envisageable, ce qui permettrait aux promoteurs de tirer parti de l'existence d'un moyen de transport original pour attirer leur clientèle.

Enfin, plusieurs grands ensembles territoriaux, susceptibles de devenir des sites récréatifs de plein air d'envergure, demeurent sous-utilisés et présentent un intérêt certain pour le développement d'activités récrétouristiques, mais aussi de l'hébergement commercial ou communautaire en forêt. Les plus importants d'entre eux sont la colline Cheminis, les collines Kekeko, le parc régional Opémican, la rivière Dumoine, le site du projet Récré-Eau des Quinze (rivière des Outaouais), la forêt récréative de Val-d'Or, la forêt Piché-Lemoine et la réserve faunique La Vérendrye. Il existe également d'autres sites de moindre importance ailleurs en région.

⁹³ Société de la faune et des parcs du Québec, *Plan de développement régional associé aux ressources fauniques de l'Abitibi-Témiscamingue*, Direction de l'aménagement de la faune, Rouyn-Noranda, avril 2002, 197 p.

En ce qui concerne les événements, le potentiel de la région pour le tourisme d'aventure – ses grands espaces, le caractère nordique et sauvage de ses paysages, etc. – offre des possibilités de développement dans la mesure où les caractéristiques intrinsèques de ce potentiel, comme la beauté naturelle des paysages par exemple, pourront être maintenues.

En matière d'activités récréatives de plein air, le PRDTP récréotouristique identifie donc les **sentiers récréatifs**, les **accès publics** et les **sites récréatifs de plein air**⁹⁴ comme produits à privilégier en Abitibi-Témiscamingue. Cependant, le développement de ces produits rendra incontournable la protection des territoires qui présentent les meilleurs potentiels récréotouristiques (qu'il s'agisse des paysages, du déploiement des activités récréatives ou autres) et présente des défis de concertation avec d'autres utilisateurs du territoire.

2.2.3 Volet activités récréatives culturelles

L'Abitibi-Témiscamingue offre un potentiel intéressant en ce qui concerne les circuits récréotouristiques axés sur la découverte de la région. Ainsi, la Route verte, présentement en cours de réalisation, permettra la découverte à vélo des attraits de la région. De plus, le trajet emprunté autrefois par les voyageurs vers la baie d'Hudson (passant du lac Témiscamingue au lac Abitibi) représente un potentiel récréotouristique certain pour l'interprétation des sites archéologiques, le tourisme d'aventure et le tourisme d'époque. Ce trajet, désigné sous le nom de « la Route des fourrures », s'effectue en canot. Il y aurait aussi moyen de faire connaître une autre facette de l'histoire de la région en mettant en valeur le tronçon de chemin de fer entre Témiscaming et Mattawa. Certaines rivières, comme les rivières Dumoine et Harricana, présentent également un potentiel culturel intéressant à cause de leur rôle particulier dans l'histoire du développement de la région et de leur mise en valeur par des communautés autochtones, qui s'ajoutent à leur potentiel récréatif. Ces sites forment de grands ensembles dits patrimoniaux en raison de ces caractéristiques. Le développement de circuits pourrait y permettre l'établissement d'entreprises de services complémentaires, comme l'hébergement, la restauration ou la location d'équipements de plein air.

De plus, la réserve faunique La Vérendrye peut présenter un potentiel intéressant pour le développement d'activités récréatives culturelles axées notamment sur la présence et l'utilisation de ce territoire par les autochtones.

Par conséquent, le PRDTP récréotouristique identifie les sites récréatifs culturels⁹⁵ et l'intégrité des grands ensembles patrimoniaux⁹⁶ comme les principaux produits à considérer et à promouvoir. L'objectif poursuivi est de réserver des sites et de grands ensembles à la pratique d'activités spécifiques, afin d'en favoriser leur mise en valeur à des fins récréotouristiques.

⁹⁴ Un territoire est réputé propice à la mise en valeur à des fins de récréation de plein air si un potentiel pour une ou plusieurs activités récréatives y est identifié. Il peut s'agir d'un territoire propice à l'observation de la faune ou du paysage, à l'escalade, la randonnée, la cueillette de petits fruits, etc.

⁹⁵ Un territoire est réputé propice à la mise en valeur à des fins récréatives culturelles s'il contient un ou plusieurs attraits ayant une valeur historique, archéologique ou éducative pouvant éventuellement être mis en valeur. Il peut s'agir d'un site archéologique, d'un vestige d'une activité économique marquante d'une époque (ex. : poste de traite, glissière à bois, etc.), une particularité biophysique du territoire (ex. : kettle, tourbière, peuplement forestier, etc.) ou autre.

⁹⁶ Un grand ensemble patrimonial est un territoire où un paysage exceptionnel se conjugue avec le potentiel récréatif pour former un tout, motivant une mise en valeur intégrée. À titre d'exemple, le corridor de la rivière Dumoine pourrait constituer l'un de ces grands ensembles en région.

2.3 Synthèse régionale du constat récréotouristique

Le PRDTP récréotouristique identifie donc huit produits à mettre en valeur ou dont le développement devrait être planifié sur le territoire public de l'Abitibi-Témiscamingue. Ces produits ont été identifiés avec l'objectif de contribuer au développement économique de l'industrie récréotouristique, et partant, au développement économique et au bien-être des communautés de la région. L'analyse de la situation du récréotourisme en région a permis de dégager des tendances et de cerner les potentiels récréotouristiques de la plupart de ces produits. Ces tendances et ces potentiels sont illustrés sur la carte 7, sur laquelle sont représentés les éléments suivants :

- ✓ Un secteur situé à proximité des milieux habités, à forte densité de villégiature privée, où un phénomène de rareté du territoire public entraîne une pression d'utilisation en ce qui concerne l'accès public ou la pratique d'activités récréatives. La rareté des accès publics sur certains plans d'eau pourrait même devenir problématique. Ce secteur est très accessible par des chemins entretenus et des chemins forestiers. En conséquence, les accès publics, les utilisations aux fins d'activités récréatives et l'hébergement commercial ou communautaire seront donc privilégiés dans la mise en valeur ou le développement des terres publiques de ce secteur.
- ✓ En périphérie du secteur précédent se trouve le grand domaine public; la villégiature privée y est parfois dense, mais il s'agit surtout d'abris sommaires. Il y a beaucoup de PSDE, mais aucun territoire faunique structuré. En ce sens, il constitue le secteur dit «libre» pour les activités de chasse et de pêche, également disponible pour le développement de la villégiature privée (chalet et abri sommaire) et facilement accessible par un réseau dense de chemins forestiers.
- ✓ L'extrémité est / sud-est de la région est le domaine des zecs, des PADES et de la réserve faunique La Vérendrye. L'utilisation récréotouristique de ce territoire est plutôt orientée vers la mise en valeur des ressources fauniques. Son éloignement et la plus faible densité du réseau de chemins forestiers rendent ce secteur plus difficilement accessible, à l'exception de la réserve faunique La Vérendrye qui est traversée par la route 117.
- ✓ Des secteurs de concentration d'activités récréotouristiques d'envergure locale ou régionale se précisent. Les activités pratiquées y sont parfois formelles et structurées, comme au Mont Vidéo ou dans le parc national d'Aiguebelle, parfois informelles : c'est notamment le cas dans les secteurs des lacs Dufay et Hébert et de la colline Cheminis. D'autres enfin sont en voie de structuration, comme les collines Kekeko et le parc régional Opémican. Tous ces secteurs jouissent d'un certain degré de reconnaissance et présentent un potentiel de mise en valeur récréotouristique.
- ✓ Différents territoires à caractère faunique (TCF), essentiellement des lacs, ont aussi été identifiés. Ces TCF ont une importance récréotouristique pour la région mais leur mise en valeur doit prendre en compte la nécessité de protéger les ressources fauniques et leurs habitats, qui sont à l'origine même de l'importance de ces territoires. Une planification plus fine s'impose donc, préalablement à la mise en valeur de leur plein potentiel récréotouristique.

- ✓ Les réserves de biodiversité ou réserves aquatiques sont des lieux dont la vocation première est la protection d'un territoire. Cette vocation pouvant potentiellement motiver une utilisation à des fins récréotouristiques, ces secteurs pourraient éventuellement supporter une mise en valeur modulée par les modalités du plan de conservation définitif.
- ✓ La pointe sud du Témiscamingue présente des caractéristiques propices à une mise en valeur récréotouristique accrue. En effet, ses paysages analogues à ceux des Laurentides – tant en ce qui concerne la classe de relief que le domaine bioclimatique – et son accès favorisant les bassins de population de l'Ontario et du sud du Québec pourraient lui conférer un important potentiel de mise en valeur. Ce secteur pourrait donc faire l'objet d'une évaluation.
- ✓ Les circuits nautiques récréatifs (canot, kayak et voie navigable) se démarquent par leur ampleur, leur potentiel récréotouristique reconnu mais peu utilisé, sauf par les initiés, et leur besoin de protection des caractéristiques paysagères. Certains se distinguent par des dimensions culturelles qui s'additionnent à ce potentiel. Il s'agit de circuits, comme la « Route des fourrures » et la rivière Dumoine, où la présence de vestiges archéologiques et historiques ajoutent à leur signification pour la région. Sur la rivière Harricana par exemple, ce contexte historique est même déjà mis en valeur par une communauté autochtone qui y organise des activités.
- ✓ Le potentiel récréotouristique du chemin de fer reliant Témiscaming à Mattawa est retenu. Toutefois, l'émergence de projets axés sur la découverte des paysages de cette partie de la région est conditionnée par le besoin de préserver ces mêmes paysages.
- ✓ Le territoire décrété à des fins de l'établissement de pourvoiries avec droits exclusifs est retenu. Son potentiel en vue de la création d'une nouvelle pourvoirie n'est pas à négliger et doit être maintenu.

CARTE 7
PLAN RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE PUBLIC – SYNTHÈSE DES TENDANCES
ET POTENTIELS DU TERRITOIRE PUBLIC POUR LE RÉCRÉOTOURISME

CHAPITRE 3 ENJEUX D'UTILISATION DU TERRITOIRE PUBLIC LIÉS AU RÉCRÉOTOURISME ET RÉSULTATS ATTENDUS RÉGIONAUX

Les enjeux d'utilisation du territoire public pour la section récréotourisme du PDRTTP ont été définis selon une approche de gestion par résultats qui s'inscrit dans une perspective de développement durable. Cette approche découle de l'adoption par le gouvernement québécois, en 1999, de la Loi sur l'administration publique, qui définit un nouveau cadre de gestion axé sur l'atteinte des résultats. L'annexe 2 décrit les principales caractéristiques de cette approche ainsi que la méthode de travail utilisée pour identifier les enjeux les plus importants en région. Les partenaires de la Table régionale de concertation ont donc identifié, avec cette approche, des enjeux à caractère environnemental, social et économique auxquels s'ajoutent des résultats attendus mesurables .

3.1 Enjeux récréotouristiques régionaux

Les enjeux sont déterminés en vue de répondre aux besoins récréatifs actuels sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins. Ceci correspond, en gros, à la définition du développement durable, mais adaptée au récréotourisme. Les enjeux s'appuient sur les huit produits récréotouristiques identifiés et représentent les **gains espérés** par la population aux plans **environnemental, social et économique**. Les grands objectifs visés par les membres de la Table régionale de concertation sont dans chacun de ces domaines, le **maintien de la biodiversité**, la **rétention de la population régionale** et le **développement de l'emploi régional**. Les produits récréotouristiques doivent contribuer à l'atteinte de ces grands objectifs, à travers les effets et les impacts qu'ils induisent.

3.1.1 *Au plan environnemental*

Les enjeux environnementaux varient selon les différents produits. Ainsi, le choix de sites permettant l'épuration des eaux usées conformément à la réglementation en vigueur constitue un enjeu important pour le développement de la villégiature privée. En retenant les meilleurs sites possibles, c'est la santé des villégiateurs et des autres utilisateurs des lacs, ainsi que la qualité de l'eau de ces lacs qui seront protégées.

Dans le cas des abris sommaires, le contrôle du choix des sites demeure primordial pour éviter de localiser ces occupations dans des aires protégées ou dans des milieux naturels sensibles. Ce faisant, les habitats fauniques et floristiques ainsi protégés permettront le maintien de la biodiversité.

La nécessité d'harmonisation et d'intégration des aménagements récréotouristiques dans le milieu naturel prendra tout son sens lorsque des sites qui présentent des potentiels pour *l'hébergement commercial ou communautaire, les sentiers récréatifs, les accès publics et les sites*

récréatifs de plein air et culturel seront identifiés et réservés à ces fins. Une telle démarche permettra de préserver le caractère naturel des lieux, et en particulier différents habitats fauniques et floristiques. Par ailleurs, l'aménagement de sentiers balisés permettant de concentrer la circulation en milieu naturel dans des endroits précis, évitera la dégradation des milieux naturels causée par la multiplication des sentiers et une circulation anarchique. L'organisation de l'accessibilité à divers sites pour la pratique *d'activités récréatives de plein air ou culturelles*, c'est à dire la prise en charge par un organisme voyant à l'aménagement de facilités d'accès, de sentiers et des autres infrastructures, constitue également un enjeu important dont l'effet sera de limiter la dégradation des milieux naturels.

Pour les *grands ensembles patrimoniaux*, l'enjeu le plus important est constitué par la protection des paysages qui les composent. Cette protection permettra de maintenir et de préserver la diversité des écosystèmes et de leurs interactions. Il en résultera donc une diminution de la dégradation du territoire et le maintien d'une plus grande biodiversité.

3.1.2 Au plan social

Au plan social, les membres de la Table régionale de concertation considèrent que le maintien de l'accessibilité au territoire et aux plans d'eau constitue un enjeu majeur. Cette accessibilité se traduit de nombreuses façons. Ainsi, l'opportunité d'obtenir un emplacement de *villégiature privée* en bordure d'un plan d'eau ou de pouvoir bénéficier d'un *accès public* sur ce même plan d'eau représente une forme d'accessibilité. L'opportunité d'obtenir un bail d'*abri sommaire* et de circuler dans des *sentiers récréatifs* sont également des façons d'avoir accès au territoire public.

Qu'elles soient de plein air ou culturelles, la pratique d'activités récréatives par la population régionale constitue un autre enjeu important. La disponibilité des baux d'*abri sommaire*, des *accès publics*, la présence de *sentiers récréatifs* et de *sites récréatifs de plein air et culturels* en région sont tous des facteurs qui contribuent à l'augmentation de la pratique des activités récréatives. Conjugués à la disponibilité de sites d'*hébergement commercial ou communautaire*, ils concourent au maintien du niveau de la qualité de vie en région. Ce dernier élément peut jouer un rôle déterminant lorsqu'il s'agit de favoriser la rétention de la population régionale, qui trouvera ici la satisfaction de ses besoins récréatifs.

Enfin, la protection du patrimoine collectif régional que constituent les *sites récréatifs culturels et les grands ensembles patrimoniaux*, représente un autre enjeu social. En effet, selon l'état de conservation qui en résultera, c'est tout l'héritage collectif qui sera amélioré en plus de favoriser l'augmentation du sentiment d'appartenance régional. De telles initiatives ne pourront que contribuer à la rétention de la population en région.

3.1.3 Au plan économique

L'un des principaux enjeux économiques du récrétourisme retenu par les membres de la Table régionale de concertation est l'augmentation des achats de biens et de services dans les communautés locales. La pratique d'activités récréatives par les villégiateurs, les chasseurs, les pêcheurs et les autres utilisateurs des accès publics est susceptible d'entraîner des achats dans les commerces locaux (équipement sportif, nourriture, hébergement, essence et matériel

divers). Les dépenses de construction et de rénovation pour les bâtiments de *villégiature privée* et les *abri sommaire* entraînent également des achats de biens et de services importants en région. Ces apports d'une nouvelle clientèle et les emplois directs et indirects (maintenus ou nouveaux) qui en résultent contribueront à la création d'emploi régional.

Un autre enjeu économique d'importance est l'augmentation des investissements liés au récréotourisme, favorisés par la préservation de sites propices à des développements spécifiques comme *l'hébergement commercial ou communautaire*, les *sentiers récréatifs* ou les *sites récréatifs de plein air ou culturels*. La protection de l'intégrité des *grands ensembles patrimoniaux* pourrait également induire un tel effet en rassurant les promoteurs quant à la pérennité des paysages de ces ensembles. Ces investissements se traduiront par la venue de nouvelles entreprises ou l'expansion des entreprises existantes, une augmentation et une diversification de l'offre d'activités récréatives et, partant, une fréquentation touristique accrue.

La pratique de la chasse, facilitée par *l'abri sommaire*, est également un enjeu important en raison des retombées économiques significatives de cette activité pour la région. L'abri sommaire est en effet un atout pour quiconque désire chasser l'original et la disponibilité de ce produit peut influencer sur le niveau de la relève des chasseurs.

Globalement, ces enjeux économiques, ou gains espérés, sont tous susceptibles de contribuer à la stabilité et à la diversité des emplois récréotouristiques, et même à la création de nouveaux emplois dans ce domaine. On peut également anticiper que le développement récréotouristique entraînera un accroissement des opportunités de découverte des paysages régionaux résultant de la mise en valeur des *sites récréatifs de plein air et culturels*. Ceci contribuera également à l'image de la région comme destination récréotouristique, ainsi qu'à la plus grande rétention des touristes (plus d'activités, plus de choses à découvrir...), le tout dans une perspective finale de création d'emploi régional.

3.2 Résultats attendus régionaux

Dans le contexte de la gestion du territoire public, la gestion par résultats impose aussi de pouvoir prendre la mesure des réalisations qui auront pris forme sur le territoire et des changements que celles-ci auront entraînés pour la population. Par conséquent, ces réalisations devront être évaluées : étape préalable indispensable, les résultats attendus pour chacun de ces produits sont donc décrits ci-après.

3.2.1 Emplacements de villégiature privée

Le résultat lié à ce produit est que, sur la base de 20 nouveaux emplacements par année, *le MRNF aura offert 100 nouveaux emplacements de villégiature privée sur le territoire public de la région d'ici 2011*. Ces emplacements présenteront des caractéristiques biophysiques propres à permettre l'épuration des eaux usées, conformément à la réglementation applicable en ce domaine.

3.2.2 Emplacements d'abris sommaires

Le résultat lié à ce produit est que, sur la base de 50 nouveaux emplacements par année, *le MRNF aura attribué 250 nouveaux baux d'abri sommaire sur le territoire public de la région d'ici 2011*. Les territoires choisis pour l'émission de nouveaux baux d'abri sommaire auront évité les aires protégées et les autres habitats sensibles, qu'ils soient fauniques ou floristiques. L'opportunité d'obtenir un bail d'abri sommaire aura favorisé la venue de nouveaux chasseurs.

3.2.3 Territoires pour de l'hébergement commercial ou communautaire en forêt

Le résultat lié à ce produit est que *d'ici 2011, le MRNF aura identifié cinq territoires propices au développement exclusif de l'hébergement commercial ou communautaire sur le territoire public de la région de l'Abitibi-Témiscamingue*. Ces territoires présenteront des potentiels intéressants. Un consensus régional pour réserver ceux-ci à des fins d'hébergement, ainsi que pour protéger le paysage environnant, y favorisera divers investissements récréotouristiques.

3.2.4 Sentiers récréatifs

Le résultat lié à ce produit est que *d'ici 2011, le MRNF aura contribué à consolider et à mieux structurer les réseaux de sentiers récréatifs sur le territoire public de la région*. Ceci devrait s'évaluer en fonction de la longueur des nouveaux sentiers, leur fréquentation, leur interconnexion et leur stabilité.

3.2.5 Accès publics

Le résultat lié à ce produit est que *d'ici 2011, le MRNF aura identifié 50 nouvelles zones en bordure de lacs et de cours d'eau de l'Abitibi-Témiscamingue à des fins d'accès public*. Ces territoires seront identifiés lors des exercices de zonage des couloirs riverains qui seront effectués par le MRNF ou par ses partenaires. L'identification de ces zones d'accès public favorisera leur aménagement et leur utilisation par la population.

3.2.6 Territoires propices pour des sites récréatifs de plein air

Le résultat lié à ce produit est que *d'ici 2011, le MRNF aura identifié, sur le territoire public de l'Abitibi-Témiscamingue, 20 nouveaux territoires propices à une mise en valeur à des fins de récréation de plein air*⁹⁷. Ces territoires seront identifiés lors des exercices de zonage de couloirs riverains ainsi que lors des inventaires d'unités territoriales d'intérêt⁹⁸, qu'effectueront le MRNF ou ses partenaires. L'identification de ces territoires aura permis leur prise en charge par des organismes et entraîné des investissements en vue de leur mise en valeur.

⁹⁷ Un territoire est réputé propice une la mise en valeur à des fins de récréation de plein air lorsqu'un potentiel pour une ou plusieurs activités récréatives y est identifié. Il peut s'agir d'un territoire propice à l'observation de la faune ou du paysage, à l'escalade, la randonnée, la cueillette de petits fruits, etc.

⁹⁸ Une unité territoriale d'intérêt est une partie de territoire présentant des caractéristiques particulières propres à la démarquer du reste du territoire, mais sans statut officiel. L'inventaire des UTI permettra d'identifier des sites pouvant présenter un potentiel pour le récréotourisme et d'y déterminer des objectifs de protection ou de mise en valeur.

3.2.7 Territoires propices pour des sites récréatifs culturels

Le résultat lié à ce produit est que *d'ici 2011, le MRNF aura identifié, sur le territoire public de l'Abitibi-Témiscamingue, cinq nouveaux territoires propices d'être mis en valeur à des fins récréatives culturelles*⁹⁹. Ces territoires seront identifiés lors des exercices de zonage des couloirs riverains ainsi que lors des inventaires d'unités territoriales d'intérêt, qu'effectueront le MRNF ou ses partenaires. L'identification de ces territoires aura permis leur prise en charge par des organismes et entraîné des investissements en vue de leur mise en valeur.

3.2.8 Intégrité des grands ensembles patrimoniaux

Le résultat lié à ce produit est que *d'ici 2011, le MRNF aura contribué à la reconnaissance, par les partenaires et par la population régionale, de trois grands ensembles patrimoniaux*¹⁰⁰ *du territoire public en tant qu'actifs permanents du développement récréatif de l'Abitibi-Témiscamingue*. L'identification de ces grands ensembles sera faite dans le contexte du présent PRDTP. La reconnaissance par le milieu régional se traduira par la mention de ces grands ensembles dans divers autres documents de planification (PATP, schéma d'aménagement et de développement des MRC, etc.) et saura susciter des investissements récréotouristiques.

⁹⁹ Un territoire est réputé propice à la mise en valeur à des fins récréatives culturelles s'il contient un ou plusieurs sites ayant une valeur historique, archéologique ou éducative pouvant éventuellement être mis en valeur. Il peut s'agir d'un site archéologique, d'un vestige d'une activité économique marquante d'une époque (ex. : poste de traite, glissière à bois, etc.), une particularité biophysique du territoire (ex. : kettle, tourbière, peuplement forestier, etc.) ou autre.

¹⁰⁰ Un grand ensemble patrimonial est un territoire où un paysage exceptionnel se conjugue avec le potentiel récréatif pour former un tout motivant une mise en valeur intégrée. À titre d'exemple, le corridor de la rivière Dumoine pourrait constituer l'un de ces grands ensembles en région.

CHAPITRE 4 CONCEPT DE DÉVELOPPEMENT

Le concept représente une vision du développement récréotouristique qui intègre les orientations du Ministère et les orientations régionales établies avec les membres de la Table régionale de concertation. Comme le concept définit des territoires présentant des caractéristiques communes, il précise ces orientations et la façon dont elles s'appliqueront à chaque partie de la région. Le concept est développé à la fois pour l'hébergement, les activités récréotouristiques de plein air et les activités récréotouristiques culturelles. Il permet donc de comprendre globalement où pourrait se faire le développement récréotouristique dans les années à venir et comment le PRDTP pourra répondre aux besoins des différentes clientèles récréotouristiques.

Le découpage territorial du concept de développement s'articule autour de la notion d'accessibilité. Celle-ci se définit naturellement par la notion de proximité, par la présence et la qualité des chemins, par l'existence d'accès publics, etc. Elle se définit également par la notion de contrôle sur l'accès au territoire pour certaines activités (chasse et pêche surtout) effectué dans les territoires fauniques structurés, par opposition à l'absence de contrôle ailleurs dans le territoire, autrement qualifié de «libre». Ces définitions très simples sont utilisées pour découper le territoire régional en trois grands secteurs de planification¹⁰¹. La carte 8 illustre le découpage régional du concept de développement.

La mise en œuvre du concept est effectuée selon les étapes prévues dans le scénario de développement et le plan d'action. Les partenaires interpellés par la mise en œuvre du concept du PRDTP auront identifié dans le plan d'action les interventions spécifiques les concernant.

4.1 Secteur de planification rapproché

La proximité des milieux habités, la grande quantité de chemins de bonne qualité et entretenus ainsi que la quantité d'accès publics permettent de retenir la limite formée par le territoire privé et les blocs de lots intra municipaux comme critère de découpage du secteur de planification rapproché. Ce secteur de planification est habité par la majeure partie de la population régionale. Les terres publiques qu'on y retrouve sont à proximité des milieux habités. La proportion de terres publiques y est moins élevée qu'ailleurs en région. Par conséquent, ces dernières sont fortement sollicitées par la population pour la villégiature privée, mais aussi pour la pratique de nombreuses activités récréatives extensives comme la chasse et la pêche ou pour la randonnée sous diverses formes (pédestre, quad, motoneige, vélo de montagne, etc.).

¹⁰¹ Un secteur de planification se définit comme un territoire qui, à l'échelle de la région, regroupe les parties de territoires qui présentent globalement les mêmes caractéristiques d'accessibilité. Par conséquent, chaque secteur de planification comporte une orientation spécifique et des objectifs qui s'appliquent de façon homogène.

Toutefois, leur rareté, particulièrement en milieu riverain, et leur proximité imposent comme orientation de « **maximiser, sur le territoire public, une plus grande accessibilité de la population aux différents potentiels récréatifs de ce secteur de planification** ». Cette accessibilité se définit beaucoup plus par la possibilité pour la population en général de profiter d'une ressource récréotouristique comme un lac, un cours d'eau, une plage, une piste de randonnée, etc. Des infrastructures autres que la villégiature privée en territoire public permettront de donner accès à ce territoire au plus grand nombre de personnes possible. Les territoires où les possibilités de mise en valeur à des fins récréatives sont diversifiées seront plutôt réservés au développement de l'hébergement commercial et communautaire.

4.1.1 Volet hébergement

En terme d'hébergement, cette orientation se traduira par plusieurs **objectifs**, soit :

- ✓ Consolider¹⁰² les développements de villégiature privée existants pour permettre aux municipalités de rentabiliser les infrastructures de service, s'il y a lieu. Ceci permettra également d'offrir un nombre limité d'emplacements de chalets pour satisfaire la demande, tout en laissant aux municipalités le contrôle du développement urbain diffus.
- ✓ Privilégier l'hébergement commercial et communautaire, notamment les projets à caractère polyvalent intégrant un accès public ou la mise en valeur d'une ressource récréotouristique dans les sites qui présenteront les plus grandes diversités d'activités et les plus grandes possibilités de mise en valeur.
- ✓ Restreindre la villégiature sous forme d'abri sommaire afin de préserver du territoire public libre de toute nouvelle occupation. Cet objectif est rendu nécessaire par l'effet privatisant des abris sommaires et les fortes densités d'occupations actuellement observées sur le territoire public de ce secteur de planification.

¹⁰² La consolidation d'un site de villégiature implique que la villégiature privée peut s'implanter dans la mesure où cela n'implique pas la prolongation des chemins existants. Par exemple, le lotissement en deuxième rangée, donc du côté d'un chemin non adjacent à la rive d'un lac, constitue de la consolidation. La consolidation peut se faire sur un lac qui n'est pas prévu au plan d'action. La consolidation ne peut être autorisée que sur des terrains qui répondent aux normes du *Guide de développement de la villégiature sur les terres du domaine public* et au *Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées* (Q-2, r.8).

4.1.2 Volet activités récréatives de plein air

En terme d'activités récréatives de plein air, l'orientation du secteur de planification rapproché se traduira par les **objectifs** suivants :

- ✓ Privilégier les accès publics en réservant des territoires propices à cet usage lors du zonage du couloir riverain des lacs.
- ✓ Conserver libre de villégiature privée les terres publiques, riveraines ou non, présentant un potentiel récréatif afin d'en favoriser la mise en valeur et d'accroître leur utilisation par la population.
- ✓ Identifier les sites structurants potentiels, c'est-à-dire pouvant éventuellement supporter des développements récrétouristiques majeurs et intégrer les activités récréatives de plein air, l'hébergement qui y est associé et les accès publics (notion de pôle de développement).
- ✓ Favoriser la consolidation et l'expansion des réseaux de sentiers récréatifs sur le territoire public, notamment les tronçons de sentiers qui permettent une interconnexion avec d'autres sentiers et les sentiers à usages multiples ou d'utilisation annuelle.

4.1.3 Volet activités récréatives culturelles

Les **objectifs** suivants sont établis pour les activités récréatives culturelles dans le secteur de planification rapproché :

- ✓ Conserver libre de villégiature privée les rives publiques des rivières présentant un attrait récréatif culturel potentiel afin d'en favoriser la mise en valeur.
- ✓ Préserver l'intégrité des grands ensembles patrimoniaux, notamment leurs caractéristiques paysagères, pour y favoriser le développement de circuits récrétouristiques.

4.2 Secteur de planification périphérique

Situé au-delà du secteur de planification rapproché, le secteur de planification périphérique s'étend jusqu'à la limite des territoires fauniques structurés. Il est caractérisé par une très forte proportion de territoire public et par l'absence de territoire faunique structuré (zec, pourvoirie avec droits exclusifs, réserve faunique). La population a donc libre accès, théoriquement, à l'ensemble des cours d'eau, des lacs et des territoires qui y sont propices à la pratique d'activités récréatives. Cet accès peut toutefois être limité par une plus grande distance des milieux habités et par la densité et la qualité des chemins, qui tend à diminuer avec l'éloignement. À l'instar du secteur de planification rapproché, le secteur de planification périphérique est également sollicité par la population pour la villégiature privée et pour la pratique de nombreuses activités récréatives extensives.

Beaucoup de baux d’abri sommaire ont été octroyés dans ce secteur et il est encore possible d’en octroyer de nouveaux. La prépondérance des terres publiques dans ce secteur de planification permet d’assurer la pérennité des réseaux des sentiers récréatifs, notamment pour la motoneige. Un effort particulier sera fait afin de développer l’interconnexion entre les sentiers, de manière à accroître le réseau de longue randonnée.

Au vu de cette utilisation plus extensive et de l’accessibilité plus limitée du territoire, l’orientation retenue pour ce secteur de planification est de « *poursuivre l’utilisation polyvalente du territoire public à des fins récréotouristiques tout en y privilégiant l’accès public* ». Les huit produits à privilégier identifiés précédemment s’y retrouvent donc tous de façon à pouvoir répondre à une demande variée. Des territoires présentant les meilleurs potentiels pour chaque produit pourront être identifiés et des modulations particulières à chacun pourront s’appliquer. En général, l’accès de la population aux ressources récréotouristiques de ce secteur doit pouvoir y être maintenu.

4.2.1 Volet hébergement

En terme d’hébergement, cette orientation se traduira par plusieurs **objectifs**, soit :

- ✓ Développer la villégiature privée sur les meilleurs sites possibles, compte tenu des préoccupations fauniques, environnementales et municipales. Ceci permettra de satisfaire à la demande par des emplacements répondant à des critères de développement durable. La consolidation des sites de villégiature existants sera également poursuivie.
- ✓ Privilégier l’hébergement commercial et communautaire, notamment les projets à caractère polyvalent, intégrant un accès public ou la mise en valeur d’une ressource récréotouristique dans les sites qui présenteront les plus grandes diversités d’activités et les plus grandes possibilités de mise en valeur.
- ✓ Développer l’hébergement sous forme d’abri sommaire, en faisant toutefois en sorte de laisser du territoire public libre de toute nouvelle occupation.

4.2.2 Volet activités récréatives de plein air

En terme d’activités récréatives de plein air, l’orientation du secteur de planification périphérique se traduira par les **objectifs** suivants :

- ✓ Privilégier les accès publics en réservant des territoires propices à cet usage lors du zonage du couloir riverain des lacs.
- ✓ Conserver libres de villégiature privée les terres publiques, riveraines ou non, qui présentent un potentiel récréatif, afin de favoriser leur mise en valeur et d’accroître leur utilisation par la population.
- ✓ Protéger les sites pouvant éventuellement accueillir des développements récréotouristiques majeurs capables d’intégrer les activités récréatives de plein air, l’hébergement qui y est associé et les accès publics (notion de pôle de développement).
- ✓ Favoriser la consolidation et l’expansion des réseaux de sentiers récréatifs sur le territoire public, notamment les tronçons de sentiers permettant une interconnexion avec d’autres sentiers et ceux à usages multiples ou d’utilisation annuelle.

4.2.3 Volet activités récréatives culturelles

Les **objectifs** suivants sont établis pour les activités récréatives culturelles dans le secteur de planification périphérique :

- ✓ Préserver les sites présentant un attrait récréatif culturel potentiel afin de favoriser leur éventuelle mise en valeur.
- ✓ Préserver l'intégrité des grands ensembles patrimoniaux, notamment leurs caractéristiques paysagères, pour y favoriser le développement de circuits récréotouristiques.

4.3 Secteur de planification éloigné

La limite des territoires fauniques structurés, où l'accessibilité à des fins de pratique d'activités récréatives est plus contrôlée, constitue le critère de découpage du secteur de planification éloigné. Ce secteur de planification est presque entièrement composé de territoires publics. Il est, en général, loin des milieux habités et plus difficiles d'accès en raison d'une moindre densité de chemins forestiers et de leur qualité très variable. Exception faite de la route 117, rares sont ceux de ces chemins qui sont entretenus pendant l'hiver. C'est dans ce secteur que se trouvent les six zecs de la région, les dix pourvoies avec droits exclusifs et la réserve faunique La Vérendrye. La population et les touristes qui fréquentent ces territoires y pratiquent surtout la chasse et la pêche, mais aussi, de plus en plus, d'autres activités récréatives. Il y a peu de villégiature privée et d'abris sommaires dans les zecs, et pratiquement aucun dans les pourvoies avec droits exclusifs et la réserve faunique. On retrouve dans ce secteur de planification une certaine proportion de territoires sans statut faunique.

L'orientation retenue pour le secteur de planification éloigné est de « **poursuivre le développement commercial des activités de chasse et de pêche tout en favorisant la mise en valeur des autres potentiels pour les activités récréatives de plein air et culturelles** ». Par conséquent, l'hébergement commercial ou communautaire, les accès publics et les autres produits identifiés dans le PRDTP pourront y être développés. La villégiature privée et l'abri sommaire seront toutefois confinés hors des territoires fauniques structurés.

4.3.1 Volet hébergement

En terme d'hébergement, cette orientation se traduira par plusieurs **objectifs**, soit :

- ✓ Développer la villégiature privée autour des lacs situés hors des territoires fauniques structurés et déjà occupés par la villégiature privée, en tenant compte des préoccupations fauniques, environnementales et municipales. Cette façon de procéder permettra de satisfaire à la demande en offrant des emplacements qui répondent à des critères de développement durable.
- ✓ Privilégier l'hébergement commercial et communautaire, notamment les projets à caractère polyvalent intégrant un accès public ou la mise en valeur d'une ressource récréotouristique dans les sites qui présenteront les plus grandes diversités d'activités et les plus grandes possibilités de mise en valeur.
- ✓ Développer l'abri sommaire hors des territoires fauniques structurés.

4.3.2 Volet activités récréatives de plein air

En terme d'activités récréatives de plein air, l'orientation du secteur de planification éloigné se traduira par les **objectifs** suivants :

- ✓ Favoriser les accès publics en réservant des territoires propices à cet effet lors du zonage du couloir riverain des lacs.
- ✓ Préserver les sites qui présentent un potentiel récréatif de plein air afin de favoriser leur éventuelle mise en valeur et d'accroître leur utilisation par la population.
- ✓ Privilégier l'établissement des réseaux de sentiers récréatifs de grande randonnée et ceux de niveau supérieur (ex. : sentier Trans-Québec pour la motoneige) notamment les tronçons de sentiers permettant une interconnexion avec d'autres sentiers et ceux créant des liens vers l'extérieur de la région.

4.3.3 Volet activités récréatives culturelles

Les **objectifs** suivants sont établis pour les activités récréatives culturelles dans le secteur de planification éloigné :

- ✓ Préserver les sites présentant un attrait récréatif culturel potentiel afin de favoriser leur éventuelle mise en valeur;
- ✓ Préserver l'intégrité des grands ensembles patrimoniaux, notamment leurs caractéristiques paysagères, pour y favoriser le développement de circuits récréotouristiques.

4.4 Orientations régionales pour la mise en oeuvre de l'entente administrative relative au développement de la villégiature riveraine sur le territoire public MRN – Société de la faune et des parcs du Québec

Les orientations régionales retenues afin de baliser le développement de la villégiature riveraine sur le territoire public de l'Abitibi-Témiscamingue sont les suivantes :

- ✓ Exclure le développement de la villégiature privée sur les lacs de moins de 20 hectares, pour des raisons de conservation et d'équité.
- ✓ Établir des mesures qui permettront d'atténuer les problèmes liés à la cohabitation entre la pourvoirie sans droits exclusifs et les autres formes de villégiature.
- ✓ Orienter le développement de la villégiature privée et de l'hébergement commercial et communautaire sur des plans d'eau autres que les lacs à touladis et autres espèces sensibles.
- ✓ Restreindre le développement de la villégiature privée et de l'hébergement commercial et communautaire à proximité des habitats fauniques réglementés ou susceptibles de faire l'objet d'un règlement à court terme et des milieux sensibles nécessitant une protection. Ces habitats et ces milieux seront identifiés par Faune Québec.
- ✓ Subordonner la mise en valeur des secteurs de développement des territoires à caractère faunique (TCF – voir section 5.1.3) à l'existence d'un plan de développement concerté et mettre en place des mesures intérimaires applicables avant l'entrée en vigueur de tels plans.

CARTE 8
PLAN RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE PUBLIC – CONCEPT DE
DÉVELOPPEMENT RÉCRÉOTOURISTIQUE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

CHAPITRE 5 SCÉNARIO DE DÉVELOPPEMENT

Le scénario de développement permet la mise en œuvre des orientations et des objectifs établis par le concept de développement. Cette mise en œuvre se complète par l'identification de secteurs de développement¹⁰³. Ces derniers consistent en des parties de territoire découpées dans un secteur de planification donné, où s'appliqueront des **objectifs** et des **modalités spécifiques de développement**.

Pour répondre à des besoins propres à certains produits récréotouristiques ou pour tenir compte des particularités de certaines unités territoriales, le scénario identifie également des **modalités particulières de développement**. Ces modalités particulières complètent les modalités spécifiques, mais ne peuvent avoir préséance sur ces dernières. Enfin, le scénario identifie les sites de développement¹⁰⁴ pouvant, entres autres, supporter un développement de la villégiature privée. La carte 9 illustre les secteurs et les sites de développement identifiés en région, tandis que les axes récréotouristiques majeurs sont indiqués sur la carte 10.

5.1 Modalités générales de développement

Les modalités générales de développement de chacun des produits récréotouristiques sont identifiées pour chaque secteur de développement et décrites dans le tableau ci-après.

Un produit identifié au tableau comme autorisé signifie qu'un projet de mise en valeur pour ce produit (ou l'émission d'un bail) peut être réalisé dans ce secteur, dans la mesure où ce projet respecte les exigences habituelles du MRNF, qui comprennent entres autres l'ensemble des modalités du PRDTP, Volet récréotourisme, incluant ses objectifs et les règles de mise en disponibilité applicables.

De plus, des modalités spécifiques s'appliquent également aux secteurs de développement.

¹⁰³ Secteur de développement : territoire qui présente des caractéristiques particulières motivant l'application de modalités de développement spécifiques propres à le mettre en valeur à des fins récréotouristiques. Des objectifs spécifiques de développement peuvent être attribués à un secteur de développement.

¹⁰⁴ Site de développement : territoire circonscrit dans le but de réaliser un ou plusieurs projets de mise en valeur. Généralement, les sites sont identifiés pour le développement de la villégiature privée ou de l'hébergement commercial ou communautaire.

TABLEAU 3
MODALITÉS GÉNÉRALES DE DÉVELOPPEMENT DES PRODUITS
PAR SECTEUR DE DÉVELOPPEMENT

Secteur de développement Produit	Rapproché	Périphérique	Éloigné
Villégiature privée	<ul style="list-style-type: none"> Autorisée uniquement pour la consolidation¹⁰⁵ des sites existants. 	<ul style="list-style-type: none"> Autorisée uniquement dans les sites de développement prévus au tableau 13. Consolidation autorisée. 	<ul style="list-style-type: none"> Autorisée uniquement dans les sites de développement prévus au tableau et sur des lacs déjà occupés par la villégiature privée. Consolidation autorisée.
Abri sommaire	<ul style="list-style-type: none"> Interdit, sauf dans le sous-secteur de planification SS-01. 	<ul style="list-style-type: none"> Autorisé 	<ul style="list-style-type: none"> Autorisé hors des territoires fauniques structurés
Hébergement commercial et communautaire	<ul style="list-style-type: none"> Autorisé en privilégiant les projets à caractères polyvalents. 	<ul style="list-style-type: none"> Autorisé en privilégiant les projets à caractères polyvalents. 	<ul style="list-style-type: none"> Autorisé en privilégiant les projets à caractères polyvalents.
Accès public	<ul style="list-style-type: none"> Autorisé, réserver les territoires lors du zonage des couloirs riverains. 	<ul style="list-style-type: none"> Autorisé, réserver les territoires lors du zonage des couloirs riverains. 	<ul style="list-style-type: none"> Autorisé, réserver les territoires lors du zonage des couloirs riverains.
Sentier récréatif	<ul style="list-style-type: none"> Autorisé en privilégiant les sentiers multiusages et les interconnexions. 	<ul style="list-style-type: none"> Autorisé en privilégiant les sentiers multiusages et les interconnexions. 	<ul style="list-style-type: none"> Autorisé en privilégiant les sentiers de grandes randonnées, les interconnexions et les sentiers interrégionaux.
Site récréatif de plein air	<ul style="list-style-type: none"> Autorisé, réserver les meilleurs territoires lors du zonage des couloirs riverains ou suite aux inventaires UTI¹⁰⁶. 	<ul style="list-style-type: none"> Autorisé, réserver les meilleurs territoires lors du zonage des couloirs riverains ou suite aux inventaires UTI. 	<ul style="list-style-type: none"> Autorisé, réserver les meilleurs territoires lors du zonage des couloirs riverains ou suite aux inventaires UTI.
Site récréatif culturel	<ul style="list-style-type: none"> Autorisé, réserver les meilleurs territoires lors du zonage des couloirs riverains ou suite aux inventaires UTI. 	<ul style="list-style-type: none"> Autorisé, réserver les meilleurs territoires lors du zonage des couloirs riverains ou suite aux inventaires UTI. 	<ul style="list-style-type: none"> Autorisé, réserver les meilleurs territoires lors du zonage des couloirs riverains ou suite aux inventaires UTI.
Intégrité des grands ensembles patrimoniaux	<ul style="list-style-type: none"> Autorisée. 	<ul style="list-style-type: none"> Autorisée. 	<ul style="list-style-type: none"> Autorisée.

¹⁰⁵ La consolidation d'un site de villégiature implique que la villégiature privée est autorisée dans la mesure où cela n'implique pas la prolongation des chemins existants. Par exemple, le lotissement en deuxième rangée, donc du côté d'un chemin non adjacent à la rive d'un lac, constitue de la consolidation. La consolidation peut se faire sur un lac qui n'est pas prévu au tableau. La consolidation ne peut être autorisée que sur des terrains qui répondent aux normes du Guide de développement de la villégiature sur les terres du domaine public et au Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (Q-2, r.8).

¹⁰⁶ Unité territoriale d'intérêt. Partie de territoire présentant des caractéristiques particulières propres à le démarquer du reste du territoire, mais sans statut officiel. L'inventaire des UTI permettra d'identifier des sites pouvant présenter un potentiel pour le récréotourisme et d'y déterminer des objectifs de protection ou de mise en valeur.

5.1.1 Secteurs récréotouristiques structurants

Les secteurs récréotouristiques structurants sont des territoires comportant diverses caractéristiques, comme une forte utilisation à des fins récréatives (formelle ou informelle) ou un grand potentiel récréotouristique. Ces territoires bénéficient d'une reconnaissance, généralement officielle, du milieu régional, qui prend la forme d'un droit, d'un statut, d'une mention au schéma d'aménagement des MRC, etc. Ils ont un effet structurant sur le milieu régional ou pourraient potentiellement avoir un tel effet.

Ce sont des secteurs de développement où les **objectifs** suivants sont poursuivis :

- ✓ Développer le secteur par la mise en valeur des activités récréatives, notamment en privilégiant les projets récréotouristiques auxquels est associée une certaine forme d'hébergement (auberge, camping, location de chalets, etc.) et à l'intérieur desquels l'accès public est maintenu. Par conséquent, la villégiature privée y est restreinte.
- ✓ Protéger la qualité des paysages dans ces secteurs afin d'en préserver l'attrait et d'y maintenir des conditions favorables aux investissements récréotouristiques.

TABLEAU 4
SECTEURS RÉCRÉOTOURISTIQUES STRUCTURANTS

Nom du secteur et numéro			
Parc national d'Aigüebelle	#101	Mont Kanasuta, colline Cheminis et collines Kekeko	#105
Mont Vidéo	#102	Rivière des Quinzes	#106
Lac Berry	#103	Parc régional Opémican	#107
Forêt récréative de Val-d'Or	#104	Refuge Pageau	#108
Produit	Modalité		
Villégiature privée	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Autorisée uniquement pour la consolidation des sites de villégiature existants dans les secteurs du lac Berry (# 103) et du mont Kanasuta, de la colline Cheminis et des collines Kekeko (# 105). 		
Abri sommaire	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Interdit 		
Hébergement commercial et communautaire	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Autorisé en privilégiant les projets à caractères polyvalents¹⁰⁷. ▪ Préservation d'un encadrement visuel (voir section 5.2.3). 		
Accès public	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Autorisé, réserver les territoires lors du zonage des couloirs riverains. 		
Sentier récréatif	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Autorisé en privilégiant les sentiers multiusages et les interconnexions. 		
Site récréatif de plein air	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Autorisé, réserver les meilleurs territoires lors du zonage des couloirs riverains ou suite aux inventaires UTI. ▪ Protection requise pour les sites spécifiques. 		
Site récréatif culturel	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Autorisé, réserver les meilleurs territoires lors du zonage des couloirs riverains ou suite aux inventaires UTI. ▪ Protection requise pour les sites spécifiques. 		

¹⁰⁷ Un projet d'hébergement à caractère polyvalent se définit comme un projet qui intègre la mise en valeur d'au moins un site récréatif ou l'exploitation d'au moins une activité récréotouristique. Par exemple, une auberge servant de poste d'accueil pour un circuit de pistes de ski de fond ou qui exploite une plage ou un accès public. Autre exemple, un camping qui comprend également l'exploitation et l'entretien d'une plage ou d'un débarcadère public.

Intégrité des grands ensembles patrimoniaux	▪ Non applicable
---	------------------

NOTE : Le secteur du lac Duparquet (# 310) répond aussi à ces caractéristiques d'autant plus qu'il est également identifié comme un territoire à caractère faunique. Mais c'est cette dernière typologie qui est retenue pour ce territoire (voir section 5.1.3.)

5.1.2 Secteurs récréotouristiques secondaires

Les secteurs récréotouristiques secondaires sont des territoires qui présentent des caractéristiques similaires à celles des secteurs récréotouristiques structurants, tout en étant de moindre importance. Ils sont situés, pour la plupart, à proximité des pôles récréotouristiques structurants. Ils peuvent éventuellement jouer un rôle complémentaire dans le développement récréotouristique de ces derniers ou permettre l'expansion de certaines activités. Ce sont donc des secteurs dont les **objectifs** de développement sont sensiblement les mêmes que ceux des secteurs récréotouristiques structurants, à savoir :

- ✓ Développer le secteur par la mise en valeur des activités récréatives, notamment en privilégiant les projets récréotouristiques auxquels est associée une certaine forme d'hébergement (auberge, camping, location de chalets, etc.) et à l'intérieur desquels l'accès public est maintenu. Le développement de la villégiature privée y est également possible, sur certains sites.
- ✓ Protéger la qualité des paysages dans ces secteurs afin d'en préserver l'attrait et d'y maintenir des conditions favorables aux investissements récréotouristiques.

TABLEAU 5
SECTEURS RÉCRÉOTOURISTIQUES SECONDAIRES

Nom du secteur et numéro			
Lac Témiscamingue	#201	Lac Preissac	#206
Skipie	#202	Lac Lemoine	#207
Lac Dufay	#203	Saint-Mathieu d'Harricana	#208
Lac Flavrian	#204	Lac Beauchamp – La Ferme	#209
Marais Lefebvre	#205		
Produit	Modalité		
Villégiature privée	▪ Autorisée pour la consolidation ou pour la prolongation des sites de villégiature existants, mais prohibée dans le secteur du lac Flavrian (# 204).		
Abri sommaire	▪ Interdit.		
Hébergement commercial et communautaire	▪ Autorisé en privilégiant les projets à caractères polyvalents. ▪ Préservation d'un encadrement visuel (voir section 5.2.3).		
Accès public	▪ Autorisé, réserver les territoires lors du zonage des couloirs riverains.		
Sentier récréatif	▪ Autorisé en privilégiant les sentiers multiusages et les interconnexions.		
Site récréatif de plein air	▪ Autorisé, réserver les meilleurs territoires lors du zonage des couloirs riverains ou suite aux inventaires UTI. ▪ Protection requise pour les sites spécifiques.		
Site récréatif culturel	▪ Autorisé, réserver les meilleurs territoires lors du zonage des couloirs		

	riverains ou suite aux inventaires UTI. ▪ Protection requise pour les sites spécifiques.
Intégrité des grands ensembles patrimoniaux	▪ Non applicable

5.1.3 Secteurs de territoires à caractère faunique

La mise en œuvre de l'Entente MRN-FAPAQ sur le développement de la villégiature riveraine implique l'identification de territoires dont les caractéristiques fauniques prépondérantes imposent des modulations au développement récréotouristique. Les critères retenus pour identifier ces territoires sont : la reconnaissance du milieu, le potentiel faunique, la capacité d'hébergement en pourvoirie, l'importance touristique, l'importance des utilisateurs itinérants, la présence d'intérêts à caractère faunique (fête populaire liée à la faune, ensemencement ou aménagement de frayères, etc.) et l'importance des contraintes liées au développement (rareté de terres publiques, nombre de chalets privés, etc.).

Dans les secteurs de territoire à caractère faunique, l'**objectif** poursuivi est donc :

- ✓ Développer des activités récréotouristiques en fonction des caractéristiques globales du secteur, mais subordonner ce développement aux caractéristiques fauniques existantes afin d'assurer la protection de la ressource faunique et de son habitat tout en répondant aux besoins des différents utilisateurs.

Le moyen privilégié, mais non exclusif, en vue d'atteindre cet objectif est l'établissement d'un plan de développement concerté pour chaque secteur de développement. Au besoin, un comité de concertation spécifique pourra être mis en place pour élaborer ce plan. Douze territoires à caractère faunique, tous des plans d'eau, ont été identifiés dans la région.

TABLEAU 6
SECTEURS DE TERRITOIRE À CARACTÈRE FAUNIQUE

Nom du secteur et numéro					
Lac Kipawa	#301	Lac Parent	#305	Lac Faillon	#309
Réservoir Decelles	#302	Lac Guéguen	#306	Lac Duparquet	#310
Lac des Quinzes	#303	Lac Simard	#307	Lac Dasserat	#311
Lac Matchi-Manitou	#304	Lac Rémigny et lac Barrière	#308	Lac Villebon	#312
Produit	Modalité				
Villégiature privée	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Autorisée, mais soumise aux modalités particulières au plan de développement concerté du territoire visé. ▪ Prohibée dans le secteur de développement du lac Matchi-Manitou (#304). 				
Abri sommaire	▪ Interdit				
Hébergement commercial et communautaire	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Autorisé, mais soumis aux modalités particulières du plan de développement concerté du territoire visé. ▪ Préservation d'un encadrement visuel (voir section 5.2.3). 				
Accès public	▪ Autorisé, réserver les territoires lors du zonage des couloirs riverains.				
Sentier récréatif	▪ Autorisé en privilégiant les sentiers multiusages et les interconnexions.				
Site récréatif de plein air	▪ Autorisé, réserver les meilleurs territoires lors du zonage des couloirs riverains ou suite aux inventaires UTI.				

	▪ Protection requise pour les sites spécifiques.
Site récréatif culturel	▪ Autorisé, réserver les meilleurs territoires lors du zonage des couloirs riverains ou suite aux inventaires UTI. ▪ Protection requise pour les sites spécifiques.
Intégrité des grands ensembles patrimoniaux	▪ Non applicable.

Les membres de la Table régionale de concertation conviennent que ces secteurs de développement comprennent, sauf indication contraire, une bande de 300 mètres mesurée à partir de la ligne des hautes eaux¹⁰⁸ de la rive du lac. Toutefois, des modalités particulières de développement ou de protection (paysage environnant par exemple), établies par le comité de concertation spécifique, peuvent s'appliquer sur de plus grandes distances.

5.1.3.1 Plans de développement concertés :

Pour chacun des secteurs de territoire à caractère faunique, un plan de développement concerté pourra être élaboré. L'élaboration de ces plans pourra être initiée par le MRNF ou par tout autre organisme intéressé, selon les besoins du milieu. La composition d'un comité de concertation spécifique pourra varier selon les enjeux propres à chaque TCF. Le contenu de ces plans de développement sera déterminé par les membres de chacun des comités de concertation spécifiques. Cependant, un plan de développement spécifique doit minimalement contenir un zonage du couloir riverain (réf. : MRNF – Guide de développement de la villégiature sur les terres du domaine public). Une fois approuvé, chaque plan et ses modalités afférentes seront considérés par le MRNF comme des critères supplémentaires lors de l'analyse des demandes d'utilisation des territoires concernés.

Les lacs Kipawa, Duparquet, Dasserat, des Quinze et le réservoir Decelles peuvent être considérés comme prioritaires pour cet exercice en raison des plus fortes demandes en villégiature et de la forte pression de pêche. S'il y a lieu, le plan d'action du PRDTP (chapitre 6) fait état des activités prévues pour les territoires à caractère faunique.

5.1.3.2 Mesures transitoires :

Les membres de la Table régionale de concertation conviennent que, d'ici l'entrée en vigueur d'un plan de développement concerté pour un secteur de développement de territoire à caractère faunique, des mesures intérimaires de partage de la ressource faunique s'appliqueront. Ces mesures sont :

¹⁰⁸ La ligne des hautes eaux est celle définie par la *Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables* (L.R.Q., c. Q-2, r.17.3).

TABLEAU 7

	TCF Kipawa	Autres TCF
Villégiature privée	Aucun nouveau développement ni aucune consolidation.	Consolidation autorisée le long des chemins existants.
Villégiature commerciale et communautaire (sauf PSDE)	Après analyse par le MRNF selon sa procédure habituelle, les projets retenus pourront être soumis aux membres de la Table de concertation du PRDTP pour obtenir un avis sur l'opportunité de l'émission du droit foncier requis.	Après analyse par le MRNF selon sa procédure habituelle, les projets retenus pourront être soumis aux membres de la Table de concertation du PRDTP pour obtenir un avis sur l'opportunité de l'émission du droit foncier requis.
Pourvoirie sans droits exclusifs (PSDE)	La consolidation des entreprises est possible dans la mesure où il n'en résulte aucune augmentation de la capacité d'hébergement totale dans le TCF.	La consolidation des entreprises est possible, elle peut impliquer l'augmentation de la capacité d'hébergement mais seulement sur les sites existants en date de l'entrée en vigueur du PRDTP. La consolidation peut également comprendre l'augmentation de la superficie des terrains.
Autres activités récréotouristiques	Après analyse par le MRNF selon sa procédure habituelle, les projets retenus pourront être soumis aux membres de la Table de concertation du PRDTP pour obtenir un avis sur l'opportunité de l'émission du droit foncier requis.	Après analyse par le MRNF selon sa procédure habituelle, les projets retenus pourront être soumis aux membres de la Table de concertation du PRDTP pour obtenir un avis sur l'opportunité de l'émission du droit foncier requis.

5.1.4 Secteurs de territoires d'aire protégée

Dans le contexte de la Stratégie québécoise sur les aires protégées, la région participe à l'identification de territoires candidats au statut d'aire protégée. Déjà, de nombreux territoires ont un statut de réserve de biodiversité projetée ou de réserve aquatique projetée, première étape d'un processus menant à l'obtention du statut définitif et à l'établissement d'un plan de protection. Les secteurs de développement de territoires d'aire protégée sont établis en fonction de ces réserves de biodiversité projetées ou de statut définitif. Selon le statut définitif, la pratique d'activités récréotouristiques, voire leur développement, pourrait être possible et même souhaitable.

Dans ce contexte, les **objectifs** poursuivis dans ces secteurs de développement sont :

- ✓ Limiter les formes d'hébergement privé, commercial et communautaire pour y privilégier le développement des activités récréotouristiques de plein air et culturelles ainsi que l'accès public;

- ✓ Subordonner les modalités de développement des activités récréotouristiques aux modalités du plan de conservation établi.

TABLEAU 8
SECTEURS DE TERRITOIRE D'AIRE PROTÉGÉE

Nom du secteur et numéro					
Lac Vaudray et Joannès	#401	Forêt Piché-Lemoine	#405	Lac Wetetnagami	#409
Lac Sabourin	#402	Lac Opasatica	#406	Lac Saint-Cyr	#410
Réservoir Decelles	#403	Lac des Quinzes	#407		
Marais du lac Parent	#404	Réserve aquatique protégée de la Haute Harricanar			#408
Produit		Modalité			
Villégiature privée		▪ Autorisée uniquement sur les lacs où il y a déjà de la villégiature privée, mais soumise aux restrictions du plan de conservation particulier de chaque aire protégée.			
Abri sommaire		▪ Interdit			
Hébergement commercial et communautaire		▪ Autorisé, mais soumis aux restrictions du plan de conservation particulier de chaque aire protégée.			
Accès public		▪ Autorisé, mais soumis aux restrictions du plan de conservation particulier de chaque aire protégée.			
Sentier récréatif		▪ Autorisé, mais soumis aux restrictions du plan de conservation particulier de chaque aire protégée.			
Site récréatif de plein air		▪ Autorisé, mais soumis aux restrictions du plan de conservation particulier de chaque aire protégée.			
Site récréatif culturel		▪ Autorisé, mais soumis aux restrictions du plan de conservation particulier de chaque aire protégée.			
Intégrité des grands ensembles patrimoniaux		▪ Non applicable.			

Exceptionnellement, les membres de la Table régionale de concertation conviennent d'une modification automatique du PRDTP pour ajouter un nouveau secteur de développement de territoire d'aire protégée à chaque fois qu'une nouvelle réserve de biodiversité projetée ou qu'une nouvelle réserve aquatique projetée sera décrétée par le gouvernement, ou encore lorsqu'une modification de limite de l'une ou l'autre de ces réserves sera décrétée ou lorsqu'un statut définitif sera accordé. Le nouveau secteur de développement résultant correspondra exactement au territoire ayant fait l'objet d'un décret.

CARTE 9
PLAN RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE PUBLIC – SCÉNARIO DE
DÉVELOPPEMENT RÉCRÉOTOURISTIQUE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE (1 DE 2)

5.1.5 Secteur de territoires fauniques structurés

La région compte de nombreux territoires fauniques structurés. Les différentes zecs, les pourvoiries avec droits exclusifs (PADE) et la réserve faunique sont toutes orientées vers l'exploitation et la mise en valeur de la faune pour la chasse et la pêche. Toutefois, une diversification de leurs activités est à prévoir, qui s'ajoutera à la consolidation et au développement de leurs activités traditionnelles. Par exemple, les zecs ont l'opportunité de planifier le développement d'activités récréotouristiques sur leur territoire en établissant des plans de développement d'activités récréatives (PDAR). Il importe que les conditions soient en place pour favoriser le développement et la mise en valeur de leur plein potentiel récréotouristique.

Ainsi, les **objectifs** suivants sont établis pour les secteurs de développement de territoires fauniques structurés :

- ✓ Poursuivre le développement des activités de chasse et de pêche en maintenant la possibilité d'y développer également les activités récréotouristiques de plein air et culturelles ainsi que l'accès public. Les formes d'hébergement commercial et communautaire qui y sont associées seront aussi favorisées dans la mesure où elles s'harmoniseront avec les plans de développement spécifiques de ces territoires (PDAR, plan de gestion des PADE et de la réserve faunique);
- ✓ Maintenir les restrictions qui limitent le développement de la villégiature privée sous forme de chalets ou d'abris sommaires.

TABLEAU 9
SECTEURS DE DÉVELOPPEMENT DE TERRITOIRES FAUNIQUES STRUCTURÉS

NOM DU SECTEUR ET NUMÉRO					
Zec Dumoine	#501	Zec Kipawa	#507	Lac Suzie	#513
Zec Maganasipi	#502	Lac-à-la-Truite	#508	Sud-Lac-Choiseul	#514
Réserve Beauchêne	#503	Réserve faunique La Vérendrye	#509	Balbuzard Sauvage	#515
Zec Restigo	#504	Zec Capitachouane	#510	Monet	#516
Lac Watson	#505	Zec Festubert	#511	Club Kapitachuan	#517
Pourvoirie Kipawa	#506	Camachigama	#512	Royal Saint-Cyr	#518
Produit		Modalité			
Villégiature privée		▪ Interdite.			
Abri sommaire		▪ Interdit.			
Hébergement commercial et communautaire		▪ Autorisé en privilégiant les projets à caractères polyvalents. ▪ Préservation d'un encadrement visuel (voir section 5.2.3).			
Accès public		▪ Autorisé, réserver les territoires lors du zonage des couloirs riverains.			
Sentier récréatif		▪ Autorisé en privilégiant les sentiers multiusages et les interconnexions.			
Site récréatif de plein air		▪ Autorisé, réserver les meilleurs territoires lors du zonage des couloirs riverains ou suite aux inventaires des UTI. ▪ Protection requise pour les sites spécifiques.			
Site récréatif culturel		▪ Autorisé, réserver les meilleurs territoires lors du zonage des couloirs riverains ou suite aux inventaires UTI. ▪ Protection requise pour les sites spécifiques.			
Intégrité des grands ensembles patrimoniaux		▪ Non applicable.			

Particularités

- ✓ Absence de PDAR dans une zec : Dans le cas d'une zec qui n'aurait pas de plan de développement d'activités récréatives (PDAR), les membres de la Table régionale de concertation ainsi que l'organisme gestionnaire de la zec seront consultés par le MRNF sur tout projet de développement récréotouristique.
- ✓ Limitation au développement de l'hébergement dans une zec : Le développement de l'hébergement commercial et communautaire, dans la mesure du possible, se fera ailleurs que sur les lacs à omble de fontaine ou sur les lacs ayant fait l'objet d'aménagement faunique ou recelant des sites d'intérêts fauniques et touristiques.

-
- ✓ Développement d'activités récréotouristiques dans une PADE : Dans le cas d'un projet de développement d'activités récréotouristiques autres que la chasse et la pêche dans le territoire d'une PADE, le MRNF consultera les membres de la Table régionale de concertation ainsi que le pourvoyeur concerné si ce dernier n'est pas le promoteur du projet.
 - ✓ Relocalisation des baux existants dans une zec : La relocalisation des baux de villégiature privée et d'abri sommaire est possible dans une zec, mais doit répondre aux principes suivants :
 - Le bail original est déjà localisé dans la zec concernée et la relocalisation n'est possible que dans la même zec.
 - La relocalisation du bail s'impose pour faciliter un développement récréotouristique (hébergement commercial ou communautaire, activité récréative) ou pour des motifs de protection faunique (habitat, espèce sensible, etc.) ou d'intérêt public (aire protégée ou autre).
 - Le bail riverain ou non riverain de 4 000 mètres carrés (LOC) sera relocalisé dans les mêmes conditions, soit le riverain en riverain et le non riverain en non riverain. Un bail (LOC) d'une superficie de moins de 4 000 mètres carrés verra sa superficie portée à 4 000 mètres carrés (le loyer sera ajusté en conséquence).
 - Le bail de 100 mètres carrés (LAS) non riverain sera relocalisé dans les mêmes conditions (100 mètres carrés non riverain). Le bail de 100 mètres carrés (LAS) riverain pourra être relocalisé soit en 4 000 mètres carrés riverain (LOC), soit en 100 mètres carrés (LAS) non riverain.

Dans tous les cas, le lieu de destination devra :

- Respecter les normes de localisation du Guide de développement de la villégiature sur les terres du domaine public et du PRDTP.
- S'il s'agit d'un emplacement riverain, être situé sur la rive d'un lac qui supporte déjà des emplacements de villégiature.
- S'il s'agit d'un emplacement riverain, ne pas être situé sur la rive d'un lac à touladi ou autres espèces sensibles.
- Ne pas être situé dans un accès public ni dans un lieu présentant un potentiel récréotouristique, soit pour les activités de plein air ou pour l'hébergement commercial (camping ou autres).
- Faire l'objet d'un accord de la zec concernée en plus des consultations d'usages du MRNF.

5.1.6 Axes récréotouristiques

Le scénario de développement identifie également des axes récréotouristiques et des modalités applicables à leur développement. Ces axes constituent l'épine dorsale des réseaux

récréotouristiques de randonnée ou de découverte de la région : à ce titre, ils sont susceptibles d'entraîner le développement de l'hébergement et d'activités récréotouristiques connexes le long de leur parcours. Pour ces raisons et parce que ces axes sont empruntés par un grand nombre de touristes, l'accent est mis surtout sur la protection des paysages environnants, d'autant plus que, dans la perspective des promoteurs et des investisseurs éventuels, un paysage préservé est au nombre des conditions susceptibles de favoriser le développement et la mise en valeur du potentiel récréotouristique. Dans le même esprit, les meilleurs sites, le long de ces axes, devraient être réservés à l'hébergement commercial ou communautaire, aux activités récréatives et aux accès publics.

Les axes récréotouristiques commandent des **objectifs** analogues aux secteurs récréotouristiques structurants, soit :

- ✓ Développer les activités récréatives le long de ces axes, notamment en privilégiant les projets récréotouristiques auxquels est associée une certaine forme d'hébergement (auberge, camping, location de chalets, etc.) et qui permettent le maintien de l'accès public. Par conséquent, le développement de la villégiature y est limité, de façon à ne pas hypothéquer un éventuel projet de mise en valeur;
- ✓ Protéger la qualité des paysages dans ces secteurs afin d'en préserver l'attrait et d'assurer des conditions favorables aux investissements récréotouristiques.

Le réseau Trans-Québec de sentiers de motoneige constitue le premier de ces axes. Il est très présent en région et un grand nombre de motoneigistes y circulent. Par ailleurs, dans la mesure où le cyclotourisme est un moyen de plus en plus privilégié de découvrir une région, un autre axe est constitué par la Route verte, principalement utilisée comme piste cyclable. Un troisième axe est formé par les circuits nautiques (circuits canotables et navigables). Les circuits canotables retenus présentent un potentiel supérieur de développement de cette activité : il s'agit de rivières situées dans les bassins de la rivière Bell et des réservoirs Dozois et Kipawa. Les voies navigables sont celle de la rivière Harricana, celle dite Témiskawa sur la rivière des Outaouais, et celle du lac Mourier jusqu'à Amos. Il convient toutefois de noter que les modalités ne sont applicables qu'aux rivières illustrées à la carte 10 du scénario. La préservation des paysages le long de ces cours d'eau est l'un des motifs de leur fréquentation par les amateurs d'activités nautiques et constitue une des conditions du succès de leur développement.

D'autres axes récréotouristiques sont formés par les circuits de nature historique et culturelle : la Route des prospecteurs et des défricheurs et la Route des pionniers sont les plus connus des circuits routiers identifiés dans les guides touristiques. Ces circuits permettent la découverte de l'histoire et de la culture régionale à travers divers sites thématiques. Ils sont majoritairement situés en territoire privé, mais une attention particulière doit être apportée aux paysages adjacents là où les circuits routiers traversent le territoire public. La région offre également des circuits de découverte de nature historique ou culturelle qui peuvent être parcourus en embarcation : moins achalandés que les circuits routiers, ces circuits combinent la découverte avec la pratique d'une activité récréative d'aventure (canot camping). Les axes de ce type identifiés dans la région sont la « Route des fourrures », qui s'étend du lac Témiscamingue au

lac Abitibi, la rivière Dumoine et la rivière Harricana¹⁰⁹. La beauté intrinsèque de la rivière Dumoine et son caractère sauvage justifient une protection accrue de son potentiel récréotouristique : pour cette raison la villégiature privée n’y sera pas développée. Par contre, certains sites pourraient y être réservés à des fins d’hébergement commercial.

Enfin, les lignes ferroviaires qui relient Senneterre à Montréal via La Tuque et Témiscaming à Mattawa constituent également des axes récréotouristiques qui méritent une attention particulière. Empruntés par des touristes qui traversent la région, certains trajets (notamment sur l’axe Senneterre – Montréal) donnent également accès à des ressources récréotouristiques : la protection des paysages le long de ces lignes devient alors d’autant plus importante et peut constituer une condition de mise en valeur.

À l’étape actuelle, ces axes ne peuvent être délimités de façon précise. Les membres de la Table régionale de concertation s’entendent toutefois sur le fait qu’une bande de terrain de 100 mètres de part et d’autre de ces axes constitue un minimum. Dans le cas des axes nautiques, cette bande est de 300 mètres, mesurée à partir de la ligne des hautes eaux¹¹⁰ de la rive. Les modalités de protection du paysage environnant applicables à chacun de ces axes peuvent toutefois s’appliquer sur de plus grandes distances.

TABLEAU 10
AXES RÉCRÉOTOURISTIQUES

NOM DES AXES	
- Voie navigable (nautisme)	- Réseau Trans-Québec de sentiers de motoneige
- Rivière canotable	- Circuit routier historique et culturel
- Ligne ferroviaire récréotouristique	- Circuit nautique historique et culturel
- Circuit de vélo structurant (Route verte et sentier multifonctionnel)	
Produit	Modalité
Villégiature privée	▪ Limitée aux seuls projets ne contrevenant pas aux objectifs de ces axes ¹¹¹ , sauf pour l’axe de la rivière Dumoine où la villégiature privée demeure interdite. Les sites doivent être inscrits au tableau 13 (sites potentiels de développement de la villégiature privée).
Abri sommaire	▪ Interdit. ¹¹²

¹⁰⁹ Dans le cas de la rivière Harricana, l’axe récréotouristique se superpose, en aval du lac Obalski, avec le secteur de développement d’aire protégée de la Haute Harricana (# 408). Dans ce cas, ce sont les modalités de ce dernier secteur qui ont préséance.

¹¹⁰ La définition de la ligne des hautes eaux est celle décrite dans la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables (L.R.Q. c.Q-2, R.17.3).

¹¹¹ Les axes récréotouristiques commandent des objectifs analogues à ceux des secteurs récréotouristiques structurants (voir section 5.1.1).

¹¹² Les baux d’abri sommaire doivent se situer à plus de 1,0 kilomètre des axes récréotouristiques majeurs sauf pour le réseau Trans-Québec de sentiers de motoneige et pour les lignes ferroviaires reliant Senneterre à Montréal via La Tuque et Témiscaming à Mattawa, où cette distance est de 100 mètres.

Hébergement commercial et communautaire	<ul style="list-style-type: none">▪ Autorisé en privilégiant les projets à caractères polyvalents.▪ Encadrement visuel (voir section 5.2.3).
Accès public	<ul style="list-style-type: none">▪ Autorisé, réserver les territoires lors du zonage des couloirs riverains.
Sentier récréatif	<ul style="list-style-type: none">▪ Autorisé en privilégiant les sentiers multiusages et les interconnexions.
Site récréatif de plein air	<ul style="list-style-type: none">▪ Autorisé, réserver les meilleurs territoires lors du zonage des couloirs riverains ou suite aux inventaires UTI.▪ Protection requise pour les sites spécifiques.
Site récréatif culturel	<ul style="list-style-type: none">▪ Autorisé, réserver les meilleurs territoires lors du zonage des couloirs riverains ou suite aux inventaires UTI.▪ Protection requise pour les sites spécifiques.
Intégrité des grands ensembles patrimoniaux	<ul style="list-style-type: none">▪ Protection de la qualité des paysages le long des axes majeurs. ¹¹³

¹¹³ Les axes récréotouristiques majeurs bénéficient d'une modalité de protection de l'encadrement visuel pouvant s'étendre jusqu'à 1,5 kilomètres de la limite du site. Cette protection prend la forme d'une analyse du paysage visible, selon une méthode reconnue par le MRNF, préalablement à l'émission d'un droit foncier susceptible d'avoir des impacts négatifs sur l'aspect naturel du paysage. Suivant les résultats de l'étude, des mesures de mitigation pourront être exigées ou l'émission du droit pourra être remise en question.

CARTE 10
PLAN RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE PUBLIC – SCÉNARIO DE
DÉVELOPPEMENT RÉCRÉOTOURISTIQUE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE (2 DE 2)

5.2 Modalités particulières de développement

Des modalités particulières de développement sont établies pour chacun des produits récréotouristiques. Elles s'appliquent dans tous les secteurs et tous les sites de développement, à moins qu'il n'en soit spécifié autrement.

5.2.1 Modalités applicables à la villégiature privée

5.2.1.1 Accès aux sites

Le MRNF s'assurera, en consultant les municipalités ou les MRC concernées préalablement à la mise en disponibilité des emplacements, que les accès prévus aux sites de développement de la villégiature privée soient conformes à leurs exigences. Il est à noter que les chemins sont toujours à la charge des utilisateurs (construction et entretien).

5.2.1.2 Développement possible

La mise en disponibilité de nouveaux emplacements de villégiature privée ne peut être possible que sur les seuls sites de développement inscrits dans la liste contenue au tableau 13, sauf dans le cas des emplacements visant à la consolidation des sites de villégiature, qui ne sont pas liés à la programmation. Ces emplacements demeurent toutefois soumis à toutes les autres exigences du PRDTP, du Guide de développement de la villégiature sur les terres du domaine public (1994) et des règles de mise en disponibilité du MRNF.

5.2.1.3 Autres modalités

La villégiature privée doit être située à plus de 250 mètres de la limite d'un cimetière autochtone.

La villégiature privée non riveraine n'est pas autorisée, sauf dans les cas de conversion d'un bail d'abri sommaire (100 mètres carrés) en bail de villégiature (4 000 mètres carrés) et uniquement dans les cas où la municipalité concernée est d'accord avec la conversion. Le cas doit, au préalable, être conforme aux exigences du MRNF.

5.2.2 Modalités applicables au bail d'abri sommaire

5.2.2.1 Distances minimales pour les nouveaux baux d'abri sommaire

En sus des dispositions contenues dans le Guide de développement de la villégiature sur les terres du domaine public, des distances minimales doivent être respectées entre un nouveau bail d'abri sommaire et les sites, emplacements ou éléments suivants :

- ✓ 25 mètres entre un nouveau bail d'abri sommaire et l'emprise de tout chemin public forestier autre que numéroté.

-
- ✓ 100 mètres entre un nouveau bail d’abri sommaire et les éléments suivants :
 - L’emprise du chemin des 4^e et 5^e rang (Guyenne);
 - L’emprise des routes Duvernay Castagnier et Lithium;
 - La limite d’un écosystème forestier exceptionnel (ÉFE);
 - L’emprise de tout chemin forestier du réseau supérieur (chemin numéroté) et leur prolongation future;
 - L’emprise du réseau Trans-Québec de sentiers de motoneige;
 - L’emprise des lignes ferroviaires Senneterre-La Tuque et Témiscaming-Mattawa.
 - ✓ 250 mètres entre un nouveau bail d’abri sommaire et les éléments suivants :
 - La limite d’un cimetière autochtone;
 - La limite d’une réserve de biodiversité projetée, d’une réserve aquatique projetée ou d’une réserve de biodiversité ou aquatique.
 - ✓ 500 mètres entre un nouveau bail d’abri sommaire et les éléments suivants :
 - La courbe de niveau cotée « 340 mètres » délimitant la colline Oditan (MRC d’Abitibi-Ouest) et la courbe de niveau cotée « 360 mètres » délimitant la colline Nissing (MRC d’Abitibi-Ouest);
 - La courbe de niveau cotée « 350 mètres » délimitant les collines Béarn (MRC d’Abitibi);
 - La limite d’une pourvoirie avec droits exclusifs (PADE);
 - La limite de la réserve faunique La Vérendrye.
 - ✓ 1,0 kilomètre entre un nouveau bail d’abri sommaire et les éléments suivants :
 - Tout autre bail d’abri sommaire ou de chalet, une résidence ou un lieu d’hébergement;
 - Tout camp de piégeage;
 - La limite de l’emprise de tout chemin numéroté sous l’autorité du ministère des Transports du Québec;
 - La limite de la frontière avec l’Ontario;
 - La limite du secteur de planification rapprochée, à l’exception de celle délimitant le sous-secteur SS-01 du secteur de planification périphérique;
 - La limite des zones aménageables identifiées lors des exercices de zonage des lacs. Toutefois, un bail d’abri sommaire existant à l’intérieur de cette limite, bien que bénéficiant d’un droit acquis quant à sa localisation, n’aura pas pour effet d’hypothéquer le développement de la villégiature privée ou de l’hébergement commercial ou communautaire;

- La limite d'un axe récréotouristique majeur de type voie navigable, rivière canotable et circuit nautique historique et culturel.
- ✓ 2,0 kilomètres entre un nouveau bail d'abri sommaire et les éléments suivants :
 - Le Parc national d'Aiguebelle;
 - L'emprise des chemins du Rapide-Deux; du Rapide-Sept, et de la Baie-Carrière;
 - La limite d'un site d'hébergement commercial ou communautaire présentant une concentration de 4 unités d'hébergement et plus ou une capacité d'hébergement de 20 lits et plus ou de la limite d'un site de camping comptant 40 emplacements ou plus.
- ✓ 3,0 kilomètres entre un nouveau bail d'abri sommaire et la limite des territoires suivants :
 - Les périmètres urbains des villes de Témiscaming, Kipawa, Belleterre, Rouyn-Noranda (quartiers Arntfield et Cadillac), Malartic et Val-d'Or (secteur Louvicourt);
 - Les réserves indiennes de Lac Simon, de Timiskaming et de Kebaowek, et les établissements autochtones de Winneway et de Hunter's Point;
 - Une pourvoirie avec droits exclusifs située à l'est du 76^e degré de longitude¹¹⁴.

5.2.2.2 Autres modalités

- ✓ Les nouveaux baux d'abri sommaire doivent être situés hors des territoires des forêts d'enseignement et de recherche (FER).
- ✓ Les nouveaux baux d'abri sommaire sont prohibés sur toutes les îles, peu importe leur superficie, ainsi qu'en milieu riverain tel que défini au Guide de développement de la villégiature sur les terres du domaine public (1994).
- ✓ Le MRNF respectera les normes de distances plus restrictives que les MRC ou les municipalités pourraient établir pour leur territoire par leur réglementation d'urbanisme.

5.2.2.3 Baux d'abri sommaire existants

La réciprocité des modalités prévues à la section 5.2.2.1 ne s'applique pas à un bail d'abri sommaire existant si elle a pour effet de restreindre un projet de développement de villégiature privée, d'hébergement commercial et communautaire ou récréotouristique.

La conversion d'un bail d'abri sommaire (100 mètres carrés) en bail de villégiature (4 000 mètres carrés) est possible seulement si le nouveau bail respecte l'ensemble des modalités établies au PRDTP selon les orientations régionales à convenir avec la Table régionale de concertation (voir plan d'action, section 6.3)

¹¹⁴ En référence au plan de zonage de la Ville de Senneterre.

5.2.3 Modalités applicables à l'hébergement commercial et communautaire

- ✓ Accès : Le MRNF s'assurera, en consultant les municipalités ou les MRC concernées préalablement à la mise en disponibilité des emplacements, que les accès prévus aux sites de développement de l'hébergement commercial et communautaire soient conformes aux exigences de celles-ci. Les chemins sont toujours à la charge des utilisateurs (construction et entretien).
- ✓ Protection de l'esker Saint-Mathieu-Berry : Tout site d'hébergement commercial ou communautaire doit se localiser hors des limites du territoire soustrait au jalonnement minier et du territoire de la réserve à l'État de l'esker Saint-Mathieu-Berry.
- ✓ Protection d'un encadrement visuel : Tout site d'hébergement commercial ou communautaire pourra bénéficier d'une modalité de protection de l'encadrement visuel pouvant s'étendre jusqu'à 1,5 kilomètres de la limite du site. Cette protection prend la forme d'une analyse du paysage visible, selon une méthode reconnue par le MRNF, préalablement à l'émission d'un droit foncier susceptible d'avoir des impacts négatifs sur l'aspect naturel du paysage (ex. : tour de télécommunication, villégiature privée, etc.). Suivant les résultats de l'étude, des mesures de mitigation pourront être exigées ou l'émission du droit pourra être remise en question.
- ✓ Pourvoiries sans droits exclusifs à l'est de Senneterre : Les pourvoiries sans droits exclusifs visées par le Plan de développement et de consolidation de la pourvoirie à l'est de Senneterre¹¹⁵ bénéficient des mesures de protection suivantes :
 - Un rayon de 5,0 kilomètres autour du site principal d'une telle pourvoirie ne pourra contenir plus de 10 baux pour des abris sommaires et la distance minimale entre deux baux d'abri sommaire ou entre un bail d'abri sommaire et le site de la pourvoirie est établie à 3,0 kilomètres.
 - Les sites de pourvoiries présentant une concentration de 4 unités d'hébergement et plus ou une capacité d'hébergement de 20 lits et plus, bénéficient d'une garantie d'exclusivité de l'hébergement commercial sur un territoire d'un rayon de 5,0 kilomètres.

5.2.4 Modalités applicables à l'accès public

- ✓ Aménagement et occupation : L'aménagement d'accès public (embarcadère, rampe de mise à l'eau, etc.) est autorisé partout sur le territoire public. Les accès publics doivent demeurer libre de villégiature privée de tout type, y compris l'occupation temporaire.
- ✓ Cimetière autochtone : Un accès public doit être situé à plus de 250 mètres de la limite d'un cimetière autochtone.

¹¹⁵ Ministère du loisir, de la Chasse et de la Pêche, Plan de développement et de consolidation de la pourvoirie à l'est de Senneterre, juin 1993.

5.2.5 Modalités applicables aux sentiers récréatifs

5.2.5.1 Objectifs

Les membres de la Table régionale de concertation ont convenu des objectifs régionaux suivants pour le développement du réseau des sentiers récréatifs. Ces objectifs constituent le cadre d'analyse des projets de développement des sentiers en région :

- ✓ Privilégier le développement ou la consolidation des axes régionaux avant de favoriser le développement et la consolidation des sentiers locaux;
- ✓ Privilégier les liaisons entre les pôles urbains, les pôles récréotouristiques structurants, les sites d'hébergement commercial ou communautaire et les sites d'intérêt ainsi que les connexions interrégionales;
- ✓ Favoriser l'implantation d'équipements récréatifs le long des sentiers, notamment des belvédères, des relais, des refuges, des aires de pique-nique, des haltes, etc.;
- ✓ Favoriser l'utilisation partagée des sentiers, par la polyvalence et la multifonctionnalité lorsque les activités sont compatibles ou complémentaires ;

Ces objectifs auraient tous comme effet anticipé de tendre vers une augmentation de la qualité des sentiers récréatifs en région. De ces objectifs découlent également des modalités applicables aux différents types de sentiers récréatifs.

5.2.5.2 Modalités générales pour les sentiers

- ✓ Hébergement : Dans la mesure du possible, les nouveaux sentiers pour des activités récréatives devraient permettre l'accès à des sites d'hébergement commercial ou communautaire, particulièrement les pourvoiries, afin de permettre l'apport d'une nouvelle clientèle et offrir aux utilisateurs des possibilités de séjours prolongés ou pour la grande randonnée.
- ✓ Raccordement : Pour une même activité récréative, s'il existe un sentier ou un réseau de sentiers à moins de 5,0 kilomètres d'un nouveau sentier, ce dernier devra, dans la mesure du possible, se raccorder au réseau existant afin de ne pas créer de boucles isolées;
- ✓ Cimetière autochtone : Un sentier récréatif doit passer à plus de 250 mètres de la limite d'un cimetière autochtone.
- ✓ Protection des eskers : En raison de l'importance et de la fragilité des eskers, les membres de la Table régionale de concertation conviennent de limiter les sentiers de quad et de motoneige circulant sur l'ensemble des eskers majeurs identifiés par la Commission géologique du Canada, soit les eskers de La Sarre, du lac Macamic, du lac Joannès [lac Vaudray], de Rouyn-Noranda, du lac Preissac, de Launay, de Saint-Mathieu-Berry, du lac Villebon [ou lac Despinassy], de Colombière [ou lac Sabourin], de Louvicourt, du lac

Guéguen, du lac Matchi-Manitou ainsi que la moraine Harricana. Ainsi, les sentiers de quad et de motoneige pourront emprunter un esker pour le traverser par le chemin le plus court mais non pour y effectuer des boucles ou des circuits. Toutefois, ces sentiers ne pourront traverser le territoire soustrait au jalonnement minier et de la réserve à l'État de l'esker Saint-Mathieu-Berry. La cartographie précise des eskers majeurs, provenant de la Commission géologique du Canada¹¹⁶, sera utilisée pour l'application de cette modalité.

- ✓ Croisement des divers sentiers : L'application des présentes modalités sur les sentiers récréatifs n'aura pas pour effet d'empêcher le croisement des divers sentiers lorsque requis (par exemple : un sentier de ski de fond et une piste de motoneige, un sentier pédestre et une piste cyclable ou de quad, etc.).

5.2.5.3 Modalités pour les sentiers pédestres

Pour les nouveaux sentiers pédestres, les modalités suivantes s'appliquent :

- ✓ L'aménagement de nouveaux sentiers devra s'inspirer du Guide de réalisation d'un sentier pédestre en milieu naturel ¹¹⁷;
- ✓ Les nouveaux sentiers pédestres devront être situés à plus de 100 mètres d'un sentier de quad existant;
- ✓ Les sentiers devront permettre l'accès à des sites d'intérêt (UTI);
- ✓ Le départ d'un sentier devra être situé à proximité d'un stationnement convenable;
- ✓ Dans la mesure du possible, les boucles seront favorisées pour éviter les allées et venues et limiter la dégradation du milieu naturel¹¹⁸.

5.2.5.4 Modalités pour les sentiers de ski de fond et de raquette

Pour les nouveaux sentiers de ski de fond et de raquette, les modalités suivantes s'appliquent :

- ✓ Ces sentiers pourront emprunter les sentiers pédestres si ces derniers sont inutilisés l'hiver (multifonctionnalité);
- ✓ Les nouveaux sentiers devront être situés à plus de 100 mètres des sentiers de motoneige ou de quad existants;
- ✓ Le départ d'un sentier devra être situé, dans la mesure du possible, à proximité d'un site d'accueil.

¹¹⁶ Ressources naturelles Canada (Commission géologique du Canada), Les cartes de formations en surface de l'Abitibi (CD-ROM), Ottawa, 2003.

¹¹⁷ Fédération québécoise de la marche, Guide de réalisation d'un sentier pédestre en milieu naturel, 158 pages.

¹¹⁸ Fédération québécoise de la marche, Guide de réalisation d'un sentier pédestre en milieu naturel, 158 pages.

5.2.5.5 Modalités pour les pistes cyclables

Pour les nouvelles pistes cyclables, la modalité suivante s'applique :

- ✓ Les nouvelles pistes cyclables seront situées à plus de 100 mètres des sentiers de quad existants, à l'exception des sentiers multifonctionnels.

5.2.5.6 Modalités pour les sentiers de motoneige et de quad

Pour les nouveaux sentiers de motoneige et de quad, les modalités suivantes s'appliquent :

- ✓ Les nouveaux sentiers devraient être reliés au réseau existant. Cette modalité vise à favoriser l'intégration du réseau;
- ✓ Les nouveaux sentiers de motoneige et de quad seront situés à plus de 100 mètres de la villégiature privée (chalet), des camps autochtones et des résidences permanentes à l'exception des sentiers permettant d'accéder à un site d'accueil, à un relais ou à une auberge en forêt;
- ✓ Les nouveaux sentiers de motoneige seront situés à plus de 100 mètres des sentiers de ski de fond, à l'exception des sentiers permettant d'accéder à un site d'accueil, un relais ou une auberge en forêt;
- ✓ L'aménagement des nouveaux sentiers de quad devra s'inspirer du Guide d'aménagement et d'entretien des sentiers quad au Québec¹¹⁹;
- ✓ Les nouveaux sentiers de quad seront situés à plus de 100 mètres des sentiers pédestres, de ski de fond et de raquettes et des pistes cyclables, à l'exception des sentiers permettant d'accéder à un site d'accueil ou un relais.

5.2.6 Modalités applicables aux sites récréatifs de plein air

- ✓ Cimetière autochtone : Tout site de récréation de plein air doit être situé à plus de 250 mètres de la limite d'un cimetière autochtone.
- ✓ Esker Saint-Mathieu-Berry : Les aménagements pour des fins de récréation de plein air comme les stationnements pavés, les bâtiments d'accueil, les équipements « lourds » (ex. : parc aquatique, base de plein air, etc.) et autres aménagements susceptibles d'affecter la qualité de l'eau, doivent être situés hors des limites du territoire soustrait au jalonnement minier et de la réserve à l'État de l'esker Saint-Mathieu-Berry.

¹¹⁹ Fondation de la faune du Québec, Guide d'aménagement et d'entretien des sentiers de quad; en toute sécurité et dans le respect de la faune et de l'environnement. Québec, 2003. 126 pages.

5.2.7 Modalités applicables aux sites récréatifs culturels

5.2.7.1 Sites et secteurs archéologiques

- ✓ La villégiature privée et l'hébergement commercial ou communautaire ne sont pas autorisés sur un site ou un secteur archéologique à moins qu'une fouille archéologique, permettant de récolter les données utiles ou de prélever des artefacts ou d'autres éléments de valeur à conserver, n'ait été effectuée par un archéologue reconnu, conformément au *Règlement sur la recherche archéologique* (R.R.Q., 1981, chap. B-4.1.2). Cette fouille n'est toutefois qu'une mesure exceptionnelle qui doit s'appliquer uniquement lorsque les aménagements projetés ne peuvent raisonnablement être réalisés ailleurs.
- ✓ Les aménagements de sentiers récréatifs, d'accès publics, de belvédères, de sites d'interprétation, de plages ou d'autres équipements récréatifs ponctuels peuvent être autorisés sur des sites ou dans des secteurs archéologiques s'ils n'en entravent pas la préservation et la mise en valeur ou s'ils en sont complémentaires.
- ✓ D'autres aménagements peuvent être permis aux mêmes conditions que précédemment.
- ✓ Dans tous les cas, une autorisation ou un avis du ministère de la Culture et des Communications (MCC) est requis préalablement à l'émission d'un droit dans un site ou un secteur archéologique.

5.2.8 Autres modalités

5.2.8.1 Camp de piégeage

Bien que ces camps soient soumis aux normes de la *Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune* (L.R.Q., chap. C-61.1), les membres de la Table régionale de concertation conviennent de modalités supplémentaires suivantes pour les nouveaux camps de piégeage :

- ✓ Lorsqu'ils seront localisés dans le couloir riverain d'un lac ou d'un cours d'eau, les nouveaux camps de piégeage devront s'implanter dans les zones aménageables;
- ✓ Les camps de piégeage s'implanteront hors des sites de développement de la villégiature prévue à la programmation, hors des secteurs de développement récréotouristique structurant ou secondaire, hors des secteurs de territoire à caractère faunique (sauf si l'éventualité est prévue au plan de développement spécifique du territoire) et hors des secteurs d'aire protégée (sauf si l'éventualité est prévue au plan de conservation), sous réserve de l'application de la *Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune* (L.R.Q., chapitre C-61.1).

5.2.8.2 Occupation temporaire

L'occupation temporaire du territoire public est autorisée dans tous les secteurs de développement et de planification, à moins qu'il n'en soit précisé autrement par une modalité particulière. Ces occupations doivent toutefois respecter les dispositions des articles 36 à 36.4 du *Règlement sur la vente, la location et l'octroi de droits immobiliers sur les terres du domaine de l'État* (c. T-8.1, r. 6). Les membres de la Table régionale de concertation conviennent de la modalité particulière suivante :

- ✓ Il ne peut y avoir d'occupation temporaire dans un accès public.

5.2.8.3 Parcs à résidus miniers

Les parcs à résidus miniers peuvent constituer un danger pour la santé humaine et constituent des paysages dégradés. Par conséquent, les membres de la Table régionale de concertation conviennent de modalités particulières relativement aux développements récréotouristiques à proximité de ces parcs, identifiés de façon non limitative au tableau 11, soit :

- ✓ Les équipements récréatifs ponctuels comme les plages et les aires de pique-niques seront situés à plus de 500 mètres de la limite des parcs à résidus miniers identifiés;
- ✓ La villégiature privée et l'hébergement commercial et communautaire (comprenant les campings) devront être situés à plus d'un kilomètre de la limite des parcs à résidus miniers identifiés.
- ✓ De plus, certains plans d'eau et cours d'eau peuvent être affectés par des parcs à résidus miniers. Par conséquent, la villégiature privée et l'hébergement commercial et communautaire ainsi que les équipements récréatifs ponctuels de type plage, belvédère, etc. seront situés hors du couloir riverain (i.e. à 100 m d'une rivière et à 300 m d'un lac) des territoires suivants : les rivières Des Méloizes, Laflamme (du parc à résidus miniers Barvue jusqu'à la limite sud de la municipalité de Rochebaucourt), Bourlamaque (en aval de la forêt récréative de Val-d'Or), Colombière (en aval du parc à résidus miniers Louvem), Noire, le lac Arnoux et la baie Arnoux du lac Dasserat ;

La délimitation des parcs à résidus miniers utilisée pour l'application des modalités précédentes est celle du MRNF (secteur de l'Énergie et des Mines).

**TABLEAU 11
PARCS À RÉSIDUS MINIERES**

MRC/Ville	Nom des parcs
Abitibi	Barvue, Bousquet, Cadillac Molybdenite, Canadian Bolduc, Molybdenite Corporation, Preissac Molybdene et Québec Lithium.
Abitibi-Ouest	Beattie et Normétal.
Ville de Rouyn-Noranda	Aldermac, Arntfield, Bouchard-Hébert, Bousquet, Darius, Donalda, Don Rouyn, Doyon, Francoeur, Gallen, Granada, Horne (1 à 5), Laronde, Norbec, McWatters, Mic-Mac, Powell Rouyn, Quémont (1 et 2), Quesabe, Senator, Stadacona, Vauze, Waite-Amulet, Wasamac, Wood Cadillac et Y. Vézina.
Témiscamingue	Belleterre et Lorraine.
La Vallée-de-l'Or	Barnat, Beaufor, Bevcon, Camflo, Canadian Malartic, Chimo, Cournor, D'or Val, East Amphi, East Malartic, East Sullivan, Ferderber, Kiena, Lamaque, Lapa, Louvem, Louvicourt, Lucien Béliveau, Manitou, Pandora 4, Rainville, Sigma, Sigma 2, Simkar, Siscoe, Sullivan, Terrains Aurifères A, Terrains Aurifères B, Thompson Cadillac et West Malartic.

Source : MRN, secteur Mines, septembre 2002.

5.2.8.4 Sources d'approvisionnement en eau potable

Compte tenu de l'importance de préserver les sources d'approvisionnement en eau potable de toutes formes possibles de contamination, les membres de la Table régionale de concertation conviennent que tout emplacement de villégiature et d'hébergement commercial et communautaire ainsi que les sentiers de motoneige¹²⁰ et de quad devront être situés, à plus de 300 mètres de la ligne des hautes eaux des sources d'approvisionnement identifiées dans le tableau ci-dessous :

¹²⁰ En conséquence, les sentiers de motoneige qui mènent à ces sources d'approvisionnement en eau potable pour les traverser sont également prohibés.

TABLEAU 12
SOURCE D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE

MRC/Ville	Lacs	Source d'eau potable	Source alternative d'approvisionnement en eau potable
Abitibi	Lac Baillargé (projet)	s.o.	X
	Lac Beauchamp	X	s.o.
	Lac Labrecque	s.o.	X
	Lac Dufault	X	s.o.
	Lac Clair	s.o.	X
	Lac Beauchemin	s.o.	X
	Lac King of the North	s.o.	X
	Lac Duprat	s.o.	X
	Petit lac à l'Original	s.o.	X
	Lac Bonchamp	s.o.	X
Témiscamingue	Lac aux Brochets	X	s.o.
	Lac Croteau	X	s.o.
La Vallée de l'Or	Lac Milhaut	X	s.o.
	Lac Clair	X	s.o.
	Lac de la Réserve	X	s.o.

Sources : MRC d'Abitibi, de Témiscamingue, de La Vallée-de-l'Or et Ville de Rouyn-Noranda.

5.3 Choix des sites de développement de villégiature

Les membres de la Table régionale de concertation ont identifié des sites pouvant potentiellement supporter un développement de villégiature privée d'ici 2011. Ces sites, qui devront faire l'objet d'un zonage du couloir riverain, sont listés dans le tableau 13. Le MRNF se réserve le droit d'étaler la programmation des études requises aux fins de leur développement, en fonction des priorités et des ressources disponibles.

TABLEAU 13
SITES POTENTIELS DE DÉVELOPPEMENT DE LA VILLÉGIATURE PRIVÉE

Nom du site	Particularités
MRC d'Abitibi	
Berry (lac)	Consolidation ¹²¹ uniquement.
Castagnier (lac)	Consolidation uniquement.
du Centre (lac)	Aucune particularité.
Chassignolle (lac)	Consolidation uniquement. Développement différé.
Chicobi (lac)	Aucune particularité.
Cornier (lac)	Consolidation uniquement.
Despinassy (lac)	Aucune particularité.
Fiedmont (lac)	Consolidation uniquement.
Obalski (lac)	Aucune particularité.
MRC d'Abitibi-Ouest	
Bazin (lac)	Consolidation uniquement.
Chazel (lac)	Consolidation uniquement.
Duparquet (lac)	Territoire à caractère faunique.
Hébécourt (lac)	Aucune particularité.
Langy (lac)	Aucune particularité.
Ville de Rouyn-Noranda	
Basserode (lac)	Aucune particularité.
Caire (lac)	Aucune particularité.
Dasserat (lac)	Territoire à caractère faunique. Consolidation uniquement.
Desvaux (lac)	Consolidation uniquement.
Kinojévis (lac)	Consolidation uniquement.
Kinojévis (rivière – entre le lac Caron et la rivière des Outaouais)	Aucune particularité.
Labyrinthe (lac)	Aucune particularité.

¹²¹ La consolidation d'un site de villégiature implique que la villégiature privée est autorisée dans la mesure où cela n'implique pas la prolongation des chemins existants. Par exemple, le lotissement en deuxième rangée, donc du côté d'un chemin non adjacent à la rive d'un lac, constitue de la consolidation. La consolidation peut se faire sur un lac qui n'est pas prévu au plan d'action. La consolidation ne peut être autorisée que sur des terrains qui répondent aux normes du Guide de développement de la villégiature sur les terres du domaine public et au Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (Q-2, r.8).

TABLEAU 13 (SUITE)
SITES POTENTIELS DE DÉVELOPPEMENT DE LA VILLÉGIATURE PRIVÉE

MRC de Témiscamingue	
La Pause (lac)	Aucune particularité.
Opasatica (lac)	Consolidation uniquement.
Preissac (lac)	Consolidation uniquement.
Allard (lac)	Aucune particularité.
Beaudry (lac)	Prioriser la villégiature dispersée.
Black (petit lac)	Prioriser la villégiature dispersée. Bilan du développement amorcé à faire.
Brisebois (lac)	Aucune particularité.
des Douze (lac)	Consolidation uniquement.
Florio (lac)	Prioriser la villégiature dispersée. Bilan du développement amorcé à faire.
Jadot (lac)	Aucune particularité.
Moore (lac)	Aucune particularité.
Moran (lac)	Aucune particularité.
des Outaouais (rivière - Bloc F, canton Campeau)	Aucune particularité.
Pigeon (lac)	Consolidation uniquement.
Plassez (lac)	Prioriser la villégiature dispersée. Bilan du développement amorcé à faire.
Prévost (lac)	Aucune particularité.
Roger (lac)	Prioriser la villégiature dispersée.
des Quinze (lac)	Territoire à caractère faunique.
Rémigny (lac)	Territoire à caractère faunique.
des Seize (lac)	Consolidation uniquement.
Simard (lac)	Territoire à caractère faunique.
Soufflot (lac)	Aucune particularité.
Témiscamingue (lac - Pointe Martel, vers le sud)	Consolidation uniquement.

TABLEAU 13 (SUITE)
SITES POTENTIELS DE DÉVELOPPEMENT DE LA VILLÉGIATURE PRIVÉE

MRC La Vallée-de-l'Or	
Blanchin (lac)	Aucune particularité.
Blouin (lac)	Consolidation uniquement.
Faillon (lac)	Territoire à caractère faunique (TCF).
Fish (lac)	Aucune particularité.
Labrie (lac)	Aucune particularité.
Lemoine (lac)	Consolidation uniquement.
Piché (rivière)	Aucune particularité.
des Pins (lac)	Aucune particularité.
Tiblemont (lac)	Consolidation uniquement.
Thompson (rivière)	Aucune particularité.
Valets (lac)	Lac en partie visé par la Paix des Braves.

CHAPITRE 6 PLAN D'ACTION

Le plan d'action identifie les activités de mise en œuvre du PRDTP – section récréotourisme. Celles-ci se divisent en deux groupes distincts. Le premier regroupe les activités associées à l'analyse et au développement de la villégiature privée et de l'abri sommaire. Ces activités concernent plus particulièrement le MRNF dans ses actions pour accroître ses connaissances de divers sites de développement et, le cas échéant, procéder à des mises en disponibilité d'emplacements.

Le second regroupe les activités de mise en œuvre faisant l'objet d'engagements de la part du MRNF pour le développement des autres produits du PRDTP. Il comprend aussi les actions ou engagements spécifiques de partenaires désireux de s'impliquer dans la mise en œuvre du PRDTP.

6.1 Développement de la villégiature privée et de l'abri sommaire

Le MRNF entend développer la villégiature privée et l'abri sommaire sur le territoire de l'Abitibi-Témiscamingue. Pour ce faire, diverses actions seront requises : elles s'appliqueront aux sites potentiels identifiés dans le scénario de développement (tableau 13).

6.1.1 Actions relatives à la villégiature privée

- ✓ Zonage du couloir riverain : Pour développer la villégiature privée, le MRNF procédera au zonage du couloir riverain de lacs et cours d'eau spécifiques, identifiés avec les membres de la Table régionale de concertation. Le zonage du couloir riverain constitue l'étape d'évaluation du potentiel d'un lac, qui permet:
 - D'identifier et réserver les zones aménageables propices au développement de la villégiature privée, mais également de l'hébergement commercial ou communautaire;
 - D'identifier et de réserver les zones d'accès public potentielles;
 - D'identifier et de réserver les zones présentant divers potentiels pour des activités récréatives de plein air ou culturelles.
 - Préalablement à la visite de terrain, le MRNF contactera la municipalité concernée pour confirmer son intérêt à un éventuel développement du plan d'eau et l'opportunité d'un partenariat avec le Ministère pour l'étude du lac.
- ✓ Évaluation des opportunités de développement : La production d'un rapport de zonage permet au MRNF de consulter les partenaires interpellés par le développement d'un site donné, notamment les municipalités et les MRC. Cette consultation vise à confirmer l'opportunité d'effectuer le développement du site en question (choix du site, accès, modulation du zonage du couloir riverain, échéancier, etc.).

-
- ✓ **Mise en disponibilité des emplacements** : La mise en disponibilité des emplacements s'effectue par la suite selon la procédure habituelle du MRNF, soit :
 - Demande par le MRNF d'un avis de conformité au schéma d'aménagement et de développement de la MRC, en vertu des articles 149 et suivants de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q. A-19.1) ;
 - Publication d'un avis annonçant les nouveaux emplacements. Dans le secteur de développement rapproché, les secteurs de développement de territoires à caractère faunique, ainsi que dans les sites où, de l'avis du MRNF, la pression récréative le justifie, l'attribution des emplacements se fera par un tirage au sort. Dans les autres cas, l'attribution peut se faire au premier requérant.

 - ✓ **Partenariat** : Les municipalités et les MRC ont l'opportunité d'effectuer les études de zonage requises selon les règles fixées dans le Guide de développement de la villégiature sur les terres du domaine public et dans le respect des modalités du PRDTP. Les municipalités et MRC intéressées peuvent signer une entente avec le MRNF, dans laquelle les obligations et engagements des parties seront consignés. Il est également possible d'effectuer une étude conjointe de ces sites, un représentant de la municipalité accompagnant alors celui du Ministère lors de la visite de terrain aux fins de l'application du Règlement sur le traitement et l'évacuation des eaux usées des résidences isolées (L.R.Q. c. Q-2, r.8).

6.1.2 Actions relatives à l'abri sommaire

La mise en disponibilité d'emplacements pour des baux d'abri sommaire ne fait pas l'objet d'une programmation, puisque ce mode d'hébergement est offert au premier requérant. Toutefois, le PRDTP identifie de nouveaux territoires sur lesquels des baux d'abri sommaire pourront être octroyés. Sur certains de ces territoires, l'abri sommaire n'était plus autorisé depuis 1993 : dans ces cas, le MRNF décidera du moment approprié pour effectuer une mise en disponibilité selon des modalités qu'il déterminera.

6.2 Autres activités de mise en œuvre du PRDTP

Ces activités visent la mise en œuvre du PRDTP pour les autres produits identifiés (hébergement commercial et communautaire, activités récréatives de plein air, accès public, etc.). Elles peuvent comprendre les diverses programmations des études de sites pour le développement récréotouristique autre que la villégiature privée et pour l'élaboration de plans de développement spécifiques pour les secteurs de territoire à caractère faunique.

6.2.1 Évaluation des potentiels récréotouristiques

Les membres de la Table régionale de concertation ont identifié divers sites potentiellement intéressants pour le développement récréotouristique, qui devraient faire l'objet d'études d'ici 2011. La liste comprend deux sites majeurs, soit le secteur récréotouristique structurant du mont Kanasuta, colline Cheminis et des collines Kekeko (# 105) et le secteur de territoire faunique structuré de la zec Dumoine (# 501), et quelques secteurs de pôles récréotouristiques

secondaires. L'évaluation du potentiel d'hébergement commercial d'autres sites formés par des lacs, principalement situés en secteur de planification rapproché, peut être également prévue. Lorsque pertinent, les actions particulières envisagées pour ces sites sont indiquées dans le Plan d'action.

6.2.2 Évaluation des secteurs de développement de territoires à caractère faunique

L'évaluation des secteurs de développement des territoires à caractère faunique (étude du potentiel, zonage du couloir riverain, etc.) est tributaire de la formation d'un comité de concertation spécifique pour chacun de ces territoires. Le calendrier de formation de ces comités spécifiques est en fonction des besoins du milieu régional et des initiatives des MRC ou des municipalités. Le plan d'action peut comprendre des actions visant la mise en place de ces comités spécifiques.

6.3 Plan d'action

6.3.1 Soutien au PRDTP et partenariat

Sujets	Territoire visé	Partenaires *	Échéancier
Poursuivre l'identification des UTI présentant les meilleurs potentiels récréotouristiques.	Région	<u>Maîtres d'œuvre</u> ▪ MRNF (Territoire) <u>Collaborateurs</u> ▪ Ministères et organismes	En continu
Consulter les organismes gestionnaires des forêts d'enseignement et de recherche préalablement à l'émission de nouveaux droits sur leur territoire.	▪ FER lac Duparquet ▪ FER de Kinojévis ▪ FER de l'Harricana	<u>Maîtres d'œuvre</u> ▪ MRNF (Territoire) <u>Collaborateurs</u> ▪ FERLD / UQAT ▪ Cegep de l'A.-T. ▪ Commission scolaire Harricana	En continu
Participer aux comités spécifiques de concertation mis en place, s'il y a lieu, pour les territoires à caractère faunique (support, information, discussions, etc.).	# 301 à # 312	<u>Maîtres d'œuvre</u> ▪ MRNF (Territoire) <u>Collaborateurs</u> ▪ MRC concernées ▪ MRNF-Faune Québec ▪ Divers organismes locaux	En continu
Convenir des orientations régionales concernant le traitement applicable aux baux d'abri sommaire existants	Région	<u>Maître d'œuvre</u> ▪ MRNF (Territoire) <u>Collaborateurs</u> ▪ Table régionale de concertation	En continu

Partie 2

Section 1 – Récréotourisme

Sujets	Territoire visé	Partenaires *	Échéancier
Sensibiliser les chasseurs à la portée du droit d'abri sommaire qui leur est octroyé.	Région	<u>Maîtres d'œuvre</u> ▪ MRNF (Territoire) <u>Collaborateurs</u> ▪ Regroupement des locataires du territoire public (RLTP) ▪ Fédération québécoise de la faune de l'Abitibi-Témiscamingue	En continu
Préciser la méthode d'analyse des paysages et définir le processus d'application de celle-ci ¹²² .	Région	<u>Maîtres d'œuvre</u> ▪ MRNF (Territoire) <u>Collaborateurs</u> ▪ Table régionale de concertation	2008
Élaborer un processus d'émission des droits et de suivi des projets « Volet II » avec les MRC.	Région et par territoire de MRC s'il y a lieu	<u>Maîtres d'œuvre</u> ▪ MRNF (Territoire) <u>Collaborateurs</u> ▪ MRC et Ville de Rouyn-Noranda	En continu
Cibler un territoire dans la zec Dumoine en vue de préciser un pôle de développement touristique.	Zec Dumoine (# 501)	<u>Maîtres d'œuvre</u> ▪ MRNF (Territoire) <u>Collaborateurs</u> ▪ Zec Dumoine ▪ MRC de Témiscamingue ▪ Premières nations de Wolf Lake et d'Eagle Village	2010

¹²² Des modalités sont prévues au Règlement sur les normes d'intervention dans les forêts du domaine de l'État (RNI) afin de préserver l'encadrement visuel de certaines unités territoriales. Toutefois, Forêt Québec a récemment introduit une approche qui autorise à fixer, dans une unité d'aménagement forestier (UAF), des objectifs spécifiques de protection et de mise en valeur (dits OPMV). <http://www.mrnfp.gouv.qc.ca/forets/consultation/consultation-objectifs.jsp>. L'un d'eux concerne l'intégration visuelle de la récolte forestière dans le paysage : <http://www.mrnfp.gouv.qc.ca/publications/forets/consultation/strategie-amenagement.pdf>. Pour déterminer les zones sensibles candidates et les modalités spécifiques qui pourront y être appliquées, la stratégie développée s'appuie sur des concepts reconnus et opère avec des moyens permettant des évaluations multicritères quantifiées. Ainsi outillés, des actions cohérentes et rationnelles pourront appuyer l'utilisation polyvalente du milieu forestier et permettre la cohabitation des usages.

Partie 2
Section 1 – Récréotourisme

Sujets	Territoire visé	Partenaires *	Échéancier
Évaluer le potentiel récréotouristique des lacs Robinson et Trudeau pour de l'hébergement commercial.	Lac Robinson Lac Trudeau	<u>Maîtres d'œuvre</u> ▪ MRNF (Territoire) <u>Collaborateurs</u> ▪ MRC de Témiscamingue ▪ Municipalités concernées	2009
Évaluer le potentiel récréotouristique du lac Chambeau.	Lac Chambeau	<u>Maîtres d'œuvre</u> ▪ MRNF (Territoire) <u>Collaborateurs</u> ▪ MRC d'Abitibi ▪ Municipalité concernée	2009
Transmettre au MRNF, secteur du Territoire, les renseignements relatifs aux infrastructures d'hébergement des pourvoies avec droits exclusifs.	#503, #505, #506, #508, #512 à #518	<u>Maîtres d'œuvre</u> ▪ MRNF (Faune-Québec)	En continu
Fournir au MRNF, secteur du Territoire, les portraits suivants: faunique, pourvoies, habitats et sites sensibles, caractérisation des berges, lorsque ces documents sont disponibles.	Région	<u>Maîtres d'œuvre</u> ▪ MRNF (Faune-Québec) <u>Collaborateurs</u> ▪ Canards illimités	En continu

Partie 2

Section 1 – Récréotourisme

Sujets	Territoire visé	Partenaires *	Échéancier
Véhiculer les besoins des zecs, des pourvoiries et leurs autres partenaires.	Région	<u>Maîtres d'œuvre</u> ▪ MRNF (Faune-Québec) <u>Collaborateurs</u> ▪ Zecs ▪ PADES et PSDES ▪ Fondation québécoise de la faune (FQFAT)	En continu
Participer aux comités spécifiques pour les secteurs de territoires à caractère faunique pour de convenir, s'il y a lieu, de modalités particulières pour les activités forestières afin de protéger l'encadrement visuel de certains secteurs sensibles.	# 301 à # 312	<u>Maîtres d'œuvre</u> ▪ MRNF (Forêt-Québec) ¹²³ <u>Collaborateurs</u>	En continu
Examiner la pertinence, en ce qui concerne la récolte forestière, d'appliquer des modalités adaptées particulières, destinées à préserver la qualité de l'encadrement visuel stratégique et particulièrement sensible associé à un projet de développement récréotouristique concret qui exigera une protection additionnelle.	Région	<u>Maîtres d'œuvre</u> ▪ MRNF (Forêt-Québec) ¹²⁴ <u>Collaborateurs</u>	En continu
Fournir annuellement au MRNF (Territoire) le calendrier d'intervention pour les zones archéologiques (but : coordonner s'il y a lieu les études de lacs avec les travaux des archéologues).	Région	<u>Maîtres d'œuvre</u> ▪ Ministère de la Culture et des Communications <u>Collaborateurs</u> ▪ Archéo-08	Annuellement

¹²³ Des modalités sont prévues au Règlement sur les normes d'intervention dans les forêts du domaine de l'État (RNI) afin de préserver l'encadrement visuel de certaines unités territoriales. Toutefois, Forêt Québec a récemment introduit une approche qui autorise à fixer, dans une unité d'aménagement forestier (UAF), des objectifs spécifiques de protection et de mise en valeur (dits OPMV). <http://www.mrnfp.gouv.qc.ca/forets/consultation/consultation-objectifs.jsp>. L'un d'eux concerne l'intégration visuelle de la récolte forestière dans le paysage : <http://www.mrnfp.gouv.qc.ca/publications/forets/consultation/strategie-amenagement.pdf>. Pour déterminer les zones sensibles candidates et les modalités spécifiques qui pourront y être appliquées, la stratégie développée s'appuie sur des concepts reconnus et opère avec des moyens permettant des évaluations multicritères quantifiées. Ainsi outillés, des actions cohérentes et rationnelles pourront appuyer l'utilisation polyvalente du milieu forestier et permettre la cohabitation des usages.

¹²⁴ Ibid.

Partie 2
Section 1 – Récréotourisme

Sujets	Territoire visé	Partenaires *	Échéancier
Fournir annuellement au MRNF une liste à jour des sites et secteurs archéologiques.	Région	<u>Maîtres d'œuvre</u> ▪ Ministère de la Culture et des Communications <u>Collaborateurs</u> ▪ Archéo-08	Annuellement
Fournir des avis sur la compatibilité des activités récréé en regard de la qualité de l'eau.	Rivières et plans d'eau identifiés au point 5.2.8.3	<u>Maîtres d'œuvre</u> ▪ Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs	En continu
Fournir des avis sur la compatibilité des activités récréé en regard de la qualité de l'eau souterraine de certains exkers.	Région	<u>Maîtres d'œuvre</u> ▪ Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs <u>Collaborateurs</u> ▪ Ministères et organismes visés par le processus d'identification d'aires protégées	2008
Consulter le MRNF, secteur Territoire, sur les différents projets de volet II, préalablement à l'accord final au promoteur.	Territoire de la MRC d'Abitibi-Ouest Territoire de la MRC d'Abitibi Territoire de la Ville de Rouyn Noranda Territoire de la MRC Témiscamingue Territoire de la MRC La Vallée-de-l'Or	<u>Maîtres d'œuvre</u> ▪ MRC d'Abitibi-Ouest ▪ MRC d'Abitibi ▪ Ville de Rouyn-Noranda ▪ MRC Témiscamingue ▪ MRC La Vallée-de-l'Or <u>Collaborateurs</u> ▪ MRNF (Territoire)	En continu

Partie 2

Section 1 – Récréotourisme

Sujets	Territoire visé	Partenaires *	Échéancier
Dans le contexte du volet II du Programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier, tenir compte de la mise en œuvre du PRDTP comme un des critères pour prioriser les projets à caractère récréotouristique.	Territoire de la MRC d'Abitibi-Ouest Territoire de la MRC d'Abitibi Territoire de la Ville de Rouyn Noranda Territoire de la MRC Témiscamingue Territoire de la MRC La Vallée-de-l'Or	<u>Maîtres d'œuvre</u> ▪ MRC d'Abitibi-Ouest ▪ MRC d'Abitibi ▪ Ville de Rouyn-Noranda ▪ MRC Témiscamingue ▪ MRC La Vallée-de-l'Or <u>Collaborateurs</u> ▪ MRNF (Territoire)	En continu
S'assurer dans la mesure du possible, que le schéma d'aménagement et de développement, permette la mise en œuvre du PRDTP.	Territoire de la MRC d'Abitibi-Ouest Territoire de la MRC d'Abitibi Territoire de la Ville de Rouyn Noranda Territoire de la MRC Témiscamingue Territoire de la MRC La Vallée-de-l'Or	<u>Maîtres d'œuvre</u> ▪ MRC d'Abitibi-Ouest ▪ MRC d'Abitibi ▪ Ville de Rouyn-Noranda ▪ MRC Témiscamingue ▪ MRC La Vallée-de-l'Or <u>Collaborateurs</u> ▪ MRNF (Territoire)	En continu
Participer aux divers comités de concertation spécifiques mis en place, s'il y a lieu, pour les territoires à caractère faunique.	Territoire de la MRC d'Abitibi-Ouest (# 310) Territoire de la Ville de Rouyn Noranda (# 302, # 308 et # 311) Territoire de la MRC de Témiscamingue (# 301, # 303, # 307 et # 308) Territoire de La Vallée-de-l'Or (# 302, # 304, # 305, # 306 et # 312)	<u>Maîtres d'œuvre</u> ▪ MRC d'Abitibi-Ouest ▪ Ville de Rouyn-Noranda ▪ MRC Témiscamingue ▪ MRC La Vallée-de-l'Or <u>Collaborateurs</u> ▪ MRNF (Territoire) ▪ MRNF (Faune-Québec)	En continu
Élaborer un modèle de caractérisation des bassins versants des lacs de villégiature pour tenir compte des apports de phosphore, comme aide à la décision pour le développement récréotouristique.	Territoire de la Ville de Rouyn-Noranda	<u>Maîtres d'œuvre</u> ▪ Ville de Rouyn-Noranda <u>Collaborateurs</u> ▪ Table de concertation	Modèle d'ici 2008

* Le partenaire indiqué en caractère gras agira à titre de mandataire de l'action.

**Partenaire qui pourra contribuer à la réalisation de l'action. Il ne s'agit pas d'un engagement de la part du partenaire.

Annexes

Annexe 1 : Liste des partenaires du PRDTP

Membres de la Table régionale de concertation

Organisme	Représentant
Ministère de la Culture et des Communications	M. Jean-Jacques Adjizian
MRNF (Territoire)	M. Benoit Villeneuve
MRNF (Forêt-Québec)	M. Paul Gilbert
MRNF (Faune-Québec)	M. Alain Fort
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs	M. Benoit Larouche
MRC d'Abitibi Ouest	M. Ian Cameron
MRC d'Abitibi	M. Normand Grenier
MRC de Témiscamingue	M. Daniel Dufault
Ville de Rouyn Noranda	M ^{me} Violaine Lafortune
MRC de La Vallée de l'Or	M. Sylvain Létourneau

Partenaires de consultation (organismes régionaux)

Organisme
Association des trappeurs de l'Abitibi-Témiscamingue
Association des Trappeurs du Témiscamingue Inc.
Association régionale des pourvoires de l'Abitibi-Témiscamingue (ARPAT)
Association touristique régionale de l'Abitibi-Témiscamingue (ATRAT)
CLD d'Abitibi
CLD d'Abitibi-Ouest
CLD de La Vallée-de-l'Or
CLD de Rouyn-Noranda
Communautés autochtones
✓ Conseil de bande Abitibiwinni
✓ Conseil de bande de Kitcisakik
✓ Conseil de bande de Témiscaming
✓ Conseil de bande de Wolf Lake
✓ Conseil de la nation Anishnabe du Lac Simon
✓ Première nation Eagle
✓ Première nation de Longue Pointe
Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue (CRÉAT)
Fédération des clubs de motoneige du Québec
Fédération québécoise de la faune (Abitibi-Témiscamingue)
Fédération québécoise des clubs quad
Hydro-Québec (Direction régionale de La Grande Rivière)
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille
Ministère des Affaires municipales et des Régions

Annexe 2 : Notion de gestion par résultats



TABLE DES MATIÈRES

1	INTRODUCTION	7
2	DÉFINITIONS	7
2.1	Notions liées à l'aménagement du territoire	7
	2.1.1 Accessibilité au territoire public	7
	2.1.2 Biodiversité	7
	2.1.3 Développement durable	7
	2.1.4 Ensembles patrimoniaux	7
	2.1.5 Hébergement commercial sur le territoire public :	7
	2.1.6 Mode d'occupation :	8
	2.1.7 Sentiers récréatifs	8
	2.1.8 Sentiers récréatifs structurés	8
	2.1.9 Variété de l'offre :	8
	2.1.10 Villégiature privée :	8
2.2	Notions liées à la gestion par résultats	8
	2.2.1 Gestion par résultats	8
	2.2.2 Résultat	9
	2.2.3 Modèle logique	9
	2.2.4 Enjeu	10
	2.2.5 Caractéristique	11
	2.2.6 Indicateur	11
	EXPLICATION DE LA DÉMARCHE DE TRAVAIL	11
2.3	Séquence des enjeux	11
2.4	Le développement durable	12

INTRODUCTION

En 1999, le gouvernement québécois a adopté la Loi sur l'administration publique, qui a confirmé l'implantation d'un nouveau cadre de gestion axé sur l'atteinte des résultats. La gestion par résultats est une approche qui permet aux administrateurs publics de rendre des comptes à la population sur les services qui lui sont rendus et les bénéfices qu'elle en retire.

Afin de répondre aux exigences de cette approche, le MRNFP a réalisé le volet récréotouristique des PRDTP sous l'angle de la gestion par résultats. Or, la méthodologie choisie s'appuie sur la notion d'enjeux. La présente section précise le contenu national de base qui encadre l'élaboration des résultats attendus nationaux (enjeux) et par conséquent, les orientations de développement (concept) et les choix régionaux (scénarios) qui mènent à une meilleure utilisation du territoire public. Elle vise aussi à établir une grille de caractéristiques mesurables qui permettront de bâtir des indicateurs nationaux, lesquels serviront de base pour la démarche régionale.

DÉFINITIONS

Notions liées à l'aménagement du territoire

Accessibilité au territoire public

Le fait pour une population d'avoir un accès au territoire pour des fins récréotouristiques.

Biodiversité

« Variabilité des organismes vivants de toute origine y compris, entre autres, les écosystèmes terrestres, marins et autres écosystèmes aquatiques et les complexes écologiques dont ils font partie; cela comprend la diversité au sein des espèces et entre espèces ainsi que celle des écosystèmes. » (source : <http://www.agora21.org/> - Site francophone officiel du développement durable).

Développement durable

« Développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. » (source : <http://www.agora21.org/> - Site francophone officiel du développement durable).

Ensembles patrimoniaux

Tout territoire offrant un intérêt esthétique, écologique, historique ou culturel.

Hébergement commercial sur le territoire public :

L'hébergement commercial est le fait pour des personnes de séjourner, sur le territoire public du Québec, moyennant rétribution dans un lieu de villégiature exploité par une entreprise commerciale qui offre des services d'hébergement. Il comprend également le séjour dans un lieu de villégiature exploité dans le but d'offrir au public ou à une catégorie de personnes des

services d'hébergement gratuits ou à un prix déterminé en ne considérant que les frais d'exploitation et d'entretien.

Mode d'occupation :

Il s'agit des différentes formes de la villégiature sur le territoire public se rapportant à l'ampleur et à la densité du développement soit la villégiature dispersée ou la villégiature regroupée. La villégiature dispersée correspond à des emplacements de villégiature ou des terrains sont isolés ou forment de petits groupes de moins de 5 terrains. La villégiature regroupée correspond à un regroupement d'au moins 5 terrains avec une densité minimale de 1,25 terrain à l'hectare.

Sentiers récréatifs

Sentier récréatif à utilisation unique ou partagée, qui sillonne le territoire public et dont le MRNFP a émis un droit d'utilisation.

Sentiers récréatifs structurés

Sentiers récréatifs qui ont fait l'objet d'une classification selon leur degré d'utilisation et leur importance au niveau local, régional ou national et dont le MRNFP accordera une priorité en vue de leur consolidation.

Variété de l'offre :

La variété de l'offre correspond aux différentes occasions qui sont offertes aux villégiateurs pour pratiquer des activités récréatives, ex. canoë, traîneau à chien, voile, utilisation des différents types de sentiers, etc.

Villégiature privée :

La villégiature privée est le fait, pour une personne ou un groupe de personnes, de séjourner dans un lieu de villégiature où cette personne ou ce groupe de personnes détient un droit exclusif d'occupation. Ce droit peut être établi dans un titre de propriété, ou pour les terres du domaine de l'État, dans un bail ou un permis de séjour temporaire accordé par le ministère des Ressources naturelles.

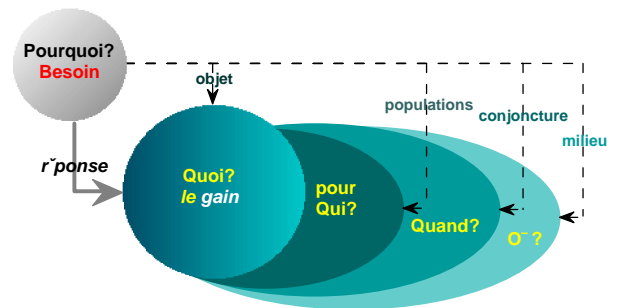
Notions reliées à la gestion par résultats

Gestion par résultats

« **Gérer par résultats** » consiste, pour les gestionnaires, à prendre en considération la valeur des résultats obtenus et à rendre des compte à la population relativement aux services qui lui sont rendus et aux bénéfices qu'elle en retire.

Résultat

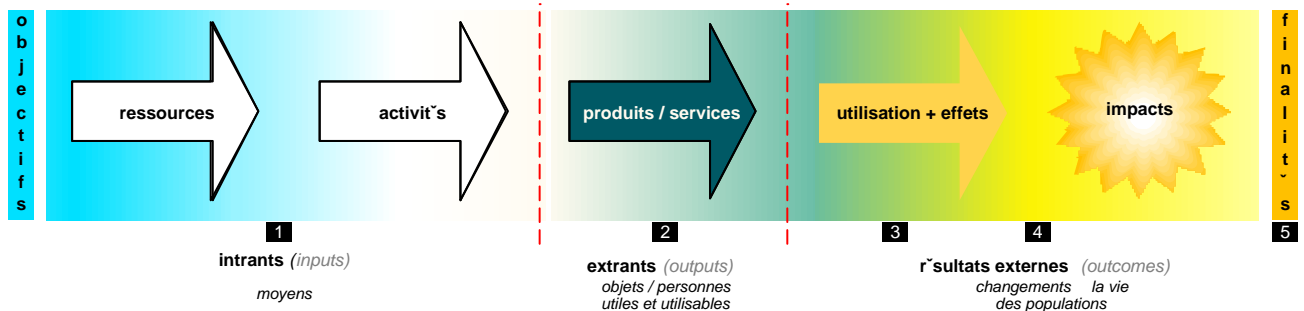
Un résultat se définit par rapport à un besoin (pourquoi ?). Il porte sur un « objet » (quoi ?), il vise des « personnes » (Qui?¹²⁵), il doit devenir réel à un certain « moment » (quand?) et survenir dans une « milieu » délimité (où?). C'est dans ce but qu'un gestionnaire met des ressources en œuvre¹²⁶. Le diagramme qui suit illustre les cinq dimensions dont il faut tenir compte.



Modèle logique

On se sert habituellement du **modèle logique** comme outil de base pour établir les liens de causes à effets entre les divers niveaux de résultats.

Le niveau de résultats # 1 se rapporte à la mise en œuvre, aux façons de faire, à l'agencement des activités et des moyens pour la conduite des opérations et la production. C'est là où la notion de performance¹²⁷ prend son sens principal. Les gestes posés doivent allier de manière optimale les ressources et les activités. Les questions simples qui se posent à ce niveau sont: « Fait-on les choses de manière optimale? »; « Les fait-on au meilleur coût ? »; « Obtient-on le maximum dont on est capable? ». Principe de gestion appliqué: **Efficience** (rendement, productivité).



Le niveau de résultats # 2 se rapporte à la livraison des **produits** et la prestation des **services**. Ceux-ci sont des apports « utiles » (« outils ») aux clients et donc « utilisables » par ceux-ci. Un produit est « *un objet ou un bien utile et utilisable par une personne* » tandis qu'un service est « *l'aide d'une personne à une autre personne* ». Le produit est « matériel » tandis que le service¹²⁸ est « immatériel ». À ce niveau se pose une question à deux volets: « Est-ce que les

¹²⁵ Il convient de différencier le « qui bénéficie du résultat », donc « **pour qui** » on vise le résultat, du « qui réalise les activités », donc le « par qui » les choses sont faites, le dernier « qui » étant de l'ordre des moyens.

¹²⁶ Puisqu'il est la résultante de la mise en œuvre de ressources, l'expression du résultat exclut le « comment », c'est-à-dire toute référence aux moyens mis en œuvre pour l'obtenir, dont aux activités.

¹²⁷ La notion économique de « performance » recouvre essentiellement celles du rendement et de la productivité.

¹²⁸ À noter qu'un service est toujours tributaire de l'existence d'un produit et ne peut exister par lui-même; le service est un complément à l'utilisation d'un produit, d'où le fait que l'expression « produits et services » ne peut être inversée.

produits fournis et les services rendus sont **utiles** et de **qualité** suffisante pour répondre aux besoins des clients ? ». Principes de gestion appliqués : La **qualité**¹²⁹ et l'**utilité** et de la production.

Le niveau de résultats # 3 se rapporte à l'utilisation « effective » des produits et des services. Il s'agit du niveau où l'on rejoint l'effet escompté, à savoir l'usage qui justifie la production des produits et la prestation des services. Il s'exprime en termes des effets obtenus par les clients utilisateurs de ces produits et de ces services. C'est à ce niveau que le principe de l'« **efficacité** » (« *qui est effectivement fait* ») prend son sens pour les clients. À noter que le simple fait de rendre disponible un produit ou un service n'est pas un gage d'efficacité. L'efficacité réelle prend son sens uniquement lorsque le produit et, le cas échéant, le service servent au client. Principe de gestion appliqué : l'**efficacité**.

Le niveau de résultats # 4 se rapporte aux **impacts**, soit les changements qui touchent les populations (citoyens) et qui lui permettent de se rapprocher des fins qu'elles poursuivent. C'est à ce niveau que la **pertinence réelle**¹³⁰ prend son sens.

Le niveau de résultats # 5 se rapporte aux **finalités**, soit l'ensemble de l'état final vers lequel on tend en vertu de la vision qui a été retenue, en l'occurrence celle du développement durable.

Enjeu

L'enjeu c'est, au centre de la formulation d'un résultat, « **le gain qu'on espère obtenir en risquant d'agir ou ce qu'on risque de perdre en n'agissant pas** ». Le **gain** est l'expression positive d'un enjeu. Il permet de satisfaire le besoin, de changer la situation de vie des populations. Question : « Quels gains permettraient de combler le besoin (le manque) ? ».

¹²⁹ C'est aux niveaux ❶ et ❷ que s'appliquent les principes de la gestion de la qualité totale (de l'anglais TQM) énoncés par Edward Deming (v. <http://www.deming.org/>).

¹³⁰ Par opposition à la *pertinence hypothétique* exprimée à l'étape de la planification, lors de l'analyse des besoins.

Caractéristique

Une **caractéristique** (attribut, indice, marque, particularité, propriété, repère, signe, trait, etc.) permet l'évaluation des résultats. Exemple :

...pour Qui ?	Quoi ?	Quand ?	Où ?
Les touristes utilisent	...25 % de plus de kilomètres de sentiers récréotouristiques sécuritaires	...à partir d'avril 2004	dans la région X

Exemples de caractéristiques :

Type de touristes visés	Nombre de Km	Disponibilité à une date donnée	Localisation particulière
Activités ciblées	Balisage		Intérêt particulier de l'accessibilité
	Degré de difficulté		

Indicateur

Un **indicateur** est une **caractéristique clé dont on peut observer la variation dans le temps**. Les caractéristiques sont donc la matière première essentielle pour produire des indicateurs. Un indicateur fait ce que le mot dit : il « indique » l'état d'une situation, sans fournir d'explications sur les raisons de cet état.

La mesure d'un indicateur s'exprime par la comparaison d'une caractéristique qui a varié une caractéristique de base qu'on s'attend idéalement de retrouver comme constante de référence. Pour apprécier le sens de l'information fournie par un indicateur, soit positivement, soit négativement, il faut référer à une « norme » ou à un « indice » (« benchmark ») de référence. Par exemple :

Objet	Caractéristique qui rend compte de l'utilité	Mesure
-------	--	--------

Sentier pédestre	Fréquentation	$\frac{\text{Fréquentation réelle}}{\text{Moyenne de fréquentation pour des sentiers de même type ailleurs}}$
------------------	---------------	---

EXPLICATION DE LA DÉMARCHE DE TRAVAIL

Séquence des enjeux

La grille de travail classe les enjeux en quatre types : **Produits**, **effets** de l'utilisation des produits, **impacts** et **finalités**.

Ces types d'enjeux sont placés en séquence logique.

Des caractéristiques mesurables sont proposées pour chaque produit et chaque effet.

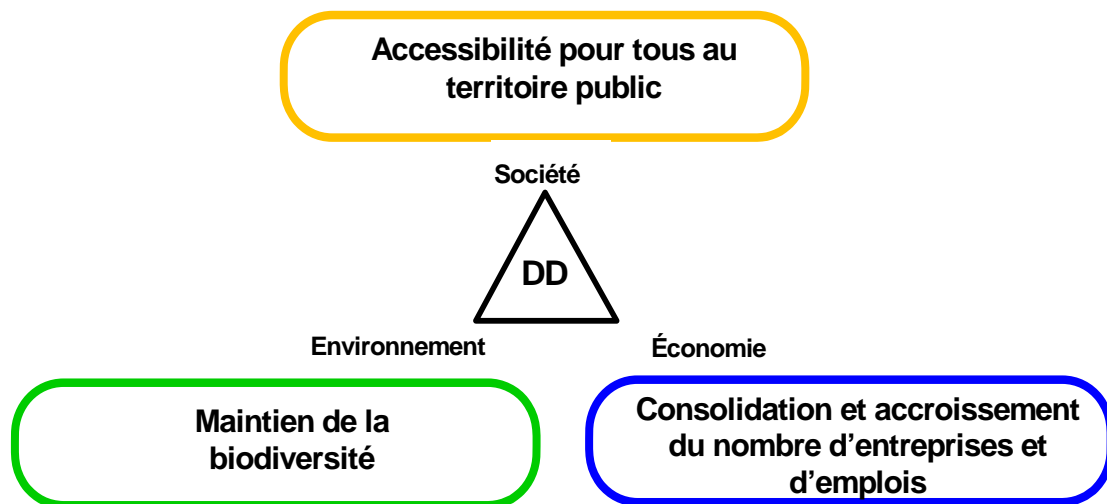
Le développement durable

Les enjeux nationaux se définissent dans l'optique des trois dimensions du développement durable, qui sont l'environnement, l'économie et le social. Or pour chacune de ces dimensions, le MRNFP, secteur du Territoire et des Parcs, a déterminé une finalité recherchée. Les finalités ciblées sont :

Maintien de la biodiversité (environnement)
Consolidation et accroissement du nombre d'entreprises et d'emplois (économique)
Accessibilité pour tous au territoire public (social)

L'atteinte de ces trois finalités doit être fait dans un esprit d'équilibre et d'harmonisation entre elles, afin de répondre aux besoins récréatifs du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs.

Figure 1 : La représentation des finalités dans le développement durable



Acronymes

ATR	Association touristique régionale
BDTA	Base de données topographiques et administratives
BDTQ	Base de données topographiques du Québec
BGR	Base géographique régionale
CAAF	Contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier
CGT	Convention de gestion territoriale
CLD	Centre local de développement
CRD	Conseil régional de développement
CREDD	Conseil régional de l'environnement et du développement durable
EDIT	Système d'enregistrement des droits d'intervention et de la tenure
FCMQ	Fédération des clubs de motoneigistes du Québec
FQCQ	Fédération québécoise des clubs quad
GDF	Système de gestion des droits fonciers
Ha	Hectare
MAMR	Ministère des Affaires municipales et des Régions
MCC	Ministère de la Culture et des Communications
MDEIE	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
MDDEP	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
MRC	Municipalité régionale de comté
MRN	Ministère des Ressources naturelles
MRNF	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
MRNFP	Ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs
PADE	Pourvoirie avec droits exclusifs
PATP	Plan d'affectation du territoire public
PDAR	Plan de développement d'activités récréatives
PDRRF	Plan de développement régional associé aux ressources fauniques
PGAF	Plan général d'aménagement forestier

Acronymes (suite)

PRDTP	Plan régional de développement du territoire public
PRDV	Plan régional de développement de la villégiature
PSDE	Pourvoirie sans droits exclusifs
RDE	Registre du domaine de l'État
RRGZ	Regroupement régional des gestionnaires des zecs
SAAQ	Société d'assurance automobile du Québec
SADC	Société d'aide au développement des collectivités
SDA	Système sur les découpages administratifs
SEPAQ	Société des établissements de plein air du Québec
SIGT	Système d'information et de gestion du territoire public
SOPFEU	Société de protection des forêts contre le feu
STAQ	Société touristique des Autochtones du Québec
STIM	Système de tenure intégrée au morcellement
TNO	Territoire non organisé
UTI	Unité territoriale d'intérêt
ZEC	Zone d'exploitation contrôlée

Lexique des termes utilisés en planification territoriale

Terme	Définition	Remarques
Analyse territoriale	Analyse spatiale des dimensions économiques, sociales et environnementales d'un territoire à l'étude, traduite en un portrait agrégé mais documenté, à considérer dans les choix ultérieurs d'aménagement et de développement régional.	L'expression, plus concrète, de portrait territorial remplace celle d'analyse territoriale.
BGR	La Base géographique régionale (BGR) est une base de données conçue pour répondre spécifiquement aux besoins d'une direction régionale de la gestion du territoire public du ministère des Ressources naturelles et de la Faune. La BGR constitue la base de données du SIGT.	La structure et la nature des données de la BGR ont été améliorées depuis 1995. La BGR appartient au SIGT.
Concept régional de développement	Orientations régionales de développement du territoire public pour une section donnée du PRDTP, qui prend en compte le portrait et le constat territorial thématique; il intègre les orientations nationales et obligatoires lorsqu'elles existent.	L'expression concept régional appartient au PRDTP.
Constat territorial thématique	Il est réalisé pour une section du PRDTP. Il établit un diagnostic de la situation actuelle et en précise les potentiels.	L'expression constat territorial appartient au PRDTP.
EDIT	Système d'enregistrement des droits d'intervention et de la tenure sur les entités territoriales du domaine public.	EDIT est en cours de développement. Il se traduira par le Registre du domaine de l'État (RDE).
GDF	Système de gestion des droits fonciers du MRNF sur le territoire public.	
PATP	Les plans d'affectation du territoire public déterminent la vocation des unités territoriales en ce qui a trait à la mise en valeur et à la conservation des terres et des ressources, en fonction des objectifs et des orientations du gouvernement.	

Lexique des termes utilisés en planification territoriale (suite)

Terme	Définition	Remarques
Profil	<p>Profil est un des modules du SIGT. Il permet la production et la consultation de l'information par thèmes, domaines, critères et indicateurs.</p> <p>Les données brutes sont conservées chez les producteurs.</p> <p>L'information de synthèse est versée dans la base de données du SIGT.</p> <p>Profil utilise une interface Internet.</p>	<p>Profil est un outil.</p> <p>Le prototype de Profil est en cours de développement.</p> <p>Le terme Profil appartient au SIGT.</p>
Portrait territorial	<p>Analyse spatiale des dimensions économiques, sociales et environnementales d'un territoire à l'étude, traduite en un portrait agrégé mais documenté, à considérer dans les choix ultérieurs d'aménagement et de développement régional.</p> <p>Le portrait territorial sera versé à la base de données du SIGT.</p>	<p>Le portrait représente la base commune de tous les dossiers de gestion intégrée du territoire.</p> <p>De plus, il est un outil de gestion de la connaissance.</p>
PRDTP	<p>Plan régional de développement du territoire public. Le PRDTP détermine, de concert avec les partenaires gouvernementaux et régionaux, où, quand et comment il est possible d'émettre des droits fonciers sur les terres du domaine de l'État.</p>	<p>Un guide de réalisation du PRDTP et un modèle de rapport délimitent et précisent la démarche à suivre.</p>
Scénario	<p>Type d'intervention dans une section donnée du PRDTP qui peut s'appliquer à un ou des secteurs du territoire régional.</p>	<p>Ce terme appartient au PRDTP.</p>
Secteur	<p>Territoire délimité qui fait l'objet d'un scénario.</p>	<p>Ce terme appartient au PRDTP.</p>

Lexique des termes utilisés en planification territoriale (suite)

Terme	Définition	Remarques
Section	<p>Dans le PRDTP, l'ensemble des sections correspond aux grands champs d'activités où des interventions (émission de droits) sur le territoire public sont possibles ou envisageables.</p> <p>Le PRDTP étant un processus continu, les sections sont traitées et revisitées par ordre de priorité, la première étant le récréotourisme.</p>	<p>Le PRDTP comprend cinq sections : récréotourisme, industrie, commerce et autres, utilité publique ou communautaire, territoire particulier d'intervention, préservation et protection.</p>
SIGT	<p>Système d'information et de gestion du territoire public du MRNF. Ce système se compose de différents modules qui permettent de gérer, de traiter et de diffuser l'ensemble des couches d'information géographique de référence et de connaissance qui composent la BGR.</p>	<p>Le système a été développé et implanté en juin 2002.</p> <p>Le SIGT facilitera la mise à jour du portrait territorial et des PRDTP.</p>
Site	<p>Unité territoriale fine se trouvant à l'intérieur d'un secteur qui fait l'objet d'un scénario d'intervention dans une section donnée.</p>	<p>Ce terme appartient au PRDTP.</p> <p>Ex. : un lac, dans un secteur qui fait l'objet d'une intention de développement de pourvoies.</p>
Sujet	<p>Aspect donné d'un volet.</p>	<p>Cette expression appartient au PRDTP.</p> <p>Ex. : villégiature privée est un sujet du volet hébergement dans la section récréotourisme.</p>

Lexique des termes utilisés en planification territoriale (suite)

Terme	Définition	Remarques
Territoire de gestion	<p>Le territoire de gestion est un des intrants qui peut être pris en compte lors de l'élaboration du concept régional pour la section récréotourisme du PRDTP. Néanmoins, étant donné que les critères sur lesquels il s'appuie recourent ceux utilisés pour produire le portrait et le constat territoriaux, son utilisation peut être perçue comme redondante à cette étape du processus du PRDTP.</p> <p>Par contre, une fois parvenu à l'étape de l'élaboration des scénarios de développement récréotouristique pour des secteurs et des sites dans lesquels le développement de la villégiature représente une dominante ou une composante importante, on peut s'appuyer sur le territoire de gestion pour affiner le découpage et développer le plan d'action. Cela permet d'assurer un arrimage adéquat avec les orientations ministérielles pour le développement de la villégiature.</p>	Cette expression appartient au guide de développement de la villégiature. Elle est héritée des PRDV.
Volet	Chaque section est composée de sujets à considérer. Dans le cas du récréotourisme, ces sujets sont regroupés en volets. Les volets ne sont pas mutuellement exclusifs. Il convient de les analyser de façon à tenir compte des interdépendances et des effets cumulatifs.	La section récréotourisme comprend trois volets : hébergement, activités récréatives de plein air, activités culturelles.
Zone(s) homogène(s)	<p>Portions de territoire qui présentent, à l'échelle régionale, les mêmes caractéristiques, enjeux et préoccupations au regard du développement régional durable.</p> <p>Le polygone qui définit la zone homogène et la documentation associée sera versé à la base de données du SIGT.</p>	Cette expression appartient au portrait et au constat territoriaux.

Lexique

Abri sommaire : bâtiment d'un seul étage dépourvu de fondations permanentes, sans eau courante ni électricité, et dont la superficie de plancher n'excède pas 20 mètres carrés.

Activité récréotouristique : Le récréotourisme est l'ensemble des activités liées au loisir et au tourisme de plein air. Ce domaine regroupe des activités récréatives axées sur la découverte des milieux naturels, la pratique d'activités sportives diverses et comprenant des activités de nature culturelle, mais pratiquées en milieu naturel. Est exclue toute forme d'hébergement privé, commercial et communautaire.

Aire sensible pour le caribou forestier : territoire identifié par Faune Québec pour la protection du caribou forestier. Ce territoire peut comprendre le ravage, les blocs de protection et les blocs de remplacement.

Allopatrique : présence d'une seule espèce de poisson dans un plan d'eau (sans espèce compétitrice).

Camp : habitation à caractère rustique aménagée sommairement.

Camping aménagé : terrain aménagé en vue du séjour des campeurs, qui peut recevoir des équipements de type tente, véhicule de camping et caravane et qui dispose de toutes les installations habituelles (emplacement délimité, espace de pique-nique, aire de feu, eau, égout, bloc sanitaire, etc.).

Camping rustique : espace nettoyé, dégagé, destiné à l'hébergement avec tente et assurant un confort sommaire. La qualité et la quantité des services offerts sont réduits : espace à pique-nique, toilette sèche.

Camping saisonnier : camping de séjour fixe qui se déroule pendant une période de plus de 30 jours ou pendant une saison, ou une partie de l'année.

Camping sauvage : espace de camping nettoyé et dégagé, sans aucun autre service que la toilette.

Chalet : maison de campagne généralement située près d'un lac, d'une rivière ou d'une montagne et utilisée pendant les vacances.

Convention de gestion territoriale : convention par laquelle des pouvoirs et des responsabilités d'un ou de plusieurs ministères en matière de gestion et de mise en valeur des terres et de certaines de leurs ressources sont déléguées à une MRC ou à une ville.

Court séjour : occupation d'un emplacement pendant une période continue de moins de 30 jours.

Écotourisme : toutes formes de tourisme axées sur la nature où la motivation principale des touristes est la découverte et l'observation ainsi que l'apprentissage des cultures traditionnelles existantes dans les espaces naturels. Il comporte une expérience d'interprétation et/ou d'étude. En général, mais pas exclusivement, il est organisé pour des voyageurs indépendants et de petits groupes, par de petites entreprises spécialisées. Il réduit au minimum les effets négatifs sur l'environnement naturel et socioculturel.

Enjeu : un gain ou une perte que l'on risque d'obtenir en agissant ou en n'agissant pas; cette notion est très utile pour permettre aux divers interlocuteurs du milieu de préciser les attentes à l'origine de la mise en œuvre d'un programme.

Entente MRN—Société de la faune et des parcs du Québec : entente administrative relative au développement de la villégiature riveraine sur le territoire public (février 2001).

Excursionniste : personne ayant réalisé un voyage aller retour au domicile dans la même journée sans utilisation d'hébergement commercial ou privé.

Guide de développement de la villégiature sur les terres du domaine public : outil de mise en œuvre de l'Approche gouvernementale de développement de la villégiature sur les terres publiques du Québec présentée par le MRN en 1991.

Motoquad : véhicule tout-terrain motorisé muni de quatre roues, d'un guidon et d'une selle.

MRC : municipalité régionale de comté. Territoire regroupant des municipalités et, dans certains cas, des territoires non organisés, sur lequel s'exerce une autorité fixée par la loi d'application générale.

Potentiel de développement : nombre théorique d'emplacements de villégiature privée pouvant être développés, sur un horizon de 10 ans, en fonction des caractéristiques biophysiques, des mesures de protection faunique, des conditions actuelles d'accès et de la demande.

Pouvoirie avec droits exclusifs : entreprise qui détient l'exclusivité de l'exploitation des activités de chasse, de pêche ou de piégeage sur une partie de territoire du domaine de l'État décrétée par le gouvernement.

Pouvoirie sans droits exclusifs : entreprise qui offre des services spécifiques aux chasseurs et aux pêcheurs sans toutefois leur offrir l'exclusivité de chasse, de pêche ou de piégeage sur un territoire donné.

Refuge : bâtiment situé le long d'un itinéraire de grande randonnée qui sert à l'hébergement d'un groupe de randonneurs pour la nuit.

Riverain : emplacement situé à moins de 300 mètres d'un lac ou à moins de 100 mètres d'une rivière.

Sentier polyvalent : sentier aménagé convenant à plusieurs types d'usagers et permettant la pratique de différentes activités mais à des périodes distinctes (été/hiver).

Tenure : terme employé pour désigner si une partie de territoire est ou n'est pas concédée (ex. privé, public).

Territoire à caractère faunique : territoire reconnu régionalement par le MRNF (Direction régionale de la gestion du territoire public et de Faune Québec) pour lequel des modalités fauniques plus particulières doivent être prévues en termes de développement de la villégiature riveraine.

Territoire libre : territoire non affecté par des droits fauniques tels que zec, pourvoirie, réserve faunique.

Territoire structuré : territoire ayant une définition légale et dont l'accès est généralement contrôlé.

Tourisme d'aventure : activité de loisir de plein air qui, en général, se déroule dans un milieu inhabituel, exotique, éloigné ou sauvage, suppose un mode quelconque de transport non conventionnel et tend à demander un effort physique plus ou moins prononcé.

Touriste : personne dont le séjour a duré plus de 24 heures à l'extérieur du domicile (une nuit ou plus) et qui a utilisé de l'hébergement commercial ou privé.

Villégiature : tout séjour effectué à des fins de récréation ou de plaisance hors de son lieu de résidence habituel et le plus souvent en milieu rural ou forestier.

Villégiature dispersée : toute forme d'occupation du territoire public à des fins de villégiature privée où les terrains occupés par une unité d'habitation sont isolés ou forment de petits groupes de moins de cinq terrains.

Villégiature privée : le fait, pour une personne ou un groupe de personnes, de séjourner dans un lieu de villégiature où cette personne ou ce groupe de personnes détient un droit exclusif d'occupation. Ce droit peut être établi dans un titre de propriété ou, pour les terres du domaine de l'État, dans un bail accordé par le ministère des Ressources naturelles et de la Faune.

Villégiature regroupée : toute forme d'occupation du territoire public à des fins de villégiature privée regroupant au moins cinq terrains avec une densité nette d'au moins 1,25 terrain à l'hectare, soit l'équivalent d'un terrain au 0,8 hectare.

ZEC : zone d'exploitation contrôlée. Territoire dont la gestion faunique est confiée à une association à but non lucratif, par le biais d'un protocole d'entente avec le gouvernement. Le concept des zecs repose sur quatre principes : conservation de la faune, accessibilité à la ressource faunique, participation des usagers et autofinancement des opérations.

Bibliographie

- BELLEROSE, Pierre. *Le libre-échange et le champ récréotouristique*, CET, juin 1988.
- CONSEIL RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE, *Tourisme actuel, dans l'Observatoire, Rouyn Noranda*, avril 2001
- CONVENTION DE LA BAIE-JAMES ET DU NORD QUÉBÉCOIS conclue le 11 novembre 1975.
- CORBEIL, GESTION J. P. / ADEC. *Analyse des impacts économiques de l'industrie touristique en Abitibi-Témiscamingue*, janvier 2004, mandaté par l'Association touristique régionale. Résultats présentés lors du colloque de l'industrie touristique, Centre des congrès, Rouyn-Noranda, 15 janvier 2004.
- DEVAMCO, *Développement du produit touristique de la motoneige en Abitibi-Témiscamingue*, Rouyn-Noranda, septembre 1999, 95 p.
- FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DE LA MARCHE, *Guide de réalisation d'un sentier pédestre en milieu naturel*, 158 pages.
- FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DU CANOT ET DU KAYAK, *Guide des parcours canotables du Québec*, tome 1 et 2, Édition Broquet Inc, Ottawa 1999.
- FONDATION DE LA FAUNE DU QUÉBEC, *Guide d'aménagement et d'entretien des sentiers de quad; en toute sécurité et dans le respect de la faune et de l'environnement*, Québec, 2003. 126 pages.
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *Bulletin statistique régional*, décembre 2004.
- L'OBSERVATOIRE, *Fenêtre sur la région*, Rouyn-Noranda, Abitibi-Témiscamingue, 2005.
- LA PAIX DES BRAVES, *Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec* conclue le 7 février 2002
- MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION, *Portrait bioalimentaire régional de l'Abitibi-Témiscamingue*, [en ligne] 2001.
- MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT DU QUÉBEC, *Captage des eaux souterraines et traitement des eaux usées des résidences isolées*, Direction générale des politiques environnementales en matière d'eau et d'activités agricoles et municipales, Québec, mai 2003.
- MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, *Répertoire des aires protégées au Québec*, mise à jour juin 2004.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE, *Sommaire des rôles d'évaluation municipale*, 2003.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, DU SPORT ET DU LOISIR, *Répertoire des municipalités du Québec*, 2004.

MINISTÈRE DES LOISIRS DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE, *Plan de développement et de consolidation de la pourvoirie à l'est de Senneterre, Rouyn-Noranda*, Direction régionale de l'Abitibi-Témiscamingue, 1993.

MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES, *Bilan du Plan régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue (PRDV)*, Rouyn Noranda, mai 2001, 25 p.

MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES, *Approximation des superficies du territoire québécois*, Direction générale de l'information géographique, novembre 2002.

MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES, DE LA FAUNE ET DES PARCS, *Répertoire des bénéficiaires de CAAF's*, Direction de la gestion des stocks forestiers, Québec, septembre 2004.

MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES, DE LA FAUNE ET DES PARCS, *Système de gestion des droits fonciers*, Direction générale de la gestion du territoire public, compilation interne, juillet 2004.

MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES, DE LA FAUNE ET DES PARCS, *Données du système GDF*, Direction générale de la gestion du territoire public, compilation interne, juillet 2004.

MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES, DE LA FAUNE ET DES PARCS, *Système de Base géographique régionale*, Direction régionale de l'Abitibi-Témiscamingue, compilation interne, septembre 2004.

MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES, DE LA FAUNE ET DES PARCS, secteur des Mines, *Données du système GESTIM*, mars 2004.

MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES, *Stratégie de développement économique du secteur du territoire – volet développement du territoire public*, Service du développement et de l'intégrité du territoire, Québec, octobre 2001.

MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES, DE LA FAUNE ET DES PARCS, *Une introduction au cadre forestier québécois*, (présentation PowerPoint), octobre 2003.

MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES, *Guide de développement de la villégiature sur les terres du domaine public, Québec*, élaboré en 1993 et révisé en 2001.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL ET DE LA RECHERCHE, *Portrait régional de l'Abitibi-Témiscamingue*, Site Internet

<http://www.mderr.gouv.qc.ca/mder/web/portail/developpementRegional>, novembre 2004.

MINISTÈRE DU LOISIR, DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE, *Plan de développement et de consolidation de la pourvoirie à l'est de Senneterre*, juin 1993.

MIRON, Fernand, et autres, *Abitibi-Témiscamingue de l'emprise des glaces à un foisonnement d'eau et de vie (10 000 ans d'histoire)*, Québec, Les éditions MultiMonde, 2000.

RESSOURCES NATURELLES CANADA (Commission géologique du Canada), *Les cartes de formations en surface de l'Abitibi* (CD-ROM), Ottawa, 2003.

SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC, Service des études et des stratégies en sécurité routière, Novembre 2004.

SOCIÉTÉ DE LA FAUNE ET DES PARCS DU QUÉBEC, *Les pêcheurs et les chasseurs québécois, des espèces menacées*. Présentation PowerPoint, 2003.

SOCIÉTÉ DE LA FAUNE ET DES PARCS DU QUÉBEC, *Plan de développement régional associé aux ressources fauniques de l'Abitibi-Témiscamingue*, Direction de l'aménagement de la faune, Rouyn Noranda, avril 2002, 197 pages.

SOCIÉTÉ DE LA FAUNE ET DES PARCS, Secrétariat général, *L'importance des activités récréatives liées à la faune et à la nature au sein de la population des différentes régions du Québec en 2000*. Québec, novembre 2003.

TOURISME QUÉBEC, *Le tourisme au Québec : bilan 2002 et résultats préliminaires 2003*. Québec, octobre 2003.

TOURISME ABITIBI-TÉMISCAMINGUE, *Le tourisme, une richesse d'avenir*, Colloque de l'industrie touristique, Centre des Congrès de Rouyn-Noranda, 15 janvier 2004.

TOURISME ABITIBI-TÉMISCAMINGUE, *Plan stratégique de développement et de marketing*, rapport final, Rouyn-Noranda, juin 2000

TOURISME ABITIBI-TÉMISCAMINGUE, *Rapport annuel 2003 2004*, Rouyn-Noranda, 2e trimestre 2004.

TOURISME QUÉBEC, *Le tourisme au Québec en bref, 2003*, Québec, Septembre 2004.

TOURISME QUÉBEC, *Le tourisme au Québec, Bilan 2003 et perspectives 2004*, Octobre 2004.

TOURISME QUÉBEC, *Résumé de la politique de développement touristique*, Québec, 2001.

TOURISME QUÉBEC, *Stratégie de marketing touristique 2000 2005, Grandes tendances de la demande touristique*, Québec, 2000.

TOURISME QUÉBEC, *Stratégie de marketing touristique 2000 2005*, Performances de la destination québécoise. Québec, 2000.

TOURISME QUÉBEC, *Stratégie de marketing touristique 2000 2005*, Québec, 2000.